

Table des matières

1. Introduction.....	1
2. La Catalogne et l'Espagne : de la <i>Renaixença</i> au <i>procés</i>	4
3. Ethnicité, nationalisme et situation catalane.....	11
3.1. Nationalismes sans État et identifications duales.....	15
4. « Culture populaire » et symboles nationaux : l'exemple des <i>castells</i>	23
4.1. Des processions religieuses aux icônes nationalistes.....	29
4.2. Dans l'intimité du nationalisme.....	33
4.3. L'automne catalan : de la fête nationale à la déclaration d'indépendance.....	35
4.4. Les <i>castells</i> face à la « voie unilatérale ».....	43
5. Une <i>colla</i> « très sociale » : entre « catalanité » et diversité.....	45
5.1. Une inclusion par la pratique corporelle et la fête.....	46
5.2. La Catalogne, une « terre d'accueil » ?.....	51
5.3. Migrants, travailleurs, <i>castellers</i> : la <i>colla</i> et son quartier.....	53
5.4. Le bilinguisme et les idéologies linguistiques.....	58
5.5. La <i>colla</i> comme espace de « catalanisation » ?.....	61
5.6. Du quartier à la République catalane.....	64
6. Des usages politiques de la « culture populaire ».....	67
6.1. L'engagement « social » dans la <i>colla</i>	67
6.2. Lutte contre les expulsions, féminisme et indépendantisme.....	69
6.3. L'engagement indépendantiste de la <i>colla</i>	73
6.4. Des unionistes « respectables ».....	81
6.5. Les dilemmes de la « voie unilatérale ».....	87
7. Conclusion.....	96

1. Introduction

En automne 2017, la Catalogne a traversé l'une des périodes les plus mouvementées de son histoire récente, en raison de la tenue d'un référendum sur l'indépendance, organisé par le gouvernement local. Interdite par le gouvernement espagnol, la votation a néanmoins eu lieu, portée par une importante mobilisation sociale, qui a été réprimée par la police. Du référendum à la déclaration d'indépendance, en passant par la suspension du gouvernement catalan par les autorités espagnoles, les événements ont conduit à des tensions politiques et sociales accrues entre partisans de l'indépendance et opposants, qui ont mis en lumière les divisions de la société catalane. Les mois de septembre, octobre et novembre ont été le théâtre d'un cycle de manifestations d'une ampleur considérable. De nombreuses personnes, dont certaines n'avaient jamais milité de leur vie, se sont retrouvées happées par un mouvement social revendiquant successivement le droit à l'autodétermination, la déclaration d'indépendance et la liberté des « prisonniers politiques ».

Revenons au mois de novembre 2017. Je me rends avec des amis barcelonais à un concert donné par Xavi Sarrià¹, un guitariste et chanteur originaire de la ville de Valence, connu pour ses chansons appelant à l'unité des « Pays catalans » et à la justice sociale. Tout le concert est ponctué de commentaires du musicien en référence à l'actualité politique et sociale de la Catalogne. Le public, dans l'ensemble très jeune, agite des drapeaux indépendantistes, féministes, communistes, antifascistes, et lance de temps à autre des slogans, que tous² semblent connaître par cœur :

Els carrers seran sempre nostres!

Les rues seront toujours à nous !

Lluitar, crear, poder popular!

Lutter, créer, pouvoir populaire !

I... Inde... Independència!

In... Indé... Indépendance !

Llibertat presos polítics!

Liberté pour les prisonniers politiques !

Ni un pas enrere!

Pas un pas en arrière !

Vers la fin du concert, Xavi Sarrià dédie une chanson « aux Comités de Défense de la République, aux grévistes, et à toutes les personnes qui ont réussi à bloquer le pays, la semaine dernière, en réponse à la répression de l'État espagnol ». Au milieu du morceau, je remarque soudain qu'une jeune fille se dresse au-dessus de la foule, quelques mètres devant nous. Debout sur les épaules d'une autre personne qui lui agrippe fermement les mollets, elle se saisit d'un drapeau qu'elle

1 Xavi Sarrià est l'un des membres fondateurs du groupe Obrint Pas, un ensemble musical qui a activement contribué à populariser la chanson en catalan auprès des nouvelles générations. Actif de 1993 à 2014, Obrint Pas a inspiré la création de nombreux autres groupes de musique en catalan, aux textes revendicateurs et ancrés à gauche.

2 La forme masculine inclut le genre féminin.

brandit en direction de la scène. Autour d'elle, les gens sifflent et applaudissent, malgré la musique assourdissante qui jaillit des haut-parleurs. Après une trentaine de secondes passées dans cette posture insolite, elle redescend pour se fondre à nouveau dans la masse. L'un de mes amis me fait alors signe de me retourner. Plus loin, derrière nous, d'autres s'adonnent au même numéro, surplombant le monde un instant, agitant brièvement un drapeau, pour replonger bien vite dans la foule. Ces courtes performances, qui auraient de quoi intriguer un observateur non averti, ne semblent guère perturber le public. Et pour cause : ces piliers humains dressés durant le concert ne sont que la version miniature d'une manifestation culturelle considérée depuis des années comme l'un des symboles les plus spectaculaires du nationalisme catalan : les *castells*. Autrefois réalisées dans des contextes religieux, ces tours humaines pouvant atteindre dix étages sont aujourd'hui étroitement liées à l'indépendantisme et mises en avant comme des icônes d'une République catalane en construction. Associés à des discours et pratiques visant l'inclusion de multiples groupes sociaux et promouvant la diversité interne, les *castells* font écho aux conceptions civiques du nationalisme qui dominent le champ politique catalaniste. Leur participation croissante à des mobilisations politiques entre en tension avec cette philosophie de l'inclusion, à l'heure où la population catalane reste divisée sur la question de l'indépendance (Vaczi 2016). Mon travail consistera notamment à élucider comment la prétention à intégrer des personnes de tous horizons se mêle au soutien à un projet de construction nationale et de sécession.

Vivement intéressé depuis plusieurs années par la question catalane, je ne saurais non plus dissimuler l'aspect empathique de ma relation avec l'objet de recherche. De multiples séjours sur place m'ont permis d'apprendre le catalan, que je maîtrisais davantage que l'espagnol au moment d'entrer sur le terrain. Cela a grandement favorisé mon accès à certains référents de l'imaginaire national catalan, via les médias et les discours de la vie courante. Une fois sur le terrain, la majorité des personnes avec qui j'ai été en contact se sont révélées « catalanistes », et lorsqu'elles ne l'étaient pas, elles formulaient de vives critiques envers l'attitude de l'État central. Une étude approfondie des milieux non catalanistes et hostiles à l'indépendance serait nécessaire pour compléter le tableau. J'ai toutefois fait de mon mieux, au cours de cette recherche, pour rendre également compte des discours « unionistes » (opposés à l'indépendance), notamment en prêtant attention aux déclarations de l'opposition politique en Catalogne et en consultant de temps à autre la presse espagnole (non catalane).

Lorsque je suis arrivé à Barcelone avec l'intention d'étudier le mouvement indépendantiste, j'ai dans un premier temps envisagé de me tourner vers des organisations politiques ou syndicales, en

raison de leur étroite relation avec les mouvements sociaux. Au milieu de l'été 2017, j'ai effectué les premières prises de contact. La seule réponse reçue, de la part d'un syndicat, était plutôt encourageante. J'allais toutefois devoir patienter, l'organisation ayant apparemment cessé ses activités jusqu'au mois de septembre. J'ai alors commencé à arpenter les quartiers de Barcelone et alentours, mu par ma curiosité et par les conseils d'un ami catalan qui m'encourageait à me pencher sur les « fêtes populaires » – dont il considérait l'étude indispensable à quiconque souhaiterait comprendre la société catalane. Je n'ai pas tardé à être frappé par le degré de politisation de ces festivités, qui mêlaient concerts revendicatifs et performances dites traditionnelles, le tout agrémenté de cuisine locale et arrosé de boissons alcoolisées. C'est suite à cette première entrée en matière que j'ai commencé à envisager un travail de terrain portant sur les *castells*. Bien que certains de mes amis catalans aient alors déploré le fait que je choisisse un sujet si « mainstream » (*sic*), l'étude des *castells* s'est avérée idéale pour aborder la question plus large du nationalisme.

La relation étroite entre les *castells* et le catalanisme n'a rien d'un scoop (voir notamment les apports de Erickson [2011], Giori [2014], Noyes [2003 a, b] et Vaczi [2016]). Cependant, en raison de la rapidité avec laquelle les choses se déroulent en Catalogne, la question de savoir ce qui se joue dans cette pratique n'a rien perdu de son actualité. À travers l'ethnographie d'une *colla castellera* (groupe réalisant des *castells*), ce travail se focalise notamment sur les frictions générées par l'engagement politique accru d'une partie du milieu *casteller*³. Pour ce faire, j'ai d'abord cherché à comprendre ce qui pousse les participants à investir temps et énergie dans la pratique. Nous verrons que les membres soulignent l'aspect positif de leur insertion dans un groupe, qu'ils se plaisent à relier à des entités sociales plus grandes (le « quartier », la « société », la « nation »), à travers des procédés iconiques, qui essentialisent ces entités. Je me pencherai ensuite sur les usages politisés de la pratique, qui dépassent largement la question stricte du nationalisme. Je m'attarderai alors sur les différentes formes prises par le soutien à l'indépendance, ce qui m'amènera à questionner plus particulièrement les relations entre partisans et opposants à l'indépendance dans la *colla*. J'avancerai alors l'hypothèse selon laquelle la capacité des participants à générer et percevoir un consensus au sein de leur groupe peut avoir un impact sur les mobilisations indépendantistes. Afin de permettre aux lecteurs de saisir les références historiques, je proposerai pour commencer quelques pages retracant le développement du nationalisme catalan et j'introduirai des outils analytiques qui me permettront d'appréhender le nationalisme et l'ethnicité en lien avec la situation catalane.

3 Relatif aux *castells*. Employé comme nom, le terme *casteller* (féminin : *castellera*) désigne une personne qui pratique cette activité. Il est souvent utilisé comme adjectif : on parle ainsi du « monde » (*món*) *casteller* ou de l'« esprit » (*esperit*) *casteller*.

2. La Catalogne et l'Espagne : de la *Renaixença* au procés

Bien que les origines lointaines de la Catalogne comme entité politique soient souvent situées dans l'empire de Charlemagne (Morera 1992 : 13), c'est généralement dans la Couronne d'Aragon (1137-1716), que l'on situe la genèse d'une conscience nationale dans certaines couches de la population. La Principauté de Catalogne y existait en effet en tant qu'entité politique distincte jouissant d'une certaine autonomie. Le catalan était alors la langue de l'Église et des institutions politiques (Llobera 2004). C'est au cours de cette période qu'ont été conquises les îles Baléares puis le royaume de Valence, constituant ce que de nombreux nationalistes ou défenseurs de la langue continuent aujourd'hui de nommer les « Pays catalans » (Morera 1992 : 41-48). Cette autonomie relative prend petit à petit fin après l'union des couronnes d'Aragon et de Castille et la formation du royaume d'Espagne. Cette époque sera ponctuée de nombreuses révoltes de la part de la population catalane, notamment en 1640 avec la « guerre des moissonneurs » (*guerra dels segadors*), un soulèvement paysan auquel fait allusion l'actuel hymne national catalan, *El cant dels Segadors* (*ibid.* : 77). De nouvelles révoltes survenues en 1714, à Barcelone cette fois-ci, précipiteront la dissolution des institutions politiques catalanes et l'interdiction de la langue catalane dans les domaines officiels et judiciaires. Le catalan perd alors de son prestige, mais reste la langue majoritaire de la population, tandis que la bourgeoisie marchande et industrielle, qui s'enrichit du commerce avec les Amériques au long du XVIII^e siècle, prend son essor (*ibid.* : 86-87).

Après la victoire de la monarchie espagnole contre l'empire napoléonien (1814), l'industrialisation reprend de plus belle et la population croît de façon spectaculaire, dans un climat d'instabilité politique entre libéraux et partisans de la monarchie. Dans ce contexte apparaissent aussi les premières révoltes ouvrières (*ibid.* : 93-100). C'est au cours de ce XIX^e siècle agité que se développe la *Renaixença* (« renaissance »), un mouvement porté par des intellectuels romantiques qui visent à revitaliser le catalan comme langue de culture, tout en glorifiant le passé médiéval de la Catalogne (Llobera 2004 : 17 ; Morera 1992 : 103). L'éphémère République espagnole de 1873 (renversée l'année suivante) voit se former les premières organisations politiques que l'on peut qualifier de catalanistes (Garcia 1998 : 20-21). Après la restauration de la monarchie, ces tendances politiques continueront à se développer. La pression effectuée à Madrid par des élus catalanistes de la Lliga Regionalista (« Ligue régionaliste») aboutira à un décret autorisant la fédération des quatre provinces catalanes. Celles-ci constituent en 1914 la Mancomunitat de Catalunya, une fédération qui, en plus de sa charge symbolique, aide à coordonner le développement régional d'infrastructures et d'institutions nouvelles, notamment dans le domaine de l'éducation (Morera 1992 : 115-116).



Illustration 1 : L'expression « Pays catalans » désigne les territoires où la langue catalane est utilisée comme langue véhiculaire majoritaire (ou l'était dans un passé plus ou moins récent). Il est à signaler que les Pays catalans en tant que tels n'ont jamais connu l'indépendance ni l'unité politique. (Licence : Creative Commons, attribution 3.0)

Il convient de noter que le catalanisme de l'époque est essentiellement bourgeois et conservateur. Or, la période est troublée par la croissance des mouvements ouvriers de tendance anarchosyndicaliste, qui inquiètent les pouvoirs en place, de la bourgeoisie locale à la monarchie. Avec le soutien de l'armée et du roi, le général Primo de Rivera dirige un coup d'État militaire à Barcelone en 1923 et instaure un régime dictatorial dans l'ensemble de l'Espagne. La Lliga Regionalista, catalaniste mais bourgeoise, appuie également le coup d'État, en raison de la promesse faite par le général de restaurer l'ordre en Catalogne. Mais une fois au pouvoir, Primo de Rivera abolit la Mancomunitat et criminalise l'usage du catalan en public (Morera 1992 : 119-122). Alors que la Lliga Regionalista est définitivement discréditée aux yeux des classes travailleuses, d'autres organisations catalanistes plus radicales participent à l'expansion d'un catalanisme de gauche et républicain, au travers notamment de l'organisation Estat Català (« État catalan »), qui se fondera bientôt dans l'Esquerra Republicana de Catalunya (ERC, « Gauche Républicaine de Catalogne »).

Après la fin de la dictature, les élections municipales de 1931 sont remportées à une très large majorité par les républicains, ce qui pousse le roi à abandonner le pouvoir. Les listes d'Esquerra Republicana de Catalunya (ERC) dirigées par Francesc Macià triomphent en Catalogne. Quelques heures avant que la République ne soit proclamée à Madrid, Macià proclame à Barcelone la République catalane et appelle à constituer une fédération des républiques ibériques. Le nouveau pouvoir central n'est pas de cet avis. De leurs négociations naîtra la Generalitat de Catalunya (« Généralité de Catalogne »), gouvernement de la Catalogne au sein de la deuxième République espagnole qui vient de naître. Si la deuxième République n'a rien d'une fédération, elle accorde rapidement un statut d'autonomie à la Catalogne (1932), visant à s'assurer de sa loyauté (Morera 1992 : 122-127). Le statut restaure l'usage officiel du catalan, qui peut à nouveau être enseigné à l'école (Garcia 1998 : 21-22). Toutefois, les fractures entre les partis catalanistes sont évidentes : ERC acquiert un soutien important dans la paysannerie et cela la conduit à se quereller avec la Lliga Regionalista, représentant les intérêts des propriétaires fonciers. Quant au mouvement ouvrier, il est surtout organisé par les anarchosyndicalistes, qui considèrent le catalanisme comme un courant bourgeois divisant les travailleurs. Après de nouvelles élections, le président de la Generalitat Lluís Companys (ERC) proclame une nouvelle fois l'« État catalan ». Cet acte de rébellion institutionnelle provoquera l'arrestation du gouvernement et la suspension de la Generalitat (Morera 1992 : 127-130). Elle sera restituée en février 1936 avec l'arrivée au pouvoir du Front populaire en Espagne, alliant républicains, socialistes et communistes, derrière un programme de réformes de gauche. En Catalogne, ERC obtient les deux tiers des sièges. Dans plusieurs régions d'Espagne ont lieu des grèves et des occupations de terres. Cette agitation populaire stimule l'activité de forces politiques hostiles au Front populaire et inspirées du fascisme italien, comme la Falange Española. En juillet de la même année a lieu le coup d'État du général Franco. Le soulèvement militaire échoue d'abord dans une bonne partie de l'Espagne, annonçant le début d'une guerre civile de trois longues années. En Catalogne notamment, la résistance au coup d'État prend une tournure révolutionnaire. Les syndicats anarchistes, CNT⁴ en tête, dressent des barricades, forment leurs propres milices et entreprennent de « socialiser » la production. De nombreuses églises sont incendiées et des religieux assassinés. Une partie de la bourgeoisie catalane – notamment des membres de la Lliga Regionalista – prend peur et quitte le territoire, ou se résigne à rejoindre le camp franquiste. Ce dernier, avec l'appui logistique des fascistes italiens et du régime nazi, finit par l'emporter en 1939 (Morera 1992 : 31-38). La victoire définitive des franquistes, en plus des innombrables exécutions qu'elle occasionne, débouche sur une période d'écrasement délibéré des institutions et des symboles culturels régionaux, du moins lorsqu'ils sont perçus comme des

⁴ Confederació Nacional del Treball : « Confédération Nationale du Travail ».

obstacles à l'hégémonie nationaliste espagnole. L'usage public de la langue catalane est prohibé, ce qui inclut la quasi-totalité des publications écrites (Llobera 2004 : 18-22). Après la guerre civile, un nouvel essor industriel commence, qui s'accompagne d'une forte immigration en provenance d'autres régions d'Espagne. Le contexte politique restreint grandement les possibilités pour ces travailleurs migrants d'apprendre le catalan (Garcia 1998 : 155). Certains Catalans pensent alors que cette vague migratoire résulte d'une volonté délibérée du régime franquiste d'affaiblir leur langue et leur identité culturelle. On voit se développer une certaine xénophobie envers ces « autres Catalans », hispanophones, qui viennent grossir considérablement les rangs de la classe ouvrière (Candel 2008). La résistance à la dictature favorise tout de même des convergences : les catalanistes, qui réclament le retour de l'autonomie, s'allient au mouvement ouvrier, qui revendique les libertés syndicales (Morera 1992 : 153-158).

Les dernières années de la dictature voient se développer un grand nombre d'associations catalanistes, toujours clandestines, visant à défendre la langue et les manifestations culturelles catalanes (Garcia 1998 : 23). En 1975, la mort de Franco annonce la fin progressive du régime. Le roi Juan Carlos de Borbón lui succède à la tête du pays et prépare une transition vers la démocratie, sur fond de grèves et de manifestations massives, encore bien souvent réprimées. Suite aux élections démocratiques de 1977, un nouveau pouvoir centriste s'installe en Espagne. En Catalogne, la majorité est remportée par des partis de gauche et catalanistes (Hoarau 2017 : 71). En 1978, une nouvelle Constitution espagnole voit le jour, qui reconnaît de façon ambiguë l'existence de « nationalités » distinctes au sein de la « nation » espagnole, conçue comme indivisible (Garcia 1998 : 24). L'année suivante, le nouveau Statut d'Autonomie de la Catalogne rédigé par le Parlement catalan est approuvé par 88 % des citoyens catalans (Morera 1992 : 159). D'abord prévu pour satisfaire les demandes émanant des « nationalités historiques » que sont la Catalogne, le Pays basque et la Galice, le droit à l'autonomie a vite été octroyé à l'ensemble des « communautés » composant l'État espagnol, que l'on qualifiera alors d'« État des autonomies » (Hoarau 2017 : 231-234). La présidence de la Generalitat sera désormais assumée par des politiciens de tendance catalaniste, comme c'est toujours le cas aujourd'hui. La notion de catalanisme recouvre cependant des visions politiques parfois opposées – allant du libéralisme à l'extrême gauche, et du fédéralisme à l'indépendantisme radical – que je propose d'introduire ici pour faciliter la compréhension des pages qui suivront.

Le premier président de la Generalitat restaurée est Josep Tarradellas, d'Esquerra Republicana de Catalunya (ERC). Depuis la transition, ERC se définit comme indépendantiste, de gauche, mais non

marxiste, défendant l'exercice du droit à l'autodétermination (Garcia 1998 : 90). S'il est à l'époque minoritaire⁵, ce parti deviendra l'une des principales forces politiques après 2010 (Hoarau 2017 : 251-255). En 1980, Jordi Pujol accède à la présidence avec la coalition conservatrice de centre droit Convergència i Unió (CiU)⁶. Le catalanisme de CiU se caractérise par la quête d'une maximisation de l'autonomie (notamment en matière fiscale et financière) de la Catalogne dans l'État espagnol, ainsi que par une valorisation de la langue catalane. Pujol réussira à cumuler six mandats présidentiels, ce qui lui permettra de gouverner jusqu'en 2003, soit pendant vingt-trois ans. Les deux présidents suivants, Pasqual Maragall (2003-2006) et José Montilla (2006-2010), sont membres du Partit dels Socialistes de Catalunya (PSC), d'orientation social-démocrate et fédéré au niveau espagnol avec le Partido Socialista Obrero Español (PSOE). Opposé à l'indépendance, le PSC se revendique comme catalaniste, favorable à une autonomie élargie de la Catalogne dans un État espagnol fédéral (*ibid.* : 221-254). Jusqu'aux années 2010, le catalanisme indépendantiste reste très minoritaire et est incarné essentiellement par ERC ainsi que par des petits partis d'extrême gauche (Garcia 1998). Parmi les partis non catalanistes représentés en Catalogne, il y a le Partido Popular (PP), de droite conservatrice, expression d'un nationalisme espagnol opposé au fédéralisme. Le parti libéral et centraliste Ciutadans (ou Ciudadanos, en espagnol), créé en 2006, deviendra le principal concurrent et allié du PP, auquel il raflera de nombreuses voix. Si le PP est toujours resté faible en Catalogne, il s'agit d'un des principaux partis à l'échelle de l'Espagne, ayant gouverné le pays depuis 1996, en alternance avec le PSOE. Le PP jouera en outre un rôle important dans un conflit de compétences entre la Catalogne et l'État central, culminant en 2010, et mis en avant comme l'un des facteurs expliquant le décollage de l'indépendantisme (Hoarau 2017).

En 2006, les citoyens de Catalogne approuvent par voie référendaire une réforme du Statut d'Autonomie, qui entre en vigueur quelques mois plus tard. Le nouveau statut comprend un élargissement des compétences économiques et judiciaires de la communauté autonome, ainsi que plusieurs dispositions à forte charge symbolique, comme la reconnaissance officielle de l'hymne national catalan (*El cant dels Segadors*) et de la fête nationale du 11 septembre (Cultiaux 2007 : 23). L'année même de l'entrée en vigueur de nouveau statut, le PP saisit le Tribunal constitutionnel espagnol (TC) et dépose plusieurs recours d'inconstitutionnalité, qui mettront quatre ans à aboutir. En 2010, la sentence définitive du TC invalide de nombreuses dispositions du nouveau statut, ce qui déclenchera l'une des premières manifestations massives en faveur de l'indépendance, marquant le

5 Josep Tarradellas n'a pas été élu démocratiquement, mais nommé président provisoire. En 1954, une partie du gouvernement catalan réfugié au Mexique l'avait désigné comme nouveau président de la Generalitat en exil. Il aurait alors promis de retourner en Catalogne dès que possible pour assumer cette fonction (Morera 1992 : 149).

6 CiU résulte de l'alliance entre Convergència Democràtica de Catalunya (CDC), dont Pujol lui-même est le fondateur, et d'un petit parti démocrate-chrétien nommé Unió Democràtica de Catalunya (Hoarau 2017 : 241).

début du processus indépendantiste actuel, connu sous le nom de *procés soberanista* (« processus souverainiste ») ou simplement *procés* (Clua i Fainé 2014). L'intervention du TC éloigne d'un coup la perspective d'une décentralisation des pouvoirs en Espagne et d'une autonomie accrue de la Catalogne, ce qui permet d'expliquer en partie la montée spectaculaire du sentiment indépendantiste, qui passe d'un petit 15 % avant 2010 à près de 50 % après 2012 (Clua i Fainé 2014 : 34-85 ; Hoarau 2017 : 261). Il convient aussi de rappeler l'impact de la crise économique, qui a pour effet de renforcer la perception d'injustice économique déjà présente. Popularisé dès 2008 par le Cercle Català de Negocis – une association réunissant petites et moyennes entreprises –, l'idée d'un « déficit fiscal » se fonde sur une asymétrie perçue entre les importantes contributions fiscales de la Catalogne et les fonds d'investissement qui lui sont effectivement accordés par l'État central (Clua i Fainé 2014 : 89-91). En 2011, les effets de la crise économique et particulièrement des coupes budgétaires suscitent des manifestations massives dans l'ensemble de l'Espagne, exprimant une certaine désaffection de la population espagnole envers une classe politique jugée corrompue et soumise aux caprices des milieux financiers. L'idée de « révolution démocratique par en bas » (*ibid.* 2014 : 93), qui s'exprime dans les mouvements de 2011, entre en résonance avec les nouvelles formes prises par le mouvement indépendantiste. De 2009 à 2011 ont lieu des « consultations souverainistes », à portée symbolique, auxquelles participent néanmoins près de 19 % des citoyens. Mises sur pied par des organisations de la société civile, ces votations non officielles rendent visible la volonté indépendantiste d'une partie de la population, autour de la revendication du « droit de décider » (*dret a decidir*). Le processus lui-même participe de la création d'un réseau social de volontaires répartis dans toute la Catalogne, dont les noyaux locaux serviront à construire l'Assemblea Nacional Catalana (ANC), l'une des organisations indépendantistes les plus influentes dans les années suivantes (Clua i Fainé 2014 ; Hoarau 2017 : 254-255). Une recherche menée par l'anthropologue catalane Montserrat Clua i Fainé indique que la massification du mouvement indépendantiste est liée à la tendance des organisations indépendantistes à centrer leur agenda sur des questions de participation démocratique plutôt que d'identité culturelle. Ainsi, la perspective d'un « processus constituant » dans lequel l'ensemble des citoyens jouerait un rôle actif a permis d'articuler l'idée d'indépendance avec des espoirs de transformation sociale et, ce faisant, de gagner des soutiens dans les milieux de gauche, ainsi qu'auprès de personnes ne se considérant pas comme catalanes ou se disant même politiquement hostiles à tout nationalisme (Clua i Fainé 2014 : 92-95).

Suite à la sentence du TC, les partis indépendantistes comme ERC se renforcent. On assiste aussi à l'émergence d'un petit parti d'extrême gauche, la Candidatura d'Unitat Popular (CUP), qui se définit comme indépendantiste, anticapitaliste, féministe et eurosceptique. Au même moment, la

droite catalaniste entre dans une phase de recomposition : Convergència Democràtica de Catalunya (CDC) commence à affirmer une ligne indépendantiste, ce qui finit par provoquer l'éclatement de la coalition CiU, dont le parti était la principale composante. Dirigé alors par Artur Mas, président de la Generalitat depuis 2010, CDC changera de nom, en 2016, pour devenir le Partit Demòcrata Europeu de Catalunya (PDeCAT), suite à plusieurs affaires de corruption et de financement illégal du parti (Hoarau 2017 : 221-266). Certains interprètent d'ailleurs le revirement de la droite catalaniste comme une tentative populiste de diversion, après des révélations de corruption entachant la famille Pujol elle-même (Vaczi 2016 : 357). Entre-temps, le gouvernement de Mas organise en novembre 2014 une consultation officielle sur l'indépendance, déclarée anticonstitutionnelle par le président espagnol Mariano Rajoy. L'une des conséquences de la consultation est la convocation d'élections parlementaires catalanes en septembre de l'année suivante, en prévision desquelles ERC et CDC forment une coalition électorale nommée Junts pel Sí (« Ensemble pour le oui »). Suite à ces élections, Junts pel Sí devient la première force politique au Parlement, avec 62 sièges sur 135. Non intégrée dans la coalition, la CUP obtient le score historique de 10 sièges. Les indépendantistes disposent donc désormais d'une majorité parlementaire absolue (72 sièges sur 135), reposant sur des accords fragiles entre les deux listes (Hoarau 2017 : 221-266). Le champ politique se trouve dès lors polarisé par l'agenda indépendantiste de Junts pel Sí et de la CUP, qui prévoient l'organisation d'un référendum effectif sur l'indépendance en 2017, supposant de désobéir à l'État central en cas de besoin. Bien qu'historiquement catalanistes, les socialistes du PSC maintiennent leur orientation autonomiste et se trouvent alors dans l'opposition « unioniste » (favorable au maintien de la Catalogne dans l'Espagne), aux côté du PP et de Ciutadans. Il convient de mentionner également la coalition Catalunya Sí Que es Pot (« Catalogne Oui c'est possible »), de gauche et à tendance fédéraliste, qui rassemble un groupe de partis souvent surnommé *els Comuns*⁷. Cette dernière formation possède la particularité de ne pas se prononcer ouvertement sur l'indépendance en tant que telle. Elle est en revanche opposée à la « voie unilatérale » entreprise par la majorité indépendantiste, tout en défendant par ailleurs la réalisation d'un référendum légal permettant de résoudre démocratiquement le conflit (*ibid.* : 221-266).

⁷ Catalunya Sí Que es Pot rassemble plusieurs partis à tendance communiste (Esquerra Unida i Alternativa) et écologiste (Iniciativa per Catalunya–Verds et Equo), comptant également sur l'appui de Podem/Podemos, parti espagnol de gauche qui revendique l'héritage des mouvements sociaux de 2011 (Ara 2015). Ces mêmes partis formeront d'autres coalitions en fonction des échéances électorales (En Comú Podem, Catalunya en Comú). Pour des raisons de commodité, j'utiliserai la dénomination *Comuns* (« les Communs »), utilisée dans les médias et par mes informateurs, pour désigner cette constellation politique.

S'il est commun de diviser le champ politique catalan contemporain entre le bloc indépendantiste et le bloc unioniste (en laissant de côté l'ambiguïté des *Comuns*), il est utile de distinguer les « constitutionnalistes » des partisans de la « voie unilatérale ». Les premiers considèrent que l'indépendance de la Catalogne contredirait certains articles constitutionnels et que tout référendum éventuel sur la question devrait passer par une réforme préalable de la Constitution espagnole. Les seconds affirment que le principe de l'autodétermination des peuples est garanti par le droit international et que, suite à l'échec des négociations avec l'État central pour réaliser un référendum légal, la Catalogne dispose du « droit de décider » seule de son avenir (Hoarau : 221-266). Par souci de commodité et sauf précision de ma part, je parlerai de « mouvement indépendantiste » pour désigner l'ensemble des organisations et personnes s'étant mobilisées dans le cadre du *procés* en faveur de la voie unilatérale, soit de la désobéissance à l'État espagnol qu'impliquent la tenue du référendum de 2017 et la déclaration d'indépendance : il s'agit principalement des partis (PDeCAT, ERC, CUP) et des associations (ANC, Òmnium Cultural⁸), auxquels j'ajouterai les Comités de Défense de la République (CDR) ayant vu le jour à l'automne 2017. L'indépendantisme sera abordé en tant que composante centrale du nationalisme catalan actuel. J'appréhenderai les données du terrain à l'aide de quelques notions et concepts développés par les sciences humaines, qu'il est nécessaire d'introduire préalablement.

3. Ethnicité, nationalisme et situation catalane

La fin du XX^e siècle a vu se multiplier les ouvrages visant à expliquer l'émergence du phénomène national et son étonnante résilience (Hobsbawm 1992). La question de la définition même de la « nation » se révèle être particulièrement ardue. Si l'on choisit de se baser sur des éléments objectifs, tels que la langue ou l'ethnie, on se heurte de prime abord au fait que ces différents éléments sont eux-mêmes problématiques lorsqu'il s'agit d'en poser une définition claire. Par ailleurs, la non-correspondance desdits critères objectifs entre eux (par exemple l'ethnie avec la langue) relève davantage de la norme que de l'exception et porte un coup à la pertinence analytique de ce type de définition – ce qui n'empêche en revanche pas leur instrumentalisation idéologique à des fins de construction nationale. Quant aux approches que l'historien Eric Hobsbawm qualifie de subjectives, elles aboutissent rapidement à des tautologies, la nation étant définie sur la base de « la

⁸ L'association Òmnium Cultural (ou simplement Òmnium), déjà active clandestinement pendant la dictature, se centre sur la promotion de la « culture » catalane, notamment littéraire. Elle est devenue, avec l'ANC, un acteur majeur du mouvement indépendantiste, avec ses près de 120 000 adhérents en 2018 (Òmnium 2018 ; Vaczi 2016 : 359-360).

conscience qu'ont ses membres d'y appartenir » (Hobsbawm 1992 : 23). Face aux limites de ces deux approches, Hobsbawm considère alors qu'il est préférable d'étudier les évolutions de la notion même de nation, en relation avec les transformations sociales propres à chaque période historique (*ibid.* : 11-33). L'étude du nationalisme par Hobsbawm reprend la définition qu'en a donnée Ernest Gellner dans son célèbre ouvrage *Nations and Nationalism*, paru en 1983 :

Nationalism is primarily a political principle, which holds that the political and the national unit should be congruent. Nationalism as a sentiment, or as a movement, can best be defined in terms of this principle. Nationalist *sentiment* is the feeling of anger aroused by the violation of the principle, or the feeling of satisfaction aroused by its fulfilment. A nationalist *movement* is one actuated by sentiment of that kind.
(Gellner 2006 : 1)

Cette définition pose en elle-même une série de problèmes – il s'agira notamment de définir ce qu'est une « unité nationale » –, mais elle permet néanmoins de rendre compte dans une certaine mesure du nationalisme en tant que mouvement caractéristique de la modernité et intimement lié au processus d'industrialisation des sociétés occidentales. Une des caractéristiques centrales du nationalisme est de définir en termes culturels des unités politiques géographiquement délimitées (les nations), ce qui suppose que l'ensemble de la population concernée partage une culture commune (Gellner [1989], dans Lew [1992]). L'idée même que la paysannerie puisse partager la même culture que les classes dirigeantes aurait semblé, à d'autres époques, tout à fait saugrenue et subversive. En ce sens, l'idéologie nationaliste représente une rupture avec l'ordre ancien et a pu, notamment lors de la Révolution française, être fortement associée à la notion de progrès (Eriksen 2010 : 123 ; Pratt 2003 : 12). Néanmoins, les nationalismes construisent en bonne partie leur légitimité sur l'idée d'une continuité avec le passé. L'« invention » des langues standardisées (qui acquièrent alors un caractère homogène et permanent), l'importance croissante de l'écrit (lié à la généralisation des techniques d'imprimerie), ainsi que l'avènement de l'instruction publique sont autant d'éléments qui contribuent à la construction d'une « communauté imaginée » (Anderson [1991], commenté par Hobsbawm [1992 : 115-120]). Hobsbawm rejoue Gellner sur le fait que le nationalisme – et toutes les (ré)inventions culturelles et même linguistiques qu'il suppose – est d'abord l'œuvre d'une minorité lettrée appartenant aux classes dominantes. Une des interrogations qui l'occupe alors consiste à se demander comment une idéologie minoritaire émanant des élites a pu devenir une idéologie de masse :

[On] est à mon avis confronté à un phénomène double, essentiellement construit d'en haut, mais qui ne peut être compris si on ne l'analyse pas aussi par le bas, c'est-à-dire à partir des hypothèses, des espoirs, des besoins, des nostalgies et des intérêts – qui ne sont pas nécessairement nationaux, et encore moins nationalistes – des gens ordinaires. (Hobsbawm 1992 : 29)

L'historien s'interroge sur la question de savoir « comment un concept aussi éloigné de l'expérience réelle de la plupart des êtres humains que le “patriotisme national” a pu devenir une force politique aussi puissante » (Hobsbawm 1992 : 91). À travers le concept de « protonationalisme populaire », il cherche à rendre compte de sentiments d'appartenance collective au sein de réseaux humains préexistants, que les nationalistes auraient pu mobiliser en vue de la construction nationale. Toutefois, la recherche historique peine à apporter des réponses claires sur ce qui se passait dans la tête de la grande majorité de la population, à des époques où la production de textes était encore l'apanage des classes dominantes (*ibid.* : 91-151). Cet intérêt pour l'expérience réelle des gens ordinaires rapproche indubitablement Hobsbawm des préoccupations de l'anthropologie, dont l'une des tâches sera de comprendre d'où les nationalismes tirent leur étonnante résilience, alors que certains prédisaient leur disparition prochaine (Herzfeld 2007 : 13).

L'historien Benedict Anderson s'est également demandé pourquoi les sujets d'un État paraissent si souvent disposés à se sacrifier pour des causes nationales. Anderson a décrit les nations comme des « communautés imaginées », dans le sens où leurs membres semblent se reconnaître comme faisant partie d'un seul groupe, alors même qu'ils ne se connaissent pas (Anderson [1991], dans Llobera [2004]). L'historien trace un parallèle entre nationalisme et religion, ce qui lui permet de mettre en évidence la centralité des sentiments et la capacité du nationalisme à offrir à ses « adeptes » l'illusion d'une immortalité collective en récompense de leur sacrifice individuel (dans Herzfeld [2007 : 7]). Pour l'anthropologue Michael Herzfeld, l'explication d'Anderson revient à continuer de considérer les nationalismes comme essentiellement semblables entre eux, et résultant de l'action de l'élite sur le peuple et de l'Occident sur le reste du monde (*ibid.*). Critiquant cette approche « de haut en bas », Herzfeld prône une analyse du nationalisme prenant en compte « tous les segments de la population » et ancrée dans la vie quotidienne des citoyens (Herzfeld 2007 : 12).

L'approche constructiviste de l'ethnicité permet d'affiner l'étude du nationalisme. Le texte fondateur de Frederick Barth *Ethnic groups and boundaries* (1969) définit les groupes ethniques comme des « catégories d'attribution et d'identification opérées par les acteurs eux-mêmes » ayant pour caractéristique « d'organiser les interactions entre les individus » (Barth 1995 : 205). Le

caractère pionnier du texte de Barth réside notamment dans la réfutation de l'idée d'une correspondance directe entre culture et groupe ethnique : les frontières ethniques doivent être considérées comme des frontières sociales davantage que culturelles. Le maintien de ces frontières requiert une sélection, par les individus d'un groupe, de traits culturels leur permettant de se distinguer d'un autre groupe dans des situations données d'interaction. Ces traits culturels peuvent changer au fil du temps, tout comme les caractéristiques culturelles du groupe. Comme le note Barth :

[U]ne réduction drastique des différences culturelles entre les groupes ethniques ne peut être corrélée de façon simple avec une réduction de la pertinence organisationnelle des identités ethniques, ou avec un déclin des processus d'entretien des frontières. (Barth 1995 : 241)

Autrement dit, les groupes en question peuvent devenir de plus en plus semblables culturellement et néanmoins se maintenir dans le temps comme distincts les uns des autres. Barth insiste sur le fait que si les frontières conservent une relative stabilité, leur franchissement (le changement d'identité ethnique) est tout à fait possible, quoique régulé par des normes, elles aussi sujettes à de possibles modifications (Barth 1995 : 223-209). Si le point fort du texte de Barth a été de mettre en exergue l'absence de correspondance directe entre culture et ethnicité, il lui a été ultérieurement reproché d'avoir un peu trop vite éludé le rôle des pratiques culturelles. Pour y remédier, certains auteurs suggèrent un rapprochement entre l'étude de l'ethnicité et les théories de l'habitus Bourdieusien (Petit & Rubbers 2013 ; Valtchinova 2006) :

Si les catégories ethniques ne coïncident pas avec des ensembles finis de traits culturels, leur construction symbolique s'élabore néanmoins sur la base de similitudes et de différences dans les manières de vivre [...]. Ce sont les écarts perçus entre habitudes culturelles qui constituent et confirment les frontières des catégories ethniques. Nous sommes ici très proches d'une analyse en termes de stéréotypes.

(Petit & Rubbers [2013 : 17], en référence à Bentley [1987 : 32])

Michael Herzfeld recommande justement de prendre au sérieux l'usage des stéréotypes dans la vie courante, pour pouvoir étudier le nationalisme au-delà des rhétoriques officielles. Pour l'anthropologue, le recours aux stéréotypes « s'appuie sur la découverte d'un terreau commun avec la société environnante » qui permet aux membres d'une communauté nationale de se reconnaître entre eux (Herzfeld 2007 : 4-5). Souvent loin de refléter les discours officiels au sujet de la nation, cette « reconnaissance » se rapproche de la notion de « savoir social implicite » (Valtchinova 2006 : 4) et relève de ce que Herzfeld a nommé « intimité culturelle ». L'idée centrale de Herzfeld

est que les officiels se servent de cette connaissance de l'intimité culturelle pour assurer la loyauté des citoyens. Pour ce faire, ils essentialisent la nation en créant l'illusion d'une ressemblance (iconicité) entre cette dernière et des situations familiaires, domestiques, intimes (Herzfeld 2007 : 109-128). Ce procédé est rendu manifeste par la récurrence des métaphores corporelles et familiales dans les discours politiques (« le corps national », « la mère patrie », etc. [ibid. : 6]). Néanmoins, l'intimité culturelle renferme des savoirs implicites qui, s'ils assurent une « socialité commune » (ibid. : 3), peuvent se changer en stigmates une fois révélés au grand jour, en particulier sur la scène internationale : on peut penser à la reconnaissance de pratiques illégales comme partie intégrante de la vie locale (Herzfeld 2007), à un attachement au contrôle étatique renvoyant au stigmate du communisme dans les pays d'Europe de l'Est (Jung 2010), à l'idée d'une proximité historique avec le monde musulman et « l'Orient » dans la société bulgare engagée sur le chemin d'une adhésion à l'Union européenne (Valtchinova 2006).

Si l'intimité culturelle de Herzfeld visait à rendre compte des réalités sociales des régions périphériques de l'Europe, l'auteur lui-même a entrepris d'élargir son application à d'autres territoires (Herzfeld 2007 : 48-85). Je considère pour ma part que l'outil se prête à l'analyse du nationalisme catalan actuel, que j'aborderai dans la perspective d'un décalage entre le contenu des idéologies officielles sur l'identité nationale catalane, et d'autres éléments constitutifs de ce que les acteurs considèrent comme leur identité culturelle.

3.1. Nationalismes sans État et identifications duales

Comme le remarquait déjà Gellner, le nationalisme peut être conçu comme une idéologie prônant une correspondance entre l'« unité politique » et l'« unité nationale », cette dernière étant conçue comme un synonyme de « groupe ethnique » (Gellner 2006, dans Eriksen [2010 : 119]). Pour Eriksen, le nationalisme selon Gellner peut être compris comme un rapport particulier entre l'ethnicité et l'État :

Nationalisms are, according to this view, ethnic ideologies which hold that their group should dominate a state. A nation-state, therefore, is a state dominated by an ethnic group, whose markers of identity (such as language or religion) are frequently embedded in its official symbolism and legislation. There is a drive towards the integration and assimilation of citizens, although Gellner concedes that nations may contain ‘non-meltable’ people, what he calls *entropy-resistant* groups.

(Eriksen [2010 : 119], se rapportant à Gellner [2006])

L'homogénéisation culturelle et linguistique du territoire que promeut le nationalisme implique la mobilisation de ressources considérables visant à l'intégration nationale des groupes récalcitrants. Il existe une imposante littérature sur l'énergie investie par des États dans l'assimilation culturelle et linguistique des populations se trouvant sur leurs territoires (Llobera 2004 : 82-98). Il arrive alors que de nouveaux nationalismes s'affirment précisément en réaction à ces processus. Les conflits qu'ils provoquent aboutissent parfois à la création d'un nouvel État, ou à des concessions de la part du nationalisme dominant, avec l'octroi d'une certaine autonomie de la région au sein de l'État (*ibid.*). Depuis le développement du catalanisme au XIX^e siècle, l'histoire de l'État espagnol est rythmée par les tensions entre les nationalismes espagnol, basque et catalan. À la fin du XX^e siècle, le statut d'autonomie accorde à la Generalitat des compétences dans le domaine de l'éducation, de la santé, de la justice et des médias, ce qui donne lieu à une « (re)construction politique et symbolique de la nation catalane » (Clua i Fainé 2014 : 88). Sous la dictature, l'arrivée en grand nombre de travailleurs migrants d'autres régions d'Espagne venait s'ajouter à la répression directe du régime : les possibilités d'apprentissage du catalan par ces migrants espagnols⁹ étaient faibles, faisant d'eux de potentiels « oppresseurs linguistiques », important avec eux la langue de l'État, l'espagnol (Llobera 2004 : 21-22). Dans les dernières années du franquisme, la moitié de la population catalane était incapable de parler catalan et un quart disait ne pas le comprendre (Hoarau 2017 : 87). La question linguistique occupe par conséquent une place centrale dans les politiques catalanistes après la transition, avec la mise en place du système dit de l'« immersion linguistique » à l'école, qui vise à ce que par tous les élèves scolarisés sur place acquièrent des compétences en catalan (Clua i Fainé 2014 : 89). Néanmoins, les politiques entreprises pour « catalaniser » les migrants espagnols se heurtent aussi à la volonté de ces derniers de préserver leurs identités culturelles (Noyes 2003b : 77-78). Récemment, l'irruption de l'indépendantisme comme force politique de premier plan a suscité la mise en mouvement d'organisations et partis défendant l'appartenance de la Catalogne à l'Espagne. Souvent, cette revendication est formulée en termes identitaires, évoquant l'importance de respecter les droits des « Catalans qui se sentent aussi espagnols » (Corporació Catalana de Mitjans Audiovisuals 2018). Ces débats révèlent qu'il y a plusieurs façons d'« être » catalan, contrairement à ce que laissent entendre certains discours institutionnels.

N'ayant pas d'État propre, la Catalogne ne dispose pas non plus de code de la nationalité. Devant la loi, les Catalans sont les personnes de nationalité espagnole résidant sur le territoire catalan. Les

⁹ Je qualifie de « migrants espagnols » toutes les personnes de nationalité espagnole venues s'installer en Catalogne, indépendamment bien sûr de leur éventuelle allégeance à un nationalisme basque, galicien ou autre.

individus bénéficient par conséquent d'une certaine marge dans l'affirmation de leur appartenance à la Catalogne ou à l'Espagne et dans le sens qu'ils donnent à cette appartenance (Garcia 1998). Les discours catalanistes dominants véhiculent l'idée que tout individu peut devenir catalan, moyennant un peu de bonne volonté (Kammerer 2014 : 63). Le leader nationaliste Jordi Pujol a traité à de nombreuses reprises de la question migratoire dans des textes rédigés sous le franquisme ; il y souligne le rôle fondamental que les immigrés ont à jouer dans la construction de la nation (Garcia 1998 : 146-149). La célèbre formule « est catalan celui qui vit et travaille en Catalogne » qui lui est attribuée (Pujol 1976) contribue de nos jours à désigner le catalanisme comme un nationalisme essentiellement « civique », ouvert à l'acceptation de la différence, et tendant vers une égalité des droits de citoyenneté pour tous les résidents (Erickson 2011). Dans les faits, certains « citoyens catalans » refusent de s'affirmer catalans ou font un usage contextuel de ce label (Kammerer 2014). Cela signifie-t-il que l'on peut être catalan par choix ? Rappelons à toutes fins utiles que l'affirmation d'une identité (autoidentification) est souvent liée à son attribution par d'autres (hétéroïdentification) : à cet égard, la marge de manœuvre des acteurs est relative et dépend des contextes d'interaction (Simon [1999 : 49], dans Cuche [2010 : 104]). La situation catalane montre un décalage frappant entre les discours officiels – qui promeuvent une « catalanité » ouverte et accessible à tous – et la manière dont les acteurs définissent ce qui est catalan et ce qui ne l'est pas, ou jugent du degré de « catalanité » d'une personne donnée. Quels sont donc les facteurs qui régulent ces processus d'identification ? Dans la construction du sentiment d'appartenance à la Catalogne et de la reconnaissance par les pairs, la maîtrise de la langue catalane est, sans surprise, un point fondamental (Clua i Fainé 2011 ; Garcia 1998 ; Larroque Aranguren 2012). Des recherches quantitatives et qualitatives menées sur le sujet indiquent également l'importance d'autres paramètres, parmi lesquels le lieu de naissance de l'individu et de ses parents. La conjonction de ces différents facteurs contribue à la construction de lignes de démarcations ethniques entre « Catalans » et « non-Catalans », bien qu'il soit fréquent qu'une personne dise se sentir à la fois catalane et espagnole (Garcia 1998). Comme l'indique Eloise Hummel à propos de l'ethnicité catalane :

Barth (1969) reminds us however that 'dichotomy' is not just in opposition, but in degrees. [...] In some situations it is a radical binary opposite, as in common street graffiti, 'Catalonia is not Spain', and in other situations there is strong complementarity and shifting. Thus the Catalan-Spanish 'boundary' is fluid and flexible in some contexts and rigid in others. (Hummel 2014 : 57)

Le concept d'« identité duale » reconnaît la possibilité d'identifications multiples et non exclusives. Les recherches menées par Luis Moreno (2007) dans les années 1980 visaient à mesurer l'intensité du sentiment national dans les « nations minoritaires ». Le mode opératoire de Moreno consistait en sondages invitant les gens à se classer eux-mêmes dans cinq catégories prédefinies, en répondant à ce que l'on a appelé la « question Moreno ». Dans une recherche menée en Écosse, on demandait ainsi aux personnes interrogées si elles se sentaient : 1) *uniquement* écossaises, 2) très écossaises et *un peu* britanniques, 3) *autant* écossaises que britanniques, 4) *un peu* écossaises et très britanniques, ou 5) *uniquement* britanniques. Dans les sondages effectués en 1986, 53 % des Écossais se classaient dans les catégories 2, 3 et 4, indiquant la prépondérance d'une « dualité identitaire ». En même temps, les catégories 1 et 2 cumulaient à elles seules 69 % des réponses, indiquant une forte « identité régionale » (Moreno 2007 : 507). De nos jours, la « question Moreno » ou des variantes de celle-ci sont régulièrement utilisées par des instituts de sondage, comme le fait en Catalogne le CEO (Centre d'Estudis d'Opinió), qui dépend de la Generalitat. Je reproduis ci-dessous des données extraites d'un sondage du CEO datant de 2012 et portant sur un échantillon de 2500 citoyens catalans. Ce sondage vise à corrélérer la langue préférentielle des sondés avec leur auto-identification. Je reprends ici la dénomination employée par Moreno (2007) pour distinguer les identifications « régionales » (ici avec la « nation minoritaire » catalane) et les identifications « nationales » (avec la nation de l'État central, l'Espagne).

À laquelle des propositions suivantes vous identifiez-vous le plus ? Je me sens... (*)			
	Total des sondés : 2500 personnes ; réponses simples		
Catégories d'auto-identification	Ensemble des sondés (%)	Langue préférentielle catalane (%)	Langue préférentielle espagnole (%)
1) Uniquement catalan-e	21	36	2,1
2) Plus catalan qu'espagnol-e	28,2	39,5	12,5
3) Autant catalan-e qu'espagnol-e	42,4	22,5	66,8
4) Plus espagnol-e que catalan-e	2,4	0,4	6,4
5) Uniquement espagnol-e	3,4	0,5	8,7

Source : Centre d'Estudis d'Opinió (2012)

Indépendamment de la langue préférentielle, les identifications duales dominent largement, avec un total de 73 % (réponses 2, 3 et 4). On notera l'importance des identifications « régionales » avec la Catalogne, la somme des catégories 1 et 2 atteignant 49,2 %. Chez les hispanophones, ce taux n'est que de 14,6 %, alors qu'il atteint 75,5 % chez les catalanophones. Parmi ces derniers, 36 % affirment même se sentir exclusivement catalans. Dans ce même groupe, l'identification

« nationale » avec l'Espagne est inférieure à 1 % (catégories 4 et 5). Dans la catégorie des hispanophones, les identifications « régionales » (14,6 %) et « nationales » (15,1 %) se manifestent dans des proportions relativement équilibrées et l'identification exclusive avec l'Espagne reste clairement minoritaire (8,7 %). On peut donc ainsi relever l'existence d'un lien de corrélation évident entre le fait de parler catalan et l'identification « régionale » à la Catalogne. Toutefois, alors que l'identification « régionale » exclusive (réponse 1) est forte chez les catalanophones, l'identification « nationale » exclusive à l'Espagne (réponse 5) reste modérée chez les hispanophones. On pourrait résumer cela en disant que les catalanophones expriment plus volontiers la primauté de leur catalanité sur leur espagnolité que les hispanophones n'expriment la primauté de leur espagnolité sur leur catalanité. Or, l'interprétation de tels résultats ne peut se faire sans une prise en compte du statut social, lui-même souvent en lien avec l'origine territoriale en Espagne (catalane ou extra-catalane), comme le souligne Marie-Carmen Garcia (1998 : 180-186). À travers une recherche qualitative menée dans les années 1990, la sociologue relève que le fait de se reconnaître comme espagnol ou catalan recouvre parfois des conceptions fort différentes de ce que sont la Catalogne et l'Espagne. Ainsi, alors que certaines personnes conçoivent l'« identité espagnole » comme importante en soi, d'autres se considèrent espagnoles uniquement en termes d'appartenance juridique, compte tenu du fait que la Catalogne fait partie de l'État espagnol (Garcia 1998 : 181-182).

Garcia cherche alors à comprendre comment des principes partagés de « classement ethnique » contribuent bien souvent au maintien d'une frontière ethnique entre les personnes issues de la migration interne et les Catalans considérés « de souche » par les acteurs, qu'elle propose d'appeler « Catalano-Catalans ». La définition de cette catégorie serait étroitement liée à la langue maternelle et à la mémoire familiale : la résistance, active ou passive, des catalanophones sous le franquisme participe de la construction d'une identité définie en opposition à l'Espagne (Garcia 1998 :176 ; Llobera 2004). Cela expliquerait que les « Catalano-Catalans » se définissent volontiers comme « non espagnols » en termes identitaires, bien qu'ils puissent se considérer comme espagnols en termes juridiques, comme dans les sondages que j'ai évoqués. Cette négation de l'espagnolité est considérée par Garcia comme un positionnement nationaliste (Garcia 1998 : 183). À ce stade, il convient aussi de préciser que l'identification exclusive à la Catalogne semble bien plus marquée dans les classes « moyennes » et « moyennes-basses » que dans les classes « moyennes-hautes » et « hautes », au sein desquelles on constate une identification plus

marquée à l'Espagne¹⁰, selon une étude sociologique effectuée en 1991 (Andrés & Sánchez [1991], dans Garcia [1998 : 177-178]). Il semble alors évident que le fait de s'affirmer « catalan et espagnol » peut revêtir un sens différent selon que l'on fait partie de la bourgeoisie catalane ou que l'on est issu d'une famille ouvrière andalouse (Garcia 1998 : 184).

Contrairement à ce que laissent entendre certains discours politiques, la reconnaissance des migrants espagnols en tant que membres à part entière de la société catalane passe par un processus qui peut être lent et complexe et inclure diverses manifestations de xénophobie (Clua i Fainé 2011 ; Larroque Aranguren 2012). Je propose de prolonger cette réflexion en consacrant quelques lignes à l'étiquette catégorielle *xarnego* (ou *charnego*, en espagnol) qui a pu être utilisée en Catalogne à la fois pour mettre à distance les populations issues de la migration interne et pour désigner leur métissage avec la population catalane. Dans les années 1960, le qualificatif *xarnego* s'appliquait d'abord aux enfants nés de mariages « mixtes » entre Catalans et Espagnols. Toutefois, un glissement s'est rapidement opéré et le terme s'est mis à renvoyer, de façon clairement péjorative, aux migrants espagnols et à leurs descendants, à une époque où ces derniers étaient souvent perçus par les Catalans comme une menace pour leur identité culturelle et leur langue. La catégorie *xarnegos* désignait toutes ces personnes hispanophones de classe sociale défavorisée et considérées comme non intégrées. Le terme serait devenu politiquement incorrect dans les années 1980, en lien avec les changements sociaux et politiques ayant accompagné la transition démocratique et permis une ascension sociale significative à de nombreux migrants (Clua i Fainé 2011 : 67-68).

Du point de vue des migrants espagnols, il y a donc des enjeux statutaires importants à pouvoir s'affirmer catalan – d'autant plus que l'on parle souvent d'une immigration ouvrière d'origine rurale. Garcia rapporte le cas d'Andalous arrivés en Catalogne durant la période franquiste. S'identifiant eux-mêmes comme Andalous, ils affirment que leurs enfants, eux, sont catalans, étant donné qu'ils sont nés en Catalogne, qu'ils y ont grandi et qu'ils ont pu être scolarisés en catalan. Parmi les personnes issues de la migration interne, certaines s'assignent une identité catalane non exclusive, en complément d'une identité espagnole ou d'une autre identité régionale (par exemple andalouse). Toutefois, les enfants de migrants espagnols continuent en général de se définir comme « moins catalans » que les enfants de parents eux-mêmes natifs. Pour Garcia, le maintien de cette distance indique que les enfants de migrants internes ont « intégré les principes dominants du

10 Il peut être utile de préciser que les intérêts des couches supérieures de la bourgeoisie catalane ont été liés au régime franquiste, qu'elles ont soutenu dès le coup d'État de juillet 1936 (Llobera 2004 : 18). Par ailleurs, jusqu'à un passé très récent, le catalanisme bourgeois (CiU, CDC) n'envisageait en rien la sécession comme une option viable et appelait plutôt de ses vœux une Catalogne politiquement et économiquement forte dans une Espagne réformée (Garcia 1998 : 101 ; Morera 1992 : 105-110).

classement ethnique en Catalogne » (Garcia 1998 : 185) : en déclarant ne pas se considérer comme autant catalanes que les « Catalano-Catalans », ces personnes reconnaissent l'origine des parents comme un critère de classement pertinent, justifiant du même coup qu'elles ne puissent partager les mêmes représentations de l'Espagne et de la Catalogne que les personnes issues de familles catalanes ayant vécu sous la dictature. Néanmoins, les Catalans natifs estiment généralement que les migrants espagnols peuvent devenir catalans « au sens ethnique du terme », mais à condition d'« agir en conséquence de cette volonté pour finalement présenter les caractères reconnus comme spécifiquement catalans » (*ibid.* : 185). Or, l'un de ces caractère semble bien être la conception de la Catalogne en tant que nation, qui entre en conflit non pas avec l'existence d'un *État* espagnol dans lequel elle peut s'insérer, mais avec l'idée de *nation* espagnole (*ibid.* 1998 : 103-146).

Pour de nombreux Catalans, qu'ils soient natifs ou issus de l'immigration, la catalanité s'exprime donc en degrés : certains Catalans le seraient plus que d'autres. Le resurgissement récent du terme péjoratif *xarnego* dans le langage courant en est une manifestation claire (Clua i Fainé 2011 : 68-71). En 2006, Jordi Sevilla, ministre catalan affilié au Parti des Socialistes de Catalogne (PSC), a déclenché une polémique en critiquant le choix du candidat de son parti à la présidence de la Generalitat. Ledit candidat, José Montilla, se trouve être d'origine andalouse. Ignorant que la conversation était enregistrée par une caméra de télévision, Sevilla a affirmé que Montilla, « en tant que *xarnego* », ne pouvait en aucun cas prétendre à la présidence (*ibid.* : 68-71). Relayées dans la presse, ces paroles susciteront de nombreuses réactions publiques, reprochant notamment à Sevilla d'utiliser des « expressions obsolètes ». Faisant écho à la célèbre phrase de Pujol, Joaquim Nadal, alors membre du gouvernement catalan, affirmera : « Il est clair pour tout le monde que tout citoyen ou citoyenne vivant et travaillant en Catalogne peut être candidat et président de la Generalitat » (*El Mundo* 2006). À la fin de la même année, Montilla sera élu président. Au cours de son mandat, il subira diverses réflexions relatives à sa maîtrise imparfaite de la « langue nationale » (le catalan), mettant en évidence les exigences que supposent l'intégration par la langue, surtout lorsqu'il s'agit d'assumer la responsabilité de représenter le pays (Clua i Fainé 2011 : 70). Notons également que le terme *xarnego* a récemment fait l'objet d'une réappropriation sous la forme d'un retournement de stigmate par certains individus qui souhaitent revendiquer leur caractère « métis ». Néanmoins, selon Clua i Fainé, ces multiples usages du qualificatif *xarnego* contribuent, à travers l'idée de mélange, au renforcement de la croyance selon laquelle il existe deux communautés séparées à l'origine de ce mélange :

En somme, cela renforce la notion selon laquelle il y a une façon d'être catalan qui est « pure » et originelle, et qui diffère essentiellement du fait d'être catalan « d'adoption », ou d'être né dans le pays de parents provenant « de l'extérieur ». (Clua i Fainé 2011 : 69 ; trad.¹¹)

De façon générale, la connaissance, l'usage et le degré de maîtrise de la langue catalane est utilisé comme un marqueur ethnique, permettant aux Catalans de langue maternelle de devenir les dépositaires d'une identité catalane perçue comme originelle et véritable. Le statut officiel attribué au catalan ainsi que la mise en route du processus de normalisation linguistique ont rendu l'apprentissage de la langue désirable pour de nombreux migrants espagnols (Garcia 1998 : 191-204). Bien qu'ils revendiquent généralement une identification à la Catalogne, ils refusent souvent de se considérer comment « authentiquement » catalans, invoquant leur origine ou celle de leurs parents, et refusent parfois explicitement de s'identifier à la Catalogne *en tant que nation*, ce qui revient à refuser de s'identifier aux Catalans en tant que groupe ethnique (*ibid.* : 197).

Dans la pratique, la séduisante formule de Jordi Pujol (1976) semble donc relever davantage d'un désir ou d'un objectif politique que d'une réalité du terrain. L'idée selon laquelle n'importe qui peut devenir catalan au cours de sa vie est pourtant largement répandue chez les Catalans natifs (Erickson 2011 ; Kammerer 2014 ; Noyes 2003a). Malgré les ambiguïtés, elle ne surgit pas du néant. Des recherches de terrain ont ainsi montré comment certaines manifestations festives autorisent voire encouragent la participation des non-Catalans à des performances collectives, favorisant leur inclusion sociale et l'acquisition de dispositions considérées comme catalanes (Noyes 2003a, b). Au niveau politique, cette conception d'une « catalanité » pouvant être acquise est devenue le fil rouge de politiques catalanistes promouvant l'intégration linguistique des migrants, censée conduire à une participation civique et *in fine* à un soutien au projet nationaliste (Larroque Aranguren 2012). Sur le plan linguistique, on peut s'attendre à ce que le système d'immersion dans les écoles permette de façon croissante aux descendants de migrants espagnols d'acquérir les ressources les autorisant à s'affirmer comme « autant catalans » que les natifs – peut-être d'autant plus que de nouvelles vagues migratoires, internationales et souvent extra-européennes, focalisent l'attention des politiques (*ibid.*). Qui plus est, l'essor du mouvement indépendantiste et du projet de rupture « unilatérale » avec l'Espagne génère de nouvelles dynamiques d'inclusion et d'exclusion aux effets ambivalents. En construisant des affinités avec d'autres mouvements sociaux formulant des revendications sociales et démocratiques, le mouvement indépendantiste aurait effectivement gagné des soutiens dans les populations hispanophones (Clua i Fainé 2014). Toutefois, pour ceux qui défendent l'unité de

11 Traduit de l'espagnol par mes soins.

l'Espagne, les politiques indépendantistes sont généralement vues comme la radicalisation d'un nationalisme exclusif et antimoderne (Hoy 2018). Sans réduire le nationalisme et l'ethnicité catalanes au seul mouvement indépendantiste, il convient de s'interroger sur leur influence mutuelle dans le cadre des événements récents. J'aborderai donc cette question au travers des mobilisations politiques et des performances collectives liées au mouvement indépendantiste.

4. « Culture populaire » et symboles nationaux : l'exemple des *castells*

Une bonne partie de la légitimité politique du nationalisme provient de sa capacité à créer la perception d'une culture partagée par l'ensemble de la population (Eriksen 2010 : 121). L'histoire regorge d'exemples attestant de la manière dont les élites nationalistes se sont efforcées de promouvoir des symboles censés représenter le peuple dans son entier, construisant petit à petit l'image d'une culture unifiée au plan national. Bien souvent, ce processus consiste à puiser dans des pratiques existantes jugées traditionnelles, quand bien même elles seraient limitées à une partie seulement du territoire national et à certains segments précis de la population (Pratt 2003 : 164). En Catalogne, les manifestations festives, que le langage courant et les discours institutionnels classent sous la dénomination de « culture populaire »¹², occupent aujourd'hui une place fondamentale dans la construction de l'imaginaire national. Elles sont étroitement liées au mouvement catalaniste, tout en étant activement soutenues à divers niveaux par les institutions locales (Kammerer 2014). Tout au long de l'année, les *festes majors*¹³ des différentes municipalités et quartiers donnent lieu au déploiement simultané d'une multitudes de symboles, au travers de performances collectives (Hoarau 2017 : 127-130). Il convient alors de s'interroger sur les raisons pour lesquelles certaines formes spécifiques d'expression culturelle sont retenues plutôt que d'autres, mais aussi sur la manière dont le lien avec le nationalisme affecte cette production culturelle (voir Vaczi [2016]). Lorsque j'ai commencé à me rendre aux *festes majors* dans l'espoir de définir le terrain de ma recherche, j'ai été frappé par la quantité de gens que ces événements drainaient, toutes générations

12 Nina Kammerer critique l'emploi du terme « populaire » dans le domaine des sciences sociales, dans la mesure où il établit implicitement une opposition entre le « populaire » et l'« officiel ». Elle lui préfère l'expression de « culture de la fête » (*festival culture*), plus à même, selon elle, de saisir les nombreuses manifestations culturelles emblématiques du catalanisme contemporain et soutenues par les institutions (Kammerer 2014 : 58-61). Pour ma part, j'ai choisi d'employer occasionnellement l'appellation émique de « culture populaire » (*cultura popular*), maintenue entre guillemets, comprise dans le sens qu'en donne Pablo Giori (2014 : 163), qui rejoint par ailleurs la définition que m'en ont faite les acteurs : une série d'activités pouvant être pratiquées par l'ensemble des membres d'une « communauté» donnée (généralement un quartier ou une commune), indépendamment de l'âge, du sexe, de la classe sociale et de l'origine ethnique.

13 Chaque localité (ou quartier, dans les grandes villes) organise sa propre *festa major* (littéralement : « la fête principale » ou « la plus grande fête »), dont la date correspond au saint patron des lieux (Hoarau 2017 : 127-130).

confondues, même dans les petites localités. Les associations les plus diverses y organisaient des activités généralement gratuites tout au long de la journée, sur une période allant de quelques jours à plus d'une semaine. En journée avaient lieu des représentations de *castells* (tours humaines) ou autres *gegancts* (géants). Le soir on pouvait assister à des spectacles pyrotechniques et à de nombreux concerts de groupes locaux, souvent porteurs de messages politiques, alliant revendications sociales et critiques de la monarchie espagnole. À plusieurs reprises, j'ai constaté que des organisations indépendantistes comme l'ANC étaient partie prenante des festivités, organisant des repas, des jeux pour enfants ou des débats politiques. Interpellé par cette imbrication du politique et du festif, j'étais désormais convaincu du bien fondé d'un travail de terrain en lien avec la « culture populaire ».

Suite à une rapide recherche sur Internet, je découvre début septembre qu'un groupe de mon quartier se dédie à la réalisation de tours humaines. J'envoie aussitôt un message à l'adresse de contact, expliquant que je réalise une recherche anthropologique et que je souhaite pouvoir assister, voire participer, aux activités du groupe. Je ne tarde pas à recevoir la réponse d'un membre, Alfons¹⁴, qui m'informe des dates et horaires des entraînements (*assaigs*) et m'invite simplement à m'y rendre quand bon me semble. Quelques jours plus tard, je pénètre pour la première fois dans le local où les *castellers* s'entraînent trois fois par semaine. L'entraînement n'a visiblement pas encore commencé. Je me présente à l'un d'eux, qui me désigne du doigt les personnes assumant des fonctions particulières, notamment celles faisant partie de l'équipe technique, « qui organise l'*assaig* et donne les instructions ». À la fin du premier *assaig*, le président du groupe, informé du motif de ma venue, avertit la soixantaine de *castellers* qu'un « étudiant suisse » sera dorénavant présent pour « effectuer des observations et peut-être poser quelques questions ». Sans guère plus de formalités, je deviens un *novato*¹⁵ parmi d'autres : un novice, à qui les *castellers* plus expérimentés viennent expliquer des rudiments de technique et les normes de sécurité, afin de lui permettre d'être immédiatement inclus à la pratique. Ma participation régulière aux *assaigs* me permet alors de me familiariser en peu de temps avec le jargon *casteller*. Ma connaissance préalable des langues catalane et espagnole m'a permis de prendre part à des conversations informelles portant autant sur la pratique *castellera* que sur l'incontournable sujet du moment : le processus indépendantiste. Vingt-trois entretiens semi-dirigés avec des membres de la *colla* viennent compléter avantageusement les données issues de l'observation participante. La majorité a été réalisée aux mois de novembre et décembre, une fois passée la phase aiguë des mobilisations indépendantistes.

14 À l'exception des personnalités publiques, tous les noms de personnes cités par la suite sont des noms d'emprunt.

15 Les *castellers* qualifient de *novatos* les personnes nouvellement membres de la *colla*. Le terme *novato*, emprunté à la langue espagnole, désigne une personne novice, inexpérimentée dans un domaine donné.

Pour les besoins de la recherche, j'ai cherché à y inclure un nombre substantiellement important de personnes d'origine non catalane, ainsi que celles qui m'ont été présentées comme « unionistes ». J'ai également veillé à ce que les profils sélectionnés recouvrent dans une certaine mesure la diversité des positions pouvant être occupées dans le groupe (niveau technique et expérience, appartenance ou non aux équipes technique et directrice, etc.). Avant de poursuivre, je vais exposer ci-dessous quelques informations générales relatives à la pratique des *castells*, qui devraient permettre aux lecteurs d'aborder sans difficulté la suite du travail.

Les *castells* (littéralement : « châteaux ») consistent en des tours humaines dont le record actuel de hauteur est de dix étages. Un *castell* est habituellement divisés en trois parties : la *pinya*, le *tronc* et le *pom de dalt*. L'édification d'un *castell* commence par la mise en place de la *pinya* (traduisible en français par « pomme de pin » ou « ananas »), qui rassemble la majorité des *castellers*, et constitue la base de la structure. En son centre se trouvent des personnes sur les épaules desquelles reposera le *tronc*. Tout autour, des dizaines d'autres *castellers*, agglutinés en un nombre variable de rangées disposées en étoile, permettent de répartir le poids et d'assurer la stabilité de la construction, tout en servant d'amortisseur indispensable en cas de chute. Les *castells* les plus élevés requièrent l'empilement d'une deuxième voire d'une troisième *pinya* (ces éléments portent alors les noms de *folre* et *manilles*). La base seule peut alors compter plusieurs centaines de personnes. Le *tronc* est la partie la plus visible de la construction. Il se compose d'un nombre variable d'étages et de personnes par étage. Au sommet du *tronc* se situe généralement le *pom de dalt*, formé par quatre personnes, habituellement des enfants, et qui compte comme trois étages supplémentaires. Le nombre de personnes composant un étage du *tronc* ainsi que le nombre total d'étages du *castell* permettent de distinguer les différents types de constructions. Un *quatre de vuit* (« quatre de huit ») signifie par exemple que la tour comporte quatre personnes aux étages du *tronc*, pour un total de huit étages, *pinya* comprise. On parle de *pilar* (« pilier ») lorsque le *tronc* n'est composé que d'une personne par étage.

Les *castellers* sont organisés en *colles* (au singulier : *colla*), que l'on traduira par « groupes », « clubs », ou « équipes ». On dénombre actuellement près d'une centaine de *colles* en Catalogne, représentant chacune une municipalité, un quartier, ou une université¹⁶. En public, les *castells* sont surtout réalisés dans le cadre de *diades* (« journées »). Une *diada* peut-être liée à des festivités,

¹⁶ J'ai fait le choix de ne pas mentionner le nom de la *colla* sur laquelle porte ce travail. Cette décision a été prise à un moment où plusieurs de mes informateurs étaient préoccupés par l'ampleur de la répression et craignaient d'être personnellement inquiétés. J'éviterai par conséquent de donner des informations trop précises quant au quartier de Barcelone auquel elle est rattachée.

comme la *festa major* des lieux, ou se suffire à elle-même. Elle réunit habituellement plusieurs *colles*, qui érigent leurs *castells* à tour de rôle. Chaque *colla* dispose d'un ensemble musical, composé de *gralles*, instruments à vent au son puissant, et de percussions nommées *tabals*. Les musiciens jouent toujours le même morceau, appelé *El toc de castells*, dont le rôle est bien plus qu'ornemental : *gralles* et *tabals* rythment l'édification du *castell*, et fournissent aux *castellers* des informations sur le déroulement de la performance, venant s'ajouter aux sensations corporelles et aux instructions transmises en direct par l'équipe technique. Les musiciens sont considérés comme des membres à part entière de la *colla* et arborent la même tenue vestimentaire que les autres *castellers* : un pantalon blanc et une chemise de couleur, sur laquelle est visible le blason (*escut*) de la *colla*. Les participants enroulent également autour de leur abdomen une longue pièce de tissu généralement noire, la *faixa*. Celle-ci a pour but de soutenir le dos et diminuer le risque de lésions, tout en fournissant un point d'appui aux autres *castellers*, lorsqu'ils grimpent. Pour éviter tout désagrément, beaucoup de *castellers* recouvrent leur tête d'un mouchoir (*mocador*) de tissu coloré, dans lequel ils enveloppent leur chevelure.

Un *castell* se déroule en plusieurs phases, à commencer par les *baixos* (la base, qu'on peut traduire par le « rez-de-chaussée »), fondations autour desquelles s'agglutine la *pinya*. Viennent ensuite les différents étages du *tronc*, puis du *pom de dalt*.¹⁷ La position la plus élevée est occupée par un jeune enfant, généralement une fillette de cinq ans ou plus, l'*enxaneta*. Une fois parvenue au sommet, celle-ci effectue un bref geste de la main – les *castellers* disent qu'elle « touche le ciel ». On dit alors que le *castell* a été « chargé » (*carregat*) : la construction se tient debout dans son entièreté pendant quelques instants, avant d'être démontée, étage par étage. Le *castell* n'est considéré comme réussi que s'il est « déchargé » (*descarregat*) avec succès. Or, c'est bien durant la phase de démontage que le pourcentage de chutes est le plus élevé, principalement en raison de la fatigue physique. Bien que cela reste rare, il arrive effectivement que toute la structure s'effondre soudainement. Malgré le caractère spectaculaire de ces chutes, de nombreux *castellers* m'ont assuré que les risques de lésions graves étaient statistiquement plus faibles que dans d'autres activités largement pratiquées dans le monde entier, comme les sports d'équipe. Il existe par ailleurs des protocoles de sécurité¹⁸, institués depuis la Coordinadora de Colles Castelleres de Catalunya (CCCC), une organisation regroupant la quasi-totalité des *colles* existantes.

17 Il existe néanmoins des *castells* dits « soulevés par en dessous » (*castells aixecats per sota*). Les différents étages se constituent en dessous et sont soulevés successivement, ce qui requiert un effort particulièrement bien coordonné.

18 À titre d'exemple, le port de casques homologués est obligatoire pour les enfants, tout comme la présence d'une ambulance lors des *diades*.



Illustration 2 : Castell réalisé à Barcelone lors de *festa major* du quartier de Les Corts. On compte ici trois personnes aux étages du *tronc* et huit étages au total. Il s'agit par conséquent d'un « castell de huit » (*castell de vuit*), et plus précisément d'un « trois de huit » (*tres de vuit*). Le nombre total d'étages comprend la base (*pinya*), les étages du *tronc* et le *pom de dalt*, qui compte comme trois étages supplémentaires (sommet). (Automne 2018)

Bien que la compétition entre *colles* ne soit pas mise en avant comme un élément central de la pratique, il est évident que des rivalités existent entre les différents groupes, ce qui les pousse à ériger des structures aussi hautes et complexes que possible. Le *Concurs de castells* organisé tous les deux ans à Tarragona (sud de la Catalogne) est sans doute l'événement qui incarne le plus le caractère sportif et compétitif des *castells*. Pourtant, la plupart des *castellers* que j'ai rencontrés ne semblaient pas considérer la pratique comme un « sport », terme évoquant pour certains une forme d'élitisme incompatible avec leur conception de la « culture populaire ». L'activité *castellera*, selon eux, « intègre tout le monde » : tous les corps, tous les âges, toutes les catégories ethnoculturelles, etc. La capacité des *castells* à absorber des personnes aux profils variés a été soulignée par la recherche en anthropologie (Erickson 2011). Il en va de même de leur association étroite avec les courants politiques catalanistes (Giori 2014 ; Vaczi 2016), qui font des *castells* l'une des manifestations culturelles les plus mises en avant par les agents du nationalisme catalan. À ce stade, il est utile de se pencher brièvement sur l'histoire des *castells* et de leur nationalisation, afin de comprendre comment ils ont pu émerger en tant que « porteurs de drapeaux »¹⁹ (Giori 2014 : 166) de l'indépendantisme, au détriment d'autres formes d'expression culturelle.

19 Pablo Giori utilise le terme *abanderats* – que j'ai traduit par « porteurs de drapeaux » – pour parler du soutien apporté par le milieu *casteller* au nationalisme catalan (Giori 2014 : 166). Comme nous le verrons par la suite, il ne s'agit pas seulement d'une métaphore : certains *castells* sont en effet édifiés dans le cadre d'événements revendicatifs, au cours desquels l'*enxaneta* déploie brièvement un drapeau, une fois arrivée au sommet de la construction.



Illustration 3 : Détail montrant la base d'un *castell* en construction. On peut apprécier les dimensions de la *pinya* et de ses rangées de bras caractéristiques, bien visibles sur la gauche de l'image. On remarque également que la *colla* qui réalise le *castell* (identifiable à la couleur rouge des chemises) se fait aider par une autre (chemises bleues). En effet, les *castellers* qui le souhaitent peuvent généralement choisir de se joindre à la *pinya* d'une autre *colla*, en particulier si celle-ci manque d'effectifs permettant d'assurer la stabilité de la construction. Cette forme d'entraide m'a souvent été présentée par les acteurs comme un signe du caractère coopératif du milieu *casteller*. (Barcelone, automne 2018)

4.1. Des processions religieuses aux icônes nationalistes

On estime que les *castells* dérivent d'une danse d'origine valencienne, exécutée dans le cadre de processions catholiques, et qui se serait étendue du Pays valencien jusqu'au sud de la Catalogne (*Temps de Muixeranga* 2017). Les premières *colles castelleres* sont répertoriées aux alentours de 1800, dans la campagne environnant la ville de Tarragona. Les *castells* sont pratiqués localement, parfois dans un contexte religieux, et le recrutement des membres (tous des hommes) se fait essentiellement dans les réseaux familiaux. Au XIX^e siècle, le milieu *casteller* ne développe aucun lien avec le catalanisme balbutiant, qui trouve son expression principale dans l'effervescence littéraire de la *Renaixença* (Giori 2014 : 160-162). En revanche, entre la fin du XIX^e siècle et la première moitié du XX^e siècle se produit ce que Pablo Giori qualifie d'« alliance solidaire » entre une danse pratiquée dans le nord de la Catalogne – la *sardana* – et les milieux catalanistes. Non sans discontinuité, ce lien perdure sous la dictature, la *sardana* devenant un symbole de lutte antifranquiste (*ibid.* : 163-165). Il est vraisemblable que les *castells* se soient d'abord montrés peu aptes à servir de symbole au catalanisme bourgeois dominant, en raison notamment de leur

caractère conflictuel, de fortes rivalités se manifestant alors entre les *colles*. En tant qu'activité communautaire ouverte à tout un chacun, la *sardana*, avait par contre l'avantage de pouvoir symboliser efficacement les valeurs d'harmonie et de démocratie, chères au catalanisme modéré de l'époque (Giori 2014 : 162-163 ; Vaczi 2016 :364). Après 1951 – année des premières grandes manifestations contre le régime – et plus particulièrement dès les années 1960, une alliance se développe entre les *castells* et les mouvements catalanistes. Une certaine ouverture vers l'extérieur se produit dans toute l'Espagne dès les années 1960, avec le développement de l'industrie touristique et la levée progressive du protectionnisme. Au même moment, le milieu *casteller* connaît de profonds changements : il s'ouvre à des membres plus jeunes et cesse petit à petit d'être une pratique exclusivement familiale. En d'autres termes, il devient plus facile d'être membre d'une *colla* sans que cela ne représente un engagement à vie. Cette phase de « modernisation » va de pair avec une augmentation des possibilités techniques et avec l'apparition de nouvelles *colles* dans des zones où la pratique était jusqu'alors absente. À la fin de la dictature, les *castells* coexistent avec les *sardanes* en tant que moyens d'expression de l'aspiration au changement (Giori 2014 : 163-165).

La transition démocratique inaugure une période durant laquelle le catalanisme tire profit de la restauration des institutions autonomiques pour entreprendre une valorisation de pratiques jugées d'« intérêt national », qui suivent un parcours progressif de patrimonialisation. Concrètement, ce sont surtout les activités festives qui reçoivent une protection légale en tant que patrimoine culturel immatériel catalan (Costa Solé & Folch Monclús 2014). Parallèlement, on assiste à l'émergence d'un « nouveau modèle festif », selon les termes de Giori, qui prend forme à travers une série de congrès mis en place par la Generalitat entre 1975 et 1995, qui conduiront à promouvoir davantage les manifestations festives (Giori 2014 : 164-165). Durant l'époque franquiste, certaines pratiques festives des différentes régions d'Espagne étaient relativement bien tolérées par le régime, qui cherchait à en faire autant d'expressions localisées de l'hispanité (*ibid.* : 163). Néanmoins, comme le montre Dorothy Noyes avec l'exemple de la Patum de Berga, les fêtes comportaient des expériences sensorielles collectives intenses, par lesquelles les individus se sentaient appartenir à une « communauté primordiale » (Noyes 2003b : 71), ancrée en l'occurrence dans une ville donnée, mais transposable à la nation catalane. Avec la transition démocratique, l'école publique s'est mise à promouvoir la participation des élèves à certaines de ces célébrations, en particulier dans les régions à forte immigration, en guise d'introduction pratique à la « culture catalane » (*ibid.* : 77).

C'est dans ce contexte que le lien entre le milieu *casteller* et le catalanisme s'institutionnalise, jusqu'à les rendre pratiquement interdépendants. Les *colles* se mettent à bénéficier d'un certain

soutien financier de la part des autorités catalanistes. Le monde *casteller* vit une nouvelle phase de changements internes, marquée notamment par l'incorporation grandissante des femmes et des migrants. Avec l'augmentation de l'affluence, les possibilités techniques se multiplient. De plus, à l'heure où le catalanisme cherche à définir la nation en des termes de participation civique et d'intégration linguistique, les *castells* se mettent à être perçus comme le reflet du nouveau pays en construction (Giori 2014 : 166). Dans les années 2000, des acteurs issus du milieu *casteller* initient le processus qui conduira les *castells* à leur inscription, en 2010, sur la liste de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.²⁰ Dès lors, le monde *casteller* n'a cessé de croître et s'est remarquablement bien accommodé du virage indépendantiste pris par le catalanisme après 2010, malgré les dilemmes que suppose la coexistence d'une philosophie de l'inclusion avec des positionnements politiques clivants (Vaczi 2016). Bien que la *sardana* demeure un symbole de « catalanité » reconnu et respecté, elle a depuis perdu le statut dont elle jouissait au siècle dernier et semble quelque peu désuète, face à la modernité incarnée par les *castells* (Giori 2014 : 164-165 ; Vaczi 2016 : 364).

Aujourd’hui à son paroxysme, l’alliance entre les *castells* et le catalanisme ne date donc pourtant pas d’hier. Durant la dictature, des festivités et autres performances collectives tolérées sous le label de « folklore », étaient investies par les acteurs d’un sens qui demeurait invisible aux yeux inquisiteurs du régime. Ces performances impliquant une grande partie de la jeunesse auraient favorisé la participation de cette dernière aux manifestations massives de la fin de la dictature, nourrissant considérablement les luttes politiques ayant abouti à la restauration de la Generalitat et au statut d’autonomie (Noyes 2003b : 71-72). De nos jours, le lien entre « culture populaire » et catalanisme n’a plus besoin d’être occulté et est ouvertement assumé par certains acteurs. Les *castells* ont d’ailleurs été mobilisés dans le cadre de campagnes de propagande dont l’impact se voulait international, comme l’événement *Human Towers for Democracy* (ou *Torres Humanes per la Democràcia*), qui entendait attirer l’attention des institutions européennes sur les revendications d’autodétermination d’une partie de la société catalane (Vaczi 2016 : 359). L’ethnographie du milieu *casteller* indique que son alliance avec le mouvement indépendantiste doit beaucoup à la capacité qu’ont les *castells* de représenter, aux yeux des acteurs, la communauté imaginée catalane (Giori 2014 ; Vaczi 2016).

20 La candidature a été déposée en 2009 par l’Espagne sur demande de la Generalitat, suite à une réunion du Conseil du patrimoine historique espagnol, auquel participent des représentants des différentes communautés autonomes. À l’origine de la candidature se trouvent la Coordinadora de Colles Castelleres de Catalunya (CCCC), la revue *Castells*, le Centre Unesco de Catalunya, et le Centre de Promoció de la Cultura Popular i Tradicional Catalana de la Generalitat de Catalunya (CCCC 2010a).

Je vais m'appuyer ici sur la notion d'*iconicité* telle qu'elle est développée dans l'œuvre de Michael Herzfeld. L'anthropologue définit l'iconicité comme un lien sémiotique établissant des « ressemblances convaincantes » (Herzfeld 2007 : 109) entre un sujet (en l'occurrence la nation) et quelque chose censé le représenter :

Une icône signifie quelque chose en vertu d'une similitude perçue : une photographie est l'icône de son sujet, un passage de flûte de Vivaldi celle d'un chant d'oiseau. L'iconicité semble naturelle et, pour cette raison, c'est un moyen efficace de créer des truismes. Mais, en fait, elle est culturellement construite, au sens où l'aptitude à reconnaître la ressemblance dépend, dans une large mesure, de critères esthétiques préalables et des politiques de la situation. (Herzfeld 2007 : 34)

Herzfeld nous signale que les discours officiels sur l'État-nation recourent à des icônes « établissant comment la communauté doit être imaginée » (Herzfeld 2007 : 111). La mobilisation des *castells* en tant que représentations de la nation catalane est, pour plusieurs raisons, particulièrement intéressante du point de vue des nationalistes. La construction de la tour elle-même permet l'incorporation (*embodiment*) de vertus telles que la coopération, la solidarité, l'effort commun (Erickson 2011 ; Vaczi 2016). Selon Vaczi, les *castells* sont particulièrement aptes à représenter le moment historique que traverse le mouvement indépendantiste :

Human towers served to communicate that at the heart of the independence movement were not blood-based metaphors or primordial attachments but a new model of community defined by diversity, solidarity, and communal effort. The ritual performance of castell building emerged as the iconic equivalence of the political path that supporters of independence (*independentistes*) needed to traverse: the creation of a community that is anchored not in ideology or class consciousness but in affective and associational bonds as individual bodies organize themselves into a spectacular, new, and ambitious edifice. (Vaczi 2016 : 356)

Le mouvement indépendantiste contribue activement à l'usage iconique des *castells* : les organisations indépendantistes invitent régulièrement les *colles* à participer à leurs événements (voir Vaczi [2016 : 359]). Toutefois, on ne peut résumer cela à une pure instrumentalisation du milieu *casteller* par la mouvance nationaliste, d'une part parce que les deux milieux ont fini par être étroitement liés (Giori 2014 : 166) – l'initiative peut ainsi venir des *colles* elles-mêmes, ou de certains de leurs membres –, d'autre part parce que le sens que les acteurs donnent à la pratique peut varier d'une personne à l'autre et en fonction des contextes d'exécution. Autrement dit, si une partie des *castellers* considère que le *castell* (ou la *colla*) représente de quelque façon la Catalogne, cela ne signifie pas que cette conception soit nécessairement partagée par l'ensemble des participants. Je

vais donc chercher à rendre compte des multiples usages de l'iconicité de la *colla castellera*, que les acteurs se plaisent à faire correspondre tantôt à la « nation », tantôt à leur quartier, tantôt à la notion floue et polysémique de « peuple ».

4.2. Dans l'intimité du nationalisme

Si l'on comprend sans peine que les *castells* puissent être admirés par quiconque en tant que constructions, le rapport entre tours humaines et politiques nationalistes ne va sans doute pas de soi pour un observateur extérieur. L'iconicité étant « culturellement construite » (Herzfeld 2007 : 34), il convient de découvrir les représentations d'arrière-plan qui la rendent opérable. Si les *castells* représentent la nation catalane ou le mouvement indépendantiste, qu'est-ce que cela peut nous apprendre sur la manière dont les acteurs imaginent la communauté ? La notion d'intimité culturelle, formulée d'abord par l'anthropologue Michael Herzfeld et adoptée par d'autres (Jung 2010 ; Valtchinova 2006), est ici d'une grande utilité.

Avec l'outil de l'intimité culturelle, Herzfeld cherchait à dépasser les approches explicatives du nationalisme basées sur une séparation entre le « haut » et le « bas » (*grosso modo*, l'État et le peuple), qui participent selon lui d'une essentialisation de l'État par les chercheurs. L'anthropologue s'interroge sur la relation ambiguë que les citoyens entretiennent avec leur propre État : comment ils participent activement à sa reproduction, même lorsqu'ils en dénoncent les méfaits, tout en contribuant à générer des « formes locales » du nationalisme. Herzfeld estime que, si le discours officiel au sujet de la nation est un élément important à considérer, l'anthropologie doit prêter la même attention aux discours non officiels, en particuliers ceux qui tendent à être préservés des oreilles étrangères, afin de pénétrer dans l'« intimité » de l'État-nation (Herzfeld 2007 : 14). En effet, le terme d'intimité a été choisi par Herzfeld pour mettre en lumière notamment la difficulté que des observateurs extérieurs peuvent avoir à accéder à certaines représentations ou pratiques allant au-delà de l'officiel. L'intimité renvoie également au domestique, à la famille et au corps, par opposition à la sphère publique, sur laquelle se portent tous les regards (y compris étrangers). Une des caractéristiques de l'intimité est d'être potentiellement une source d'embarras, de gêne, si elle vient à être exposée aux yeux de tous. Mais quels peuvent donc être ces « aspects de l'identité culturelle » que Herzfeld qualifie d'intimes (*ibid.* : 3-4) ? En quoi sont-ils susceptibles de causer de l'embarras et auprès de qui ?

Il est important de préciser ici que Herzfeld considère son analyse comme particulièrement adaptée aux pays de la périphérie de l’Europe, notamment en raison des relations géopolitiques qu’ils entretiennent avec l’Union européenne. La notion d’intimité culturelle implique que l’on reconnaisse l’existence de valeurs hégémoniques, constitutives d’un « sens commun », largement admis quoique difficile à définir, diffusé mondialement par les puissances occidentales à dater de la phase d’expansion coloniale (Jung 2010 : 325). Herzfeld postule l’existence d’une « hiérarchie globale des valeurs », à même de stigmatiser les valeurs et pratiques jugées « non modernes » ou encore « peu civilisées » (Herzfeld [2004 : 3], dans Jung [2010 : 325]). Dans le cadre du processus d’adhésion de la Bulgarie à l’Union européenne, les valeurs « européennes » unanimement adoptées par les élites bulgares supposent le rejet d’autres valeurs, pratiques et modes d’identification perçus comme stigmatisants, comme l’ont montré Jung (2010) et Valtchinova (2006) : la nostalgie de l’économie dirigée, le poids de l’Église orthodoxe ou l’identification à un ensemble culturel balkanique sont autant d’éléments pouvant contredire la revendication de la Bulgarie à être acceptée comme un pays entièrement européen. Néanmoins, pour la population bulgare, ces mêmes éléments relèvent d’un « savoir social implicite », ancré dans la vie quotidienne et comprenant une dimension d’auto-identification (Valtchinova 2006 : 4). Constitutifs d’une « socialité commune » (Herzfeld 2007 : 4) et de la perception d’une identité partagée, ils peuvent en même temps s’avérer embarrassants s’ils se donnent à voir à l’extérieur du groupe. Tout l’art des discours officiels consiste alors à préserver cette intimité culturelle des regards extérieurs, tout en sachant également en tirer profit quand il s’agit de s’assurer de la loyauté de la population.

La notion d’intimité culturelle a été jusqu’ici appliquée principalement à l’étude de l’État-nation. Il y aurait sans doute beaucoup à dire sur l’intimité culturelle et le nationalisme espagnol, entre les derniers scandales de corruption et la prétention à être une nation pleinement intégrée à la modernité européenne. Pour ma part, j’ai utilisé cet outil pour interpréter le nationalisme catalan, en comparant les discours officiels avec d’autres données du terrain, en particulier celles récoltées dans des situations informelle. Pour ce qui est de l’officiel, le travail de terrain m’a permis de relever une omniprésence des références à l’« Europe », dans de nombreux espaces (*colla*, CDR, manifestations, déclarations officielles). L’Union européenne était en effet censée jouer un rôle capital dans le *procés* en proposant une médiation entre les gouvernements espagnol et catalan, si l’on s’en tient à la « feuille de route » de Junts pel Sí (Hoarau 2017 : 278-280). Mais l’idée d’Europe ne se réduit aucunement à l’UE. La Suisse est souvent citée en modèle de démocratie fédérale, caractérisé par la cohabitation harmonieuse de quatre communautés linguistiques. Le Royaume-Uni est également présenté comme un exemple de « civilisation », pour avoir permis une

résolution démocratique de la question écossaise, en autorisant le référendum d’indépendance de 2014 (*Aldia.cat* 2018). Ces références à l’Europe démocratique participent d’une volonté de contester la légitimité des pouvoirs qui gouvernent actuellement l’Espagne, présentée comme corrompue, rétrograde, encore et toujours prisonnière de son passé franquiste. En retour, cette labellisation négative de l’Espagne dénote la volonté de conquérir une place respectable dans la hiérarchie globale des valeurs (Herzfeld 2004), en présentant le mouvement indépendantiste comme moderne, civique, démocratique et pacifique. Il s’agit alors de prêter une attention particulière aux éléments pouvant contredire cette image vertueuse.

Les événements de l’automne 2017 rendent manifeste la conflictualité du projet indépendantiste, qui tranche avec l’image qui prévalait encore il y a peu : celle d’un catalanisme consensuel et modéré, recevant les louanges de personnalités mondialement influentes et présenté comme un modèle pour d’autres nations sans État (Noyes 2003a : 271-273). C’est essentiellement à travers le milieu *casteller* que j’ai choisi d’aborder ces enjeux. Composée d’un peu moins de cent cinquante membres actifs, la *colla castellera* que j’ai rejointe m’a permis d’observer *in situ* certaines des tensions relatives à la politisation de la pratique et de les ancrer dans le contexte politique et social traversé par la Catalogne. De mi-septembre à mi-décembre, j’ai participé à l’ensemble des activités de la *colla*, ce qui inclut la majorité des entraînements et des *diades*, les soupers de fin de semaine, mais également de nombreuses manifestations politiques. Consulter les médias locaux s’est également avéré d’une grande aide pour saisir le déroulement des événements. Catalunya Ràdio, la chaîne de télévision TV3, et notamment l’émission satyrique *Polònia*, m’ont aussi permis d’acquérir des connaissances d’arrière-plan indispensables pour appréhender avec une certaine aisance les conversations de la vie quotidienne, auxquelles j’ai octroyé une place de choix dans l’analyse. Je propose, ci-dessous, un récit chronologique permettant d’introduire les informations nécessaires à la compréhension des développements ultérieurs.

4.3. L’automne catalan : de la fête nationale à la déclaration d’indépendance

Le 11 septembre 2017, les rues de Barcelone se remplissent de monde à l’occasion de la fête nationale catalane. Depuis 2012, cette date est l’occasion de manifestations impressionnantes, réunissant parfois un million de personnes, organisées par l’ANC (Assemblea Nacional Catalana). Cette année-là, les participants à la manifestation appellent à voter oui au référendum d’indépendance prévu par le gouvernement catalan qui doit se tenir trois semaines plus tard. Le lendemain, les journaux locaux s’interrogent face au succès de la manifestation : la fête nationale de

l'année prochaine aura-t-elle lieu en République catalane ? Pour le président espagnol Mariano Rajoy, il n'en est pas question : « Aucun référendum n'aura lieu en Catalogne le 1^{er} octobre », martèle-t-il lors de ses multiples apparitions dans les médias. Pourtant le Parlement catalan a d'ores et déjà approuvé la « loi du référendum », qui encadre le déroulement de la votation et prévoit une déclaration d'indépendance, suivie d'un processus constituant, en cas de victoire du oui. Dans les jours suivant le 11 septembre, la garde civile espagnole effectue des perquisitions dans diverses villes catalanes et saisit plusieurs millions de bulletins de votes. Le 20 septembre dans la matinée, elle fait irruption dans les locaux du Ministère catalan de l'économie (Conselleria d'economia), soupçonné de destiner de l'argent public à l'organisation du référendum. Plusieurs fonctionnaires sont mis en détention provisoire sur le champ. Très vite, des dizaines, puis des centaines de personnes se concentrent devant le bâtiment. L'ANC choisit d'assumer la responsabilité légale du rassemblement et appelle à la mobilisation pacifique. Radios et télévisions locales diffusent les événements en direct et annoncent également que trois imposants navires ont amarré à Barcelone et Tarragona, dans le but de loger une partie des milliers de gardes civils et agents de la police nationale qui doivent arriver des quatre coins de l'Espagne.

Averti à la mi-journée par mon colocataire, je décide de me rendre avec lui sur le lieu de la manifestation. Dans l'après-midi, la foule se fait de plus en plus dense. Des militants de l'association Òmnia Cultural distribuent des affiches revendiquant le respect de la « Démocratie ». Sur une banderole déployée plus loin, on peut lire : « Europe, let us vote ! ». Ponctuellement, les manifestants entonnent ce qui semble être le mot d'ordre de la journée : « Nous voterons » (*Votarem*). Des slogans sont également dirigés contre les polices espagnoles, qualifiées de « forces d'occupation ». Des manifestantes visionnent sur leur smartphones les images des autres rassemblements qui ont lieu dans toute la Catalogne. Un jeune homme portant un t-shirt du « Syndicat étudiant des Pays catalans » (SEPC) m'affirme :

Personne ne s'attendait à ce qui est en train de se passer. C'est totalement spontané. Personnellement, je ne suis pas sûr qu'on pourra voter. Mais je peux te dire que nous avons déjà gagné. Le peuple est dans la rue. S'ils nous répriment maintenant, ils déclencheront une réponse populaire encore plus forte et ils n'arriveront pas à la contrôler.

Contre toute attente, ce n'est pas la police qui disperse la manifestation, mais les consignes prudentes des présidents de l'ANC et d'Òmnium. En fin de journée, ceux-ci demandent aux manifestants de rentrer tranquillement à la maison, pour éviter des situations de tension qui,

seraient, selon eux, contre-productives. Le même soir, vers 22 heures, de nombreuses personnes sortent aux fenêtres munies de casseroles et autres ustensiles de cuisine qu'elles entrechoquent pendant environ un quart d'heure en signe de protestation. Dès lors, ces « casserolades » (*cassolades*) auront lieu dans de nombreux endroits de la ville, de façon quotidienne, pendant plus d'un mois.

Les événements du 20 septembre ont marqué le début d'une vague quasi ininterrompue de manifestations, souvent semi-dirigées par l'ANC et Òmnium. « Ils nous veulent violents. Ne leur donnons pas la photo qu'ils recherchent », ai-je entendu à plusieurs reprises, sortant du mégaphone des organisateurs. Il est vrai que ces manifestations se caractérisaient par une attitude strictement pacifique. « On fait ça à la catalane, et on a tout à y gagner. On n'est pas au Pays basque, ici », m'affirmait un *casteller*, quelques jours avant le référendum. En soulignant le contraste entre les nationalismes basque et catalan, mon interlocuteur semblait considérer la non-violence comme un trait distinctif de l'ethos catalan. Néanmoins, l'histoire de la région est parsemée de soulèvements populaires qui n'avaient pas grand-chose de pacifique. La place de la violence dans la société catalane a d'ailleurs été un sujet de préoccupation pour plusieurs historiens catalans²¹ de l'après-guerre civile, qui ont cherché à rendre compte des événements dramatiques de la première moitié du XX^e siècle en théorisant le « caractère national » catalan (Llobera 2004 : 12). De nos jours, les discours populaires continuent de faire écho à leur œuvre, à travers l'usage des notions de *seny* et de *rauxa*. Difficile à traduire en français, le *seny* renvoie à un sens de la mesure, une forme de sagesse, une capacité à agir de façon raisonnable, réfléchie, prudente, sensée (Edles 1999 ; Hoarau 2017 ; Llobera 2004). L'historien Jaume Vicens Vives conçoit le *seny* comme l'exact opposé de la *rauxa*, pourtant également constitutive du « caractère national » catalan. Selon lui, céder à la *rauxa*, c'est agir sous le coup de la passion sans en mesurer les possibles conséquences, ce qui peut mener aux comportements « extrémistes » et violents qui jalonnent l'histoire de la Catalogne, des révoltes antimonarchiques au mouvement anarchiste (Vicens Vives [1954 : 220], dans Ponsatí-Murlà [2016 : 24]). Par la suite, la notion de *seny* a permis d'interpréter le chemin politique entrepris par le catalanisme dominant, notamment lors de la transition démocratique. À la fin de la dictature, la transformation de l'État franquiste en monarchie constitutionnelle représentait un compromis entre un ensemble de forces politiques aux intérêts divergents, voire antagonistes. Sorte de traduction politique du *seny*, le *pactisme* a alors servi à désigner la capacité des Catalans à négocier habilement la défense de leurs intérêts, en esquivant tout conflit ouvert ayant pu, en définitive, porter préjudice à leur projet politique (Edles 1999 : 329).

21 Parmi les plus illustres, citons Joan Ferrater Mora (1980) et Jaume Vicens Vives (1954).

Le virage indépendantiste de ces dernières années semble alors constituer une rupture avec les politiques catalanistes antérieures, dans la mesure où la « voie unilatérale » suppose une désobéissance ouverte à l'État. Le travail ethnographique de Mariann Vaczi indique que le côté *rauxa* de la « voie unilatérale » est reconnu et même revendiqué par certains indépendantistes, critiquant par ailleurs un excès de *seny* dans les politiques passées (Vaczi 2016 : 363). Qui plus est, le mouvement social de l'automne 2017 a fourni un terrain d'action privilégié aux sympathisants de la CUP et d'autres organisations de la « gauche indépendantiste »²², dont le but ultime n'est autre que la création d'une république socialiste, impliquant une transformation révolutionnaire de la société. Revendiquant la conflictualité dans une rhétorique qui tranche avec celle des constantes « propositions de dialogue » de Junts pel Sí au gouvernement espagnol, la CUP se révélera être le parti le plus déterminé dans la poursuite de la « voie unilatérale ». De plus, quelques jours avant le référendum s'est mise en route une mobilisation que la « gauche indépendantiste » appelait de ses vœux depuis plusieurs mois : le « mouvement de défense des urnes » (*La Directa* 2017 : 3, 9).

Une dizaine de jours avant le 1^{er} octobre, la *colla castellera*, que j'ai rejointe une semaine plus tôt relaie un communiqué appelant à tenir une assemblée à l'échelle du quartier afin de constituer un « comité de défense » pour « résister à l'autoritarisme de l'État » et rendre possible la votation. Le soir, je me rends au point de rendez-vous. Trente à quarante personnes sont réunies en cercle et prennent la parole à tour de rôle. J'apprends que certaines enseignent dans les écoles qui serviront de lieu de votation. D'autres sont liées à des associations du quartier : un syndicat de locataires, un *ateneu* « populaire »²³, le noyau local de l'ANC, etc. Il y a également une bonne dizaine de *castellers*. Une jeune femme s'exprime au mégaphone : « La police viendra. C'est du sérieux. Si nous voulons pouvoir voter, il va donc falloir défendre les écoles, peut-être plusieurs jours à l'avance. » Les discussions tournent alors principalement autour de l'attitude à avoir en cas de répression policière. L'incertitude est palpable, mais les participants s'accordent sur l'opportunité de tenir une assemblée quotidienne jusqu'au référendum, pour coordonner la défense des bureaux de vote du quartier. Les *castellers* présents proposent de mettre à disposition le local de la *colla* pour y préparer à manger le jour du 1^{er} octobre. L'assemblée se met également d'accord sur l'organisation de campagnes d'affichage « sauvage », le gouvernement espagnol ayant interdit toute campagne

22 L'expression « gauche indépendantiste » fait partie du lexique politique en Catalogne et désigne un ensemble d'organisations, partis et syndicats, d'orientation indépendantiste et anticapitaliste, représentés électoralement par la CUP. Le parti ERC, social-démocrate, n'est donc pas inclus à cette mouvance.

23 Un *ateneu* (« athénée ») est un local géré par une association, comprenant souvent une bibliothèque, une salle de conférence, un bar et parfois une cuisine. Il peut ainsi accueillir des expositions, des réunions d'associations, des conférences et parfois des événements plus festifs. Les *ateneus* dits « populaires » sont généralement liés à des courants politiques de gauche, souvent catalanistes (« gauche indépendantiste »), mais pas nécessairement.

officielle en faveur du référendum.²⁴ Ce soir-là, des assemblées du même type ont lieu dans de nombreux autres quartiers et localités. Une bonne partie d'entre elles choisissent la dénomination de *Comitè de Defensa del Referèndum* (« Comité de défense du référendum »), abrégé CDR. Qu'elles aient ou non agi au nom des CDR, des centaines de milliers de personnes se sont mobilisées pour assurer l'ouverture des bureaux de vote, que les responsables officiels des établissements concernés souhaitaient parfois fermer pour éviter de commettre un acte illégal.²⁵

Le 1^{er} octobre, je me fais réveiller par un hélicoptère de la police qui survole le quartier à basse altitude. Vers cinq heures du matin, je me rends au point de votation le plus proche, où je sais que je retrouverai une partie des *castellers*. J'y passe la journée et j'en profite pour m'entretenir avec quelques membres de la *colla*. Sur place, des volontaires apportent nourriture et boissons à mesure que des centaines de personnes se massent devant l'école. Après l'arrivée des urnes, les gens peuvent commencer à voter. Peu de temps après, un *casteller* m'apprend que la police a chargé la foule concentrée devant une école située à un quart d'heure de marche et qu'il y a des blessées. Au fil de la matinée, de nombreuses vidéos circulent, montrant la police nationale et la garde civile espagnoles en train de matraquer des votants, apparemment sans distinction d'âge ou de condition physique. L'ambiance se détend néanmoins quelque peu dans l'après-midi, les charges policières ayant manifestement cessé. Les *castellers* servent à manger, alors qu'un groupe de jeunes se met à jouer de la musique. Le soir, les premiers résultats tombent, indiquant une victoire du oui à environ 90 %. À 22 heures, une « casserolade » particulièrement soutenue fait résonner les rues du quartier. La plupart des gens avec qui je pourrai m'entretenir par la suite (essentiellement des membres de la *colla*) gardent le souvenir d'une journée éprouvante, saturée d'émotions parfois contradictoires :

On était très nerveux. On pensait : « Et s'ils arrivent ? ». On avait peur, évidemment. Mais petit à petit, on a vaincu cette peur. Et au final, c'était très émouvant. Je l'ai vécu comme une grande fête de la démocratie. Malgré les images des coups de matraques. Tu voyais les vieux qui venaient voter. Des gens qui tenaient à peine debout. On les applaudissait. Et les jeunes ont organisé des spectacles et des concerts toute la journée. C'était magnifique. (Eulàlia)

24 Le site officiel du référendum mis à disposition par la Generalitat qui appelait l'ensemble des citoyens à participer à la votation a été mis hors-ligne par la Garde civile, ainsi que l'ensemble des sites de campagne des organisations et partis indépendantistes (*Ara* 2017a).

25 Si la majorité des collèges électoraux ont pu ouvrir le 1^{er} octobre, certains sont néanmoins restés fermés par manque de mobilisation aux endroits concernés. Toutefois, une loi approuvée *in extremis* par le Parlement catalan a permis aux personnes touchées de voter dans n'importe quel autre bureau de vote sur présentation de leurs papiers d'identité.

Beaucoup établissent un lien direct entre la répression subie par les Catalans durant l'époque franquiste et la brutalité des charges policières dans la matinée du 1^{er} octobre, tout en soulignant le pacifisme exemplaire du mouvement de défense du référendum, « venu du peuple et non du gouvernement catalan ». Comme me l'affirmait un jeune *casteller*, dans l'après-midi du 1^{er} octobre :

Les Catalans se souviendront pour toujours de ce que l'État leur a infligé aujourd'hui. Je le raconterai à mes enfants et à mes petits-enfants si j'en ai. [...] L'État espagnol est xénophobe. Pour eux, on est des moins que rien. Le conflit, il est entre le peuple catalan et le gouvernement espagnol. (Daniel)

Le lendemain, le CDR tenait une assemblée de préparation en vue de la grève générale. Un préavis de grève avait été déposé une dizaine de jours plus tôt, suite aux perquisitions jugées excessives et injustifiées des forces de polices sur de nombreux lieux de travail, parfois sans présentation des mandats requis (COS 2017). La grève avait été lancée par un ensemble de syndicats²⁶, qui n'incluait toutefois pas les syndicats majoritaires (CCOO et UGT). Suite aux événements du 1^{er} octobre, ces derniers ont tout de même décrété, de concert avec l'ANC et Òmnium, un « arrêt » (*aturada*) partiel du travail, afin de protester contre la dureté de la répression. À l'assemblée de préparation du CDR, les dizaines de personnes réunies mettaient l'accent sur la revendication de droits sociaux et le rejet de l'« autoritarisme », davantage que sur les questions d'indépendance. Dans les manifestations du lendemain, on pouvait certes voir de très nombreuses *estelades*²⁷ (drapeaux indépendantistes ; voir illustrations 4 et 5), mais également des *senyeres* (drapeau catalan officiel), ainsi que des drapeaux espagnols, très minoritaires mais visibles un peu partout. Inédites par leur ampleur et leur répartition sur le territoire catalan (voir Ara 2017c), les manifestations du 3 octobre ont été décrites par des médias locaux et par mes interlocuteurs comme un signe de l'unité de la société catalane contre la répression. Pourtant, la suite des événements allait rendre visibles des lignes de fractures de plus en plus évidentes.

26 Confederació General del Treball (CGT), Confederació Nacional del Treball (CNT), Coordinadora Obrera Sindical (COS), Intersindical-CSC (I-CSC), Intersindical Alternativa de Catalunya (IAC).

27 Le drapeau autrefois majoritairement arboré dans les manifestations catalanistes est appelé *senyera*. Il s'agit du drapeau officiel de la Communauté autonome, composé de quatre barres verticales rouges sur fond jaune. Avec l'essor de l'indépendantisme, la *senyera* se voit petit à petit supplante par l'*estelada* (« étoilée »). Drapeau indépendantiste sans statut officiel, l'*estelada* est inspirée du drapeau cubain et comporte, en plus des barres rouges sur fond jaune, une étoile blanche dans un triangle bleu. Il en existe une variante, sur laquelle sont modifiées les couleurs du triangle et de l'étoile, qui deviennent respectivement jaune et rouge. Cette *estelada* « rouge » (*vermella*) est un signe distinctif de l'indépendantisme de gauche – ce qui ne signifie pas que l'*estelada* « bleue » (*blava*), plus répandue, soit nécessairement connotée « de droite » (Clua i Fainé 2014 ; Hau 2016).



Illustration 4 : *Estelades* bleues dans une manifestation, avant le référendum. (Barcelone, automne 2017)



Illustration 5 : *Estelada* rouge dans une manifestation à l'appel du syndicat étudiant SEPC, rattaché à la « gauche indépendantiste ». (Barcelone, printemps 2017)

Le 10 octobre, quelques jours après la publication officielle des résultats définitifs, le président de la Generalitat Carles Puigdemont déclare, dans une séance parlementaire retransmise en direct, que « la Catalogne a gagné le droit d'être un État indépendant sous la forme d'une république ». Il suspend néanmoins les effets de cette « déclaration unilatérale d'indépendance » (DUI), afin d'entamer un « dialogue » avec l'État espagnol. Dans la *colla* et à l'assemblée du CDR, beaucoup de personnes semblent d'abord estimer que Puigdemont a agi « avec *seny* ». Toutefois, la décision

du président est fermement critiquée par les élus de la CUP – qui prônent une « implémentation immédiate » de la République – autant que par l'opposition unioniste réclamant, elle, un « retour à la légalité ». Deux jours plus tôt, le 8 octobre, une manifestation répondant à l'appel de l'association unioniste Societat Civil Catalana²⁸ (SCC), avait réuni des centaines de milliers de personnes. Il s'agissait, selon le quotidien catalan *Ara*, de « la plus grande manifestation espagnoliste jamais vue à Barcelone » (*Ara* 2017c). Le journal souligne que certains manifestants réclamaient la suspension des institutions autonomiques via l'article 155 de la Constitution espagnole, alors que d'autres appelaient à l'emprisonnement de Carles Puigdemont (*ibid.*). Le 16 octobre, Jordi Sànchez et Jordi Cuixart, présidents respectifs de l'ANC et d'Òmnium Cultural, se rendent à Madrid où ils sont emprisonnés préventivement pour « sédition » dans l'attente d'un jugement. Cet événement déclenche une nouvelle vague de manifestations demandant la liberté des deux « Jordis », immédiatement considérés par les organisations indépendantistes comme des prisonniers politiques. Un nouveau symbole, le ruban jaune (*llaç groc*), fait alors son apparition. De nombreuses personnes se mettent à le porter sur leurs vêtements, y compris lors d'événements officiels, pour revendiquer la liberté des prisonniers.

Le 27 octobre, les parlementaires catalans votent la levée de la suspension de la déclaration d'indépendance, officialisant du même coup la naissance de la République catalane « en tant qu'État indépendant et souverain, de droit, démocratique et social » (Parlament de Catalunya 2017). À Barcelone, des milliers d'indépendantistes célèbrent la victoire dans les rues. Certaines communes catalanes font retirer le drapeau espagnol des bâtiments publics. Au même moment, le Sénat espagnol vote l'application de l'article 155, destitue le gouvernement catalan, place la Catalogne sous la tutelle de Madrid, et convoque des élections autonomiques pour le 21 décembre. Le gouvernement déchu ne tente à aucun moment de poursuivre le projet de république. Plusieurs de ses membres, dont Carles Puigdemont, quittent le territoire espagnol. D'autres, restés sur place, seront emprisonnés le 2 novembre. Quelques jours plus tard, le 8 novembre, une nouvelle journée de grève générale a lieu. La grève en tant que telle est peu suivie par rapport à la précédente. En revanche, les CDR organisent d'innombrables blocages des voies de communication (autoroutes, chemin de fer, gares, et grandes avenues dans les villes). Les banderoles des manifestants demandent le respect de la démocratie, la liberté des « prisonniers politiques », et la construction de la République catalane (voir *Ara* 2017c). Le mouvement

28 Principale organisation unioniste catalane, SCC se donne pour but de favoriser « la cohésion et le vivre-ensemble [convivència] entre les citoyens de Catalogne, ainsi qu'entre ces derniers et les autres Espagnols » (Societat Civil Catalana 2017). Quant aux catalanistes, ils dénoncent des « liens cachés » entre les dirigeants de SCC et l'extrême droite espagnoliste (*El Crític* 2015).

indépendantiste entre alors dans une phase défensive, centrant ses actions sur la question des prisonniers, puis sur les élections du 21 décembre, auxquels les partis indépendantistes se résignent à participer.

4.4. Les *castells* face à la « voie unilatérale »

Les revendications d'indépendance par une partie conséquente de la société catalane représentent une rupture avec la direction politique ayant caractérisé le catalanisme majoritaire, depuis la transition démocratique de la fin des années 1970 (Clua i Fainé 2014). En concrétisant un programme politique optant pour la « voie unilatérale », le gouvernement catalan semble soudain se détourner de la logique du *pactisme*, présentée lors de la transition démocratique comme la manifestation d'un esprit de négociation propre aux Catalans (Edles 1999 : 329). Les discours officiels cherchent toutefois à souligner une continuité avec les politiques précédentes, en attribuant la responsabilité à l'État espagnol : en refusant à la Catalogne la possibilité de s'autodéterminer, l'État espagnol serait en train de bafouer un droit humain fondamental. Dans les allocutions de Carles Puigdemont, la « voie unilatérale » semble n'être rien de plus que l'exercice « normal » de la démocratie : « [La Catalogne] ne demande qu'à être traitée comme un pays normal », clamait-il à l'avant-veille du référendum (*El País* 2017b).

Néanmoins, la « voie unilatérale » est loin de faire consensus parmi les citoyens catalans. Pour s'en convaincre, il suffit de se baser sur les résultats officiels du référendum : si 90 % des votants ont glissé un « sí » dans l'urne, seuls 43 % des citoyens sont allés voter ce jour là (Generalitat de Catalunya 2017). Les partis unionistes ayant annoncé de longue date qu'ils boycotteraient la votation illégale, seules sont prises en compte les voix des personnes ayant choisi de désobéir au gouvernement espagnol. Considérer comme valides les résultats du référendum consiste à ignorer le fait qu'une bonne partie des abstentionnistes du 1^{er} octobre sont restés chez eux en signe de loyauté envers le gouvernement espagnol, et non par désintérêt pour l'objet de la votation. On ne peut que spéculer sur ce qu'auraient été les résultats d'un référendum autorisé par Madrid. Le fait que la DUI se base sur un nombre insuffisant de voix – et l'éventualité que la majorité sociale soit composée d'unionistes – menace la prétention des indépendantistes à agir de façon démocratique. Les partis unionistes l'ont bien compris et dénoncent une violation des principes démocratiques, recalant ainsi le mouvement dans la « hiérarchie globale des valeurs » (Herzfeld 2004 : 3). Pour eux, l'action des indépendantistes n'est pas digne de ce qu'on attendrait d'un pays européen. Dans les termes de Herzfeld (2007), on peut dire qu'ils dévoilent l'intimité culturelle du nationalisme : la « voie

unilatérale » implique *autre chose* que l'exercice « normal » de la démocratie, que le gouvernement catalan met habituellement en avant.

Si les *castells* ont été à même de refléter brillamment les conceptions civiques et participatives du catalanisme (Giori 2014), il convient de se demander comment les acteurs gèrent les dilemmes qu'implique la combinaison d'une philosophie de l'inclusion et d'un soutien aux politiques indépendantistes. La réponse est probablement à chercher dans les multiples usages possibles de l'iconicité. Alors qu'une devise *castellera* devenue hégémonique associe les *castells* au *seny*²⁹, Vaczi souligne que certains *castellers* reconnaissent que l'activité comporte également une part de *rauxa*, associée, tout comme le projet indépendantiste, à la prise de risque et à l'éventualité de l'effondrement (Vaczi 2016 : 360). Puisque l'iconicité est « culturellement construite », « l'aptitude à reconnaître la ressemblance » (Herzfeld 2007 : 34) entre les *castells* et le projet indépendantiste n'est nullement universelle : elle doit par conséquent être expliquée aux observateurs extérieurs. C'est ici que l'intimité culturelle entre en jeu. Un événement comme les *Human Towers for Democracy* (Vaczi 2016 : 359) – ou toute autre opération de communication adressée à l'extérieur – a certainement pour but de transmettre une vision du catalanisme en accord avec les valeurs hégémoniques, que l'indépendantisme dominant a officiellement fait siennes. Toutefois, les *castells* entrent aussi en résonance avec des aspects plus intimes de l'identité collective des personnes engagées dans la pratique. À cet égard, ils sont à même de communiquer de façon ambivalente, à l'image des discours des politiciens qui cherchent à « rendre [leur] intention aussi agréable à la maison qu'à l'étranger »³⁰ (Herzfeld 2007 : 5), et peut-être de façon plus efficace encore. On tient probablement ici une autre explication de ce pourquoi les *castells* ont à ce point triomphé en tant qu'icônes catalanistes, devant d'autres performances à « connotations nationales »³¹ (Vaczi 2016 : 364) : les *castells* peuvent être utilisés par le mouvement politique à des fins de propagande, sans que l'ensemble des significations qu'ils prennent pour les acteurs ne soit révélé au grand jour.

Je vais à présent exposer les motivations mises en avant par les acteurs pour expliquer leur engagement dans la pratique. Nous allons voir que la « catalanité » des tours humaines y est

29 *Força, equilibri, valor i seny* : « Force, équilibre, courage (valeur), et *seny* » (voir notamment Hoarau [2017 : 128], Vaczi [2016 : 356]).

30 L'idée de Herzfeld est que les discours des gouvernements sont souvent tiraillés entre le besoin de recourir à des référents « intimes », pour s'assurer de la loyauté de leurs citoyens, et celui de tenir un discours conforme aux valeurs qui prévalent sur la scène internationale (Herzfeld 2007 : 5).

31 À titre d'exemple, les *correfocs*, également très appréciés lors des *festes majors*, seraient incapables de représenter le *seny* dont se réclame le catalanisme dominant : menés par un groupe de personnes déguisées en démons et armées de bâtons, dont jaillissent de puissants jets d'étincelles sur fond de percussions assourdissantes, ces « cortèges de feu » renverraient de façon trop évidente à la *rauxa* des soulèvements populaires passés, notamment anarchistes (Vaczi [2016 : 364], en référence à Termes [2011]).

rarement mise en avant comme un élément fondamental. En revanche, l'activité *castellera* se prête à de multiples iconicités qui, malgré certaines ambiguïtés, permettent de nourrir l'image d'une nation catalane diverse et inclusive.

5. Une *colla* « très sociale » : entre « catalanité » et diversité

« Nous sommes une *colla* particulièrement sociale. » Cette phrase, répétée telle un mantra par certains *castellers*, s'adresse aux personnes nouvellement entrées dans la *colla* ou à de potentiels nouveaux membres. Polysémique, le terme « social » porte en même temps sur : la propension du groupe à accueillir des nouveaux venus ; un engagement associatif dans le quartier permettant de tisser des liens entre les habitants (*fer barri*) ; l'importance accordée par la *colla* à des activités ludiques dépassant le cadre strictement *casteller* (comme l'organisation de repas et autres fêtes). En mettant en avant ce « côté social » comme constitutif de la *colla*, les membres contribuent à la définir positivement, en opposition à d'autres *colles* plus grandes, obtenant de meilleures résultats techniques, mais perçues aussi comme plus fermées et élitistes. Plusieurs *castellers* m'ont cependant affirmé douter que cela soit le cas : en effet, l'inclusion est devenue une valeur que d'aucuns considèrent indissociable du milieu *casteller* – l'idée d'exclusion étant quant à elle « anti-*castells* » (voir Vaczi [2016 : 365]).

Dans la *colla*, certaines personnes font de ce « côté social » l'élément central, celui qui donne au groupe sa raison d'être, alors que d'autres formulent des objectifs de croissance des effectifs et de perfectionnement technique permettant de réaliser de plus grands *castells*. J'ai prêté attention à ces tensions, car elles révèlent les différentes interprétations que se font les membres du « côté social », qu'ils semblent unanimement reconnaître. Ainsi, le « coté social » peut être inextricablement lié à la pratique *castellera*, qui favorisera une inclusion large tout en stimulant la solidarité dans le groupe, permettant du même coup l'obtention de bons résultats techniques dans ce qui est décrit comme un cercle vertueux. Interprété différemment, il peut renvoyer à un « engagement social », un déploiement de pratiques militantes potentiellement créatrices de tensions et de désaccords, que les acteurs s'efforcent de faire correspondre aux « valeurs » reconnues par l'ensemble du groupe.

5.1. Une inclusion par la pratique corporelle et la fête

À la mi-septembre, lorsque je me décide à pousser la porte du local d'*assaig*, c'est un Anglais qui vient me souhaiter la bienvenue. « Tu es nouveau ? Je vais t'expliquer... », me dit-il dans un catalan teinté d'accent britannique. « Premièrement, il faudra que tu mettes la *faixa*. » Cette longue pièce de tissu que j'enroule laborieusement autour de ma taille est d'une couleur différente de celle des autres *castellers* : elle leur indique que je suis nouveau. De nombreuses personnes viennent alors me saluer entre les *proves*³², et m'expliquer des rudiments de techniques qui m'aideront à trouver ma place dans la *pinya*, que je perçois alors encore comme une masse de gens agglutinés autour du *tronc*. « Tout le monde est important, pour faire un *castell*. Quel que soit ton niveau, ta forme physique, tu peux te rendre utile. C'est pour ça que nous sommes des gens si différents les uns des autres ! », m'affirme avec enthousiasme une *castellera*. Et en effet, je ne tarde pas à constater une grande diversité en termes d'âges, de capacités physiques et de niveau technique. Je suis loin d'être le seul *novato* et, au fil des semaines, je fais la connaissance de nombreux *castellers* que je croyais expérimentés, mais qui s'avèrent ne s'être intéressés à la pratique que peu de temps avant moi. À peine cinq jours après mon premier entraînement, je suis invité à participer à ma première *diada*. Comme d'autres *novatos*, je ne porte pas encore la chemise de la *colla*, qui ne s'obtient qu'après un certain nombre d'*assaigs* et de *diades* cumulées. L'*equip de pinyes* – le groupe de personnes qui se charge d'organiser à l'avance la *pinya*, en définissant la position de chacun en fonction de la stature, de l'expérience, etc. – ne m'a pas encore assigné de place. Paula, qui est cheffe de *pinyes* (*cap de pinyes*) me place pour le moment à l'*últim cordó* (« dernier cordon »). Indispensable pour des raisons de sécurité, le cordon est constitué d'un groupe de *castellers* qui appuient avec leurs mains dans le dos des personnes formant l'extérieur de la *pinya*, assurant la stabilité de cette dernière.

À la fin de la *diada*, l'autre *colla* qui organise l'événement nous invite au *pica pica*, un apéritif gratuit auquel prennent part tous les *castellers* qui le souhaitent. Ce moment de sociabilité est important pour de nombreux *castellers*, car il permet de « fraterniser » (*fer germanor*), soit d'apprendre à se connaître et de tisser des liens qui vont au-delà de la pratique corporelle. De la même manière, les soupers hebdomadaires organisés par la *colla* rentrent dans le cadre des différentes activités qui contribuent à « faire *colla* » (*fer colla*), soit constituer la *colla* en tant que réseau social dense, dans lesquel les gens font connaissance au-delà des interactions que presuppose la pratique elle-même. Une *castellera* m'a assuré un jour : « Pour moi, la *colla*, c'est les gens. Les *castells*, c'est sympa. Mais pour moi, si on dansait des *sardanes*, ça reviendrait au même ! » Un

32 Une *prova* est un « essai » de *castell*, réalisé en salle.

casteller vétéran, ayant participé à la constitution de la *colla* sans jamais cesser de s'y impliquer, m'a affirmé que les fêtes ont joué un rôle central dans la croissance du groupe, notamment en le rendant plus attractif auprès des jeunes.

Après que j'ai commencé à me rendre à presque tous les entraînements et à participer aux soupers, plusieurs personnes m'ont fait remarquer : « Ja estàs enganxat³³ ! », que l'on peut traduire par « Tu es devenu accro ! » Cette expression est fréquemment utilisée pour décrire la manière dont l'ensemble des activités offertes par la *colla* – de la pratique des *castells* aux fêtes, en passant par tous les moments d'échanges informels – permet de fidéliser les gens, en fonction de leurs motivations variées. Aussi les degrés d'investissement des personnes sont-ils multiples. J'ai observé que certaines ne manquent pas un seul entraînement, mais ne participent jamais aux activités annexes. D'autres ne se rendent qu'aux *diades* importantes, peut-être pour des raisons d'emploi du temps, ou peut-être parce que l'activité est jugée plus plaisante. Certaines ne poussent la porte du local d'*assaig* qu'une ou deux fois par mois, quand d'autres le font trois fois par semaine – voire plus, dans le cas des personnes faisant partie des équipes technique et directrice ou des commissions. Comme me l'a affirmé Laia, impliquée dans l'équipe technique :

La *colla*, c'est comme une famille. Ça change ta vie, car ça implique d'y consacrer énormément de temps.

Entre toutes les heures d'*assaig* et les réunions du week-end, tu finis par voir plus souvent ces gens-là que ta propre famille ! La *colla* devient ta deuxième famille. (Laia)

Comparer le groupe à une famille est extrêmement fréquent, surtout chez les personnes les plus impliquées. Ainsi, un *casteller* m'a assuré « ne plus avoir tellement de vie privée ou familiale » en dehors des *castells*, les différentes sphères étant amenées à se confondre. En tant que famille inclusive, le groupe est parfois présenté comme un remède aux maux de la société actuelle, en manque de lien social :

Nous vivons dans un monde individualiste où tout le monde est dispersé. Dans une *colla castellera*, tu trouveras plein de gens qui, en dehors, n'ont pas réussi à se rencontrer. Et ça, c'est très important. Beaucoup de gens restent à la *colla* parce qu'ils sentent qu'ils font partie de quelque chose de plus grand qu'eux-mêmes. Ils y voient comme une nouvelle famille. Du coup, il y a une très forte capacité d'absorption de gens qui recherchent ce lien social. (Joana)

33 Le verbe *enganxar* signifie « coller » ou « accrocher ». Dire d'une activité ou d'une substance qu'elle « colle » ou qu'elle « accroche » signifie qu'elle rend dépendant.

Être membre de la « famille » implique des coûts – parfois décrits comme un sacrifice individuel au service de l'équipe – ainsi que des bénéfices : « Si tu donnes un petit peu du tien, tu recevra quelque chose en retour. Même si tu ne sais pas forcément à l'avance comment ça se manifestera », m'a assuré une *castellera*. De nombreuses personnes m'ont ainsi confié avoir trouvé dans la *colla* un important soutien moral lorsqu'elles étaient en situation difficile dans leur vie personnelle. Par ailleurs, les échanges de « bons plans » à l'interne sont fréquents : des offres d'emploi circulent régulièrement dans les courriels de la *colla* et les *castellers* en recherche de logement postent des messages d'annonce dans le groupe de messagerie instantanée, qui réunit une part considérable des membres. Il est probable que le réseau social constitué par le groupe soit une ressource non négligeable pour certaines personnes ayant un faible degré d'intégration sociale.

Les *castellers* se plaisent à expliquer aux gens de l'extérieur qu'au travers de la pratique corporelle elle-même se manifeste un « esprit *casteller* », soit un ensemble de vertus, telles que la solidarité, la coopération, la fraternité. Mise en évidence par des recherches antérieures, cette incorporation (*embodiment*) des valeurs est propice à de multiples procédés d'iconicité. L'expression *fer pinya* (« faire *pinya* »), utilisée autant dans la vie quotidienne que dans les discours politiques, semble provenir directement du jargon *casteller* (Erickson 2011 ; Vaczi 2016). Selon les *castellers*, *fer pinya* signifie « agir collectivement pour atteindre un objectif ». Lors de mon séjour, j'ai souvent entendu l'expression hors du contexte *casteller*, notamment dans des discussions politiques, pour exprimer le besoin d'unité du mouvement indépendantiste (ce qui rejoint les observations de Vaczi [2016]). Les vertus « incorporées » par les *castellers* sont aussi vues par ces derniers comme nécessaires à l'accomplissement des objectifs techniques. J'ai pu le constater sur le terrain, notamment lors des entraînements dits de perfectionnement (*millora*) : s'ils servent comme leur nom l'indique à permettre aux membres d'améliorer leur technique et d'apprendre à grimper, ils sont aussi parfois l'occasion pour les individus de tester des positions qu'ils ne seront jamais amenés à réaliser lors d'une *diada*. Lors d'un de ces entraînements, j'ai assisté à une scène étrange lorsque des *castellers* adultes se sont péniblement essayés à reproduire le *pom de dalt* – la partie la plus élevée du *castell*, normalement réalisée par de jeunes enfants. Une fois l'exercice terminé, un des hommes qui y avait participé s'est adressée à deux petites filles ayant assisté à la scène : « Vous êtes des héroïnes ! Je ne sais pas comment vous faites pour tenir tout ce temps dans cette position. » Une *castellera* avec qui je me suis entretenu estime que l'un des objectifs des entraînements de perfectionnement est justement d'augmenter l'aspect empathique de l'activité :

Même si tu ne feras jamais telle ou telle position en public, ça t'apprend à comprendre ce que ressent l'autre, qui est en dessus ou en dessous de toi. Ça te permet ensuite de mieux communiquer avec la personne et de mieux comprendre comment toi, tu dois ajuster ta propre position pour qu'elle se sente mieux. Au final, ça augmente la confiance de tout le monde, ce qui est très important si on veut arriver à faire des grands *castells*. (Sonja)

La pratique corporelle aide à établir ou renforcer les liens entre les gens au travers de sensations partagées, qu'elles soient agréables ou douloureuses. Si les sensations physiques diffèrent du tout au tout entre le *tronc* et la *pinya*, la perspective d'une chute est une source de stress pour tout le monde. De plus, un peu d'habitude permet à tout un chacun de se faire une idée du déroulement de la performance. Les commentaires du *cap de colla*, la respiration ou les grognements du voisin, les tremblements ou la stabilité de la structure sont autant de signes qui aident à comprendre que quelque chose ne va pas, ou au contraire, que tout se déroule comme prévu. Cela permet aux participants de vivre simultanément des émotions collectives :

C'est comme si j'étais connecté émotionnellement avec les autres. Je crois qu'on arrive à ressentir la même chose. Le même stress. La même angoisse quand le *castell* vacille. Et la même joie une fois qu'on comprend qu'on a réussi à décharger le *castell*. (Filipos)

En outre, le monde *casteller* m'a unanimement été décrit comme « inclusif » et « intégrateur », dans le sens où les différentes activités et positions sont accessibles à des profils de personnes très variés – d'où aussi la récurrence des discours parlant de diversité. Néanmoins, il est nécessaire de disposer des « bonnes pièces », comme on me l'a souvent fait remarquer. En effet, si certaines « pièces » sont interchangeables, il est impensable de faire grimper des adultes au sommet³⁴ : plus on monte dans les étages, plus il est déterminant que les « pièces » soient légères, d'où l'importance des femmes et des enfants dans la construction. Au moment de mon terrain, la *colla* ne disposait que de quelques enfants capables d'effectuer les positions essentielles d'*acotxador* et d'*enxaneta* – qui composent le sommet de la tour – ce qui conduisait à une préoccupation constante de la part de certains *castellers* : « faire entrer des enfants » (*captar la canalla*) s'imposait alors comme une priorité, car « sans enfants, on ne fait pas de *castells* ». C'est la raison pour laquelle la *colla* organise régulièrement des ateliers dans les écoles du quartier, en proposant à des élèves parfois très jeunes de réaliser des figures simples. En participant à l'un de ces ateliers, j'ai constaté que certains élèves manifestaient un intérêt évident, mais comme me l'a affirmé d'un air blasé la *castellera* qui organisait l'activité : « Il faudra maintenant essayer de convaincre les parents. Et ça c'est une autre

34 Les *colles* universitaires constituent en ce sens une exception : tous leurs membres sont adultes, puisque issus des universités ou campus en question.

histoire. » Il n'en reste pas moins qu'une proportion significative des *castellers* adultes que j'ai rencontrés racontent être finalement entrés à la *colla* entraînés par leurs enfants, qui éprouvaient une envie irrépressible de grimper, dénotant selon certains parents un incompréhensible goût du risque.

Effet heureux de la « captation d'enfants » (*captació de canalla*), il n'est donc pas rare qu'une famille entière finisse par faire partie de la *colla*. Les membres de la famille occuperont des places différentes en fonction de leurs caractéristiques physiques, mais pourront se rendre aux entraînements ensemble à un horaire donné. Au fil du temps, les enfants qui grandissent changeront petit à petit de position dans la pyramide. Les individus peu enclins au contact corporel ou au stress suscité par le risque d'effondrement pourront trouver leur place, par exemple, dans le groupe de musique. Une mère d'*enxaneta*, qui m'a assuré n'être aucunement motivée à faire des *castells*, se charge de filmer les performances lors des *diades*. D'autres encore s'occupent de la gestion du stand de la *colla*, qui sert à informer le public et à la vente d'accessoires *castellers*. Bien qu'une « commission féministe » interne au groupe ait souligné la répartition inégale et l'invisibilisation de certaines tâches, il faut remarquer que la *colla* dispose d'une capacité d'absorption considérable, contribuant à donner corps à une devise très répandue dans le monde *casteller* selon laquelle « pour faire des *castells*, tout le monde est important ».

Malgré l'usage véhiculaire du catalan et, dans une moindre mesure, de l'espagnol, la participation est en pratique ouverte à des personnes migrantes ne maîtrisant aucune de ces deux langues. C'est le cas d'Ali, d'origine moyen-orientale, arrivé récemment à Barcelone et entré à la *colla* quelques semaines après moi. De langue maternelle arabe, Ali disposait d'un bon niveau d'anglais, mais n'était pas encore capable de s'exprimer en espagnol, et encore moins en catalan. Cela n'a pas empêché son inclusion rapide dans la pratique. Comme le remarquait Laia : « Chez nous, il n'y a pas de barrière de la langue. On a des membres qui parlent plein de langues différentes. Il y a toujours un moyen pour les étrangers de s'intégrer. » Concernant Ali, certains *castellers* semblaient ravis de pratiquer leur anglais avec lui. Je l'ai aussi vu converser en arabe avec un membre ayant voyagé au Moyen-Orient. Lors d'un entretien en anglais, Ali m'a expliqué être arrivé dans la *colla* par le biais d'un ami catalan, qu'il avait connu lorsque celui-ci était en séjour dans son pays d'origine. Il serait ensuite venu à Barcelone dans le but de suivre une formation supérieure. Il me parle de l'activité *castellera* comme du « meilleur sport du monde », soulignant son caractère non compétitif : « C'est un travail d'équipe. Et c'est une activité qui se fait avec le corps. Une fois que je sais où est ma place, je fais partie de l'équipe. »

5.2. La Catalogne, une « terre d'accueil » ?

Sous la dictature franquiste, les performances festives ont joué un rôle clé dans le sentiment d'appartenance à une communauté nationale catalane. Ouvertes aux non-Catalans, alors bien souvent des migrants espagnols, elles ont contribué à la définition d'une identité collective fondée sur l'incorporation de la performance (Noyes 2003a : 5). Cette propension à inclure l'autre représentait alors une nécessité, comme l'expose Noyes : « Poor communities cannot afford to ignore outsiders, high or low: outsiders must be converted into social persons and thus made useful. » (*ibid.* : 4) Toutefois, les interdits franquistes ont fortement réduit les possibilités d'assimilation linguistique et culturelle des migrants arrivés en Catalogne à l'époque. Lors du processus de restauration de l'autonomie, la coexistence des Catalans avec cette importante population immigrée monolingue commence à être conçue comme un problème public, avec l'émergence de débats sur le droit des hispanophones à préserver leurs identités culturelles des aspirations « assimilationnistes » catalanes (Llobera 2004 : 22). Ces débats n'ont depuis jamais cessé et ont notamment ressurgi avec l'essor de l'indépendantisme. Qui plus est, les nouveaux mouvements migratoires tranchent avec les précédents, de par leur ampleur et leur composition (Clua i Fainé 2011 : 64). La propension de ces nouveaux migrants à s'identifier ou non à la communauté linguistique catalane devient un enjeu politique capital pour les catalanistes.

Les années 2000 voient se développer, dans le cadre des compétences autorisées par le statut d'autonomie, un ensemble de politiques qui visent spécifiquement l'intégration des migrants dans une perspective catalaniste. Si l'opposition politique, incarnée surtout par le Parti Populaire et plus récemment par Ciutadans, a pu critiquer les visées « assimilationnistes » de ces politiques, le discours institutionnel dominant en Catalogne associe la construction nationale à un modèle de citoyenneté « civique » et non « ethnique » (Sanjuán Pastor 2015 : 29). Le « Plan de citoyenneté et d'immigration » (*Pla de ciutadania i immigració*) de 2005-2008 prévoyait déjà l'accès à de nombreuses prestations sociales, notamment dans le domaine des soins, sur la base d'un statut de « citoyen résident » (Zapata Barrero 2012 : 79-80). Les organisations de la société civile ne sont pas extérieures à ces débats et certaines associations d'immigrés ont signé l'« Accord national pour l'immigration » (*Pacte nacional per a la immigració*), issu d'une collaboration entre acteurs politiques, économiques et associatifs. L'accord prévoyait un développement conséquent des services publics et l'intégration dans une « culture publique commune » (*ibid.* : 85). Certaines voix internes au catalanisme prônent également l'extension du droit de vote aux immigrés à l'échelle de

la Catalogne, seul moyen d'intégrer ces derniers à la « communauté politique» et de faire d'eux des citoyens (Sánchez 2004 : 88).

Reste que la série de « plans d'immigration » et autres projets de lois élaborés dans les années 2000 semble postuler l'existence d'un lien entre connaissance de la langue catalane et mobilité sociale. Larroque Aranguren indique que, pour le catalanisme dominant, seul le catalan « doit permettre l'égalité des chances dans l'échiquier social et national » (Larroque Aranguren 2012). La Generalitat alloue un budget considérable à la promotion de la langue, et des cours gratuits sont mis sur pied à l'intention des immigrés et de leurs enfants, dans le but de permettre leur insertion scolaire. De plus, selon la Loi sur l'accueil (*Llei d'accollida*) adoptée en 2010, disposer de certaines compétences en catalan devient un facteur favorisant dans les procédures de régularisation (*ibid.*). Selon le professeur en sciences politiques Ricard Zapata Barrero, qui ne cache nullement son engagement catalaniste, la Loi sur l'accueil se donne comme objectif de « jeter la base de l'aptitude [des personnes immigrées] à agir de façon autonome dans notre ensemble de règles, et donc de vivre une vie quotidienne normale » (Zapata Barrero 2012 : 88). Telle que décrite dans la loi, l'autonomisation des immigrés dépendrait étroitement de leur connaissance de la langue catalane. En outre, la loi prévoit de fournir à la population immigrée les services nécessaires pour accroître ses connaissances relatives à l'histoire et à la culture de la Catalogne (*ibid.* : 86-88).

Les discours politiques n'évoluant nullement en vase clos, il est crucial de prendre en compte l'existence, en Catalogne, d'un mouvement social significatif de soutien aux migrants et pour l'acceptation des différences culturelles et confessionnelles (Erickson 2011). En février 2017, 160 000 personnes (selon la police) ont manifesté à Barcelone à l'appel de l'association Casa Nostra Casa Vostra³⁵ (*El País* 2017). Plus de 2000 organisations ont soutenu la campagne, qui entendait faire pression sur les gouvernements catalan et espagnol pour qu'ils s'engagent à accueillir davantage de réfugiés (Casa Nostra Casa Vostra 2017a, b). Cette mobilisation a été l'occasion pour de nombreuses personnalités au profil politique varié de souligner la « tradition d'accueil » de la Catalogne. Le président d'Òmnium, Jordi Cuixart, a affirmé au nom des indépendantistes : « Nous voulons un État à nous, car nous croyons que nous pourrions aider davantage ces personnes » (*El País* 2017a). Dans le contexte des tensions croissantes avec le gouvernement de Madrid, il est aussi question de profiler l'indépendantisme catalan comme un projet politique avant-gardiste et de souligner son incompatibilité avec le paradigme espagnol. C'est ce que fait Zapata Barrero en opposant sa conception d'une citoyenneté catalane « post-nationale »

35 Littéralement : « Chez nous, [c'est] chez vous ».

à l'actuel code de la nationalité espagnole, encore chargé selon lui de présupposés néocoloniaux et « ethnicisants »³⁶ (Zapata Barrero 2012 : 75).

L'idée d'une « approche catalane de l'intégration » (*via catalana d'integration* ; Zapata Barrero [2012 : 77]), permet donc de présenter le catalanisme non comme un nationalisme fondé sur l'ethnie, mais comme un projet social en phase avec les enjeux contemporains liés à la diversification culturelle apportée par la migration. La référence à un « précédent migratoire » (Larroque Aranguren 2012) – en particulier la migration interne de la période franquiste – permet de donner une certaine continuité aux discours catalanistes, tout en renforçant l'efficacité du mythe de la « terre d'accueil » (*ibid.*). En effet, bien que l'intégration des migrants espagnols ne se soit pas opérée de manière homogène (notamment en ce qui concerne leur apprentissage du catalan), la réalité historique de la migration interne a marqué la société catalane jusque dans l'intimité familiale, avec la généralisation des familles « mixtes », dont naissent des enfants parfaitement bilingues (Erickson 2011 : 116). De nos jours, comme l'indique Noyes, les plus fervents catalanistes portent souvent des noms de famille castillans, trahissant leurs origines (Noyes 2003a : 208). De toute évidence, l'idée selon laquelle la Catalogne serait une terre d'accueil « depuis des centaines d'années »³⁷ permet d'essentialiser la propension des Catalans à intégrer les migrants, tout en conservant une identité culturelle qui les distingue de l'Espagne.

5.3. Migrants, travailleurs, *castellers* : la *colla* et son quartier

Une valeur importante dans notre *colla*, c'est la diversité. [...] Quand tu entres, peu importent tes idées politiques, ton origine... Tu arrives, ils te mettent la *faixa*, et tu es *casteller*. En fonction de ta stature, de si tu es grand, petit, fort, mince, tu auras plutôt telle ou telle position. [...] Mais au final, on transpire tous ensemble et ça nous unit. On s'en fiche de ton apparence, ta profession... Rien de tout ça ne compte. Tout ce qui compte, c'est que tu sois là, en train de faire des *castells*. (Sonja)

La diversité est un autre élément largement brandi par les membres de la *colla*, en tant que valeur du groupe ou du milieu *casteller*, allant de pair avec l'idée d'inclusion. Cette diversité m'a été décrite notamment en termes de classe sociale, profession, âge, genre, orientation sexuelle, origine

36 Le politologue évoque une « ethnicisation du code de la nationalité » en se référant aux naturalisations facilitées dont bénéficient les ressortissants des anciennes colonies de l'Empire espagnol. Il estime que « la méthode de gestion de l'identité suivie par l'Espagne est toujours étroitement liée à son passé colonial » (Zapata Barrero 2012 : 75-76).

37 « Nous sommes une terre d'accueil depuis des centaines d'années » (*Som terra d'acollida des de fa centenars d'anys*), peut-on entendre dans une chanson dédiée « aux prisonniers politiques et aux exilés » catalans (Nació Digital 2018b).

ethnique, nationalité, race, religion, opinions politiques ou langues parlées. Bien souvent, elle était mise en avant pour insinuer une ressemblance entre la *colla* et son quartier. Ce parallèle entre la *colla* et une entité plus grande nous renvoie à l'iconicité selon Herzfeld (2007). Définie comme un lien sémiotique fondé sur des « ressemblances convaincantes » (*ibid.* : 109), l'iconicité englobe des processus « par lesquels se construisent la permanence et l'objectivation » (*ibid.* : 110). De prime abord, le fait que les *castellers* établissent une relation directe entre la *colla* et le quartier n'a pas vraiment de quoi surprendre : la plupart des membres sont également des habitants des lieux et cette proximité spatiale facilite le prolongement, hors de la *colla*, des relations entretenues à l'intérieur. Si la *colla* représente de quelque manière le quartier, il est important de s'attarder sur les propriétés que les acteurs lui assignent. Avec l'exemple de la ville de Berga, Dorothy Noyes remarque que devenir *berguedà* (habitant de Berga) en participant aux festivités locales a été interprété par les acteurs comme un processus d'intégration à la Catalogne, en raison du haut degré de « catalanité » qu'ils attribuent à la ville (Noyes 2003a : 204). Par contraste, certains des *castellers* que j'ai rencontrés décrivaient d'abord leur quartier non pas en termes de « catalanité », mais en insistant plutôt sur son caractère « ouvrier » et sa diversité ethnoculturelle.

Nous avons vu que le catalanisme dominant propage délibérément une certaine iconicité des *castells* – celle qui lie la performance *castellera* avec la construction de la nation (Giori 2014 ; Vaczi 2016). Si Herzfeld s'intéresse en particulier à l'iconicité telle qu'elle est produite par les agents de l'État-nation, il attire l'attention sur la possibilité de sa réinterprétation par les « gens ordinaires » (Herzfeld 2007 : 111) : « Ceux qui désapprouvent la vision officielle établissant comment la communauté doit être imaginée trouveront d'autres connexions à partir desquelles suggérer d'autres mises en images. » Mon séjour dans la *colla* m'a fourni de nombreux exemples de « mises en image » alternatives et contextuelles, reliant le groupe à un quartier auquel les *castellers* prêtaient toutes sortes de propriétés qui n'entraient pas *a priori* en jeu dans une définition de la « catalanité » : un ethos festif et tapageur, qui s'exprimait dans les concerts organisés en plein air par la *colla* ; une identité « ouvrière », héritée du passé mais toujours vive, qui se manifestait dans les mouvements sociaux du quartier, auxquels une partie des *castellers* prenaient part ; ou encore un caractère « mélangé » (*barrejat*), en référence à la présence d'une importante population d'origine étrangère. Même si les acteurs définissaient rarement la *colla* en termes de « catalanité », des iconicités nationales étaient tout de même présentes, se mêlant souvent allègrement aux autres procédés iconiques. Ainsi, la *colla* était parfois mise en relation avec une « communauté imaginée » (Anderson 1991) catalane, définie comme diverse et à même d'inclure les migrants.

« Les *castells* sont une tradition catalane. Mais en pratique, vous verrez que nous sommes des gens de partout ». Dans l'entrée du local d'*assaig*, Pablo décrit la *colla* devant une assemblée d'une dizaine de personnes, qui ne sont autres que des élèves du Consorci Per a la Normalització Lingüística, un organisme proposant des cours de catalan subventionnés par la Generalitat. Ces personnes s'apprêtent à participer à l'atelier organisé par la *colla* dans le cadre du programme *Tots som una colla* (« Nous sommes tous une *colla* »), à l'initiative de la Coordinadora de Colles Castelleres de Catalunya (CCCC). Bénéficiant de subventions publiques, le programme se donne pour but de promouvoir « l'intégration de la population nouvellement arrivée [*nouvinguda*³⁸] dans le milieu *casteller* » (CCCC 2010b). Il peut s'agir d'élèves de catalan de divers niveaux ou de jeunes provenant d'un foyer pour mineurs en difficulté, en grande majorité issus de l'immigration. Cette fois-ci les participants à l'atelier sont essentiellement des Sud-Américains et quelques Asiatiques. Une vingtaine de *castellers* de la *colla* sont présents pour cet entraînement un peu spécial, au cours duquel les novices pourront apprendre à grimper. Si une personne fait montre d'un tant soit peu d'intérêt, on l'encourage par des remarques du type « Ça y est ! Tu es déjà *casteller* ! » et on l'invite à se présenter au prochain *assaig*. Durant mon séjour, j'ai assisté à l'entrée de plusieurs personnes, suite à ces ateliers. Pourtant, à en croire les *castellers* que j'ai interrogés sur le sujet, ces *nouvinguts* sont difficiles à fidéliser : ils ont tendance à venir à quelques entraînements et à s'en lasser, bien qu'il y ait aussi des exceptions. Plusieurs membres y trouvent des justifications culturalistes : l'activité comporterait un contact physique « mal accepté dans certaines cultures ». D'autres semblent déplorer la faible présence de certaines catégories de *nouvinguts*, avançant que la *colla* leur offrirait pourtant une opportunité intéressante d'intégration parmi « les habitants du pays » :

Jordi: Dans des quartiers de ce style – ouvriers, avec une forte immigration –, une *colla castellera* permet aussi d'inclure les personnes qui aimeraient avoir une relation avec les habitants du pays. Une relation directe.

Núria: Oui, mais à vrai dire, c'est quand même difficile d'intégrer les gens qui ne sont pas d'ici. Dans le quartier, il y a beaucoup de Sud-Américains et on en voit peu à la *colla*.

En guise d'introduction à l'atelier *Tots som una colla*, Pablo a pour habitude de parler des « valeurs » du milieu *casteller* que sont pour lui « le travail d'équipe, l'acceptation de la diversité et la tolérance ». Ensuite, il projette un court documentaire qui avait été réalisé à l'occasion de la candidature des *castells* à la liste de l'UNESCO pour la sauvegarde du PCI. On peut notamment y entendre que « les *colles castelleres* constituent un reflet fidèle de la réalité sociale et culturelle de

38 Le terme *nouvingut* (au féminin : *nouvinguda*), qui signifie littéralement « nouveau venu », est souvent confondu dans ses usages avec celui d'*immigrant* (comme le note également Erickson [2011 : 117]), pour désigner toute personne nouvellement établie en Catalogne, quelle que soit son origine.

l'endroit où elles se trouvent » (Departament de Cultura i Mitjans de Comunicació de la Generalitat de Catalunya 2009). Cette affirmation est fréquemment réinterprétée par les *castellers*, notamment lorsqu'ils s'adressent aux personnes extérieures à la *colla* : le groupe est souvent présenté comme étant le reflet de son quartier, un quartier « de classe ouvrière, et marqué par l'immigration », comme l'a par exemple exprimé Pablo, au cours de l'atelier. La représentation du quartier comme étant un quartier ouvrier est étroitement liée à certains épisodes historiques. Une partie du tissu associatif local diffuse un récit de continuité entre les « luttes » passées et présentes, comme ce représentant d'une association de quartier, lors d'un rassemblement revendiquant le « droit de décider », quelques jours avant le référendum :

Ce quartier a une histoire propre, des traditions propres, une personnalité propre. C'est avant tout un quartier de travailleurs, avec toute une tradition de luttes ouvrières, qui ont ouvert la voie à d'importantes conquêtes sociales. Nous avons cet esprit de lutte dans notre histoire et nous l'avons conservé. Aujourd'hui, nous sommes en lutte contre le capital spéculatif, qui expulse nos voisines et voisins de chez eux. Aujourd'hui, nous luttons contre ces phénomènes, la gentrification et la « touristification », qui sont le résultat des attaques du capital spéculatif, et qui nous touchent toutes et tous.

Ce discours est repris par de nombreux *castellers*, d'autant que certains sont investis dans des mouvements qui revendentiquent précisément l'héritage des luttes ouvrières. Par ailleurs, le quartier qui nous intéresse se distingue par un pourcentage élevé d'immigrés en provenance de pays asiatiques et d'Afrique du Nord et par la présence d'un mouvement catalaniste, moins fort que dans d'autres quartiers mais néanmoins visible, organisé autour d'une poignée d'associations et partis. Beaucoup d'habitants catalans affirment que les populations d'origine asiatique et nord-africaines « vivent entre elles » et « ne parlent pas catalan ». Ces idées reçues peuvent faire l'effet d'une prophétie autoréalisatrice, dans la mesure où elles poussent les catalanophones à s'adresser à ces personnes uniquement en espagnol (voir Sanjuán-Pastor [2015 : 33-34]), ce qui participe selon moi d'un entretien des frontières ethniques (Barth 1995).³⁹ Mes propres observations suggèrent en outre que cette immigration extra-européenne est peu représentée dans les principaux mouvements sociaux du quartier, à savoir le mouvement indépendantiste et le mouvement pour l'accès au logement. Sans se confondre l'un avec l'autre, ces mouvements ont développé des affinités perceptibles, comme lorsque le CDR appelait à se joindre à une action du syndicat de locataires et vice versa.

39 Contrairement à ce que semblent penser de nombreux Catalans natifs habitant le quartier, j'ai constaté que certaines personnes identifiées comme migrantes disposent parfois de bonnes compétences en catalan, notamment les jeunes ayant bénéficié de l'immersion linguistique à l'école.

Même si les acteurs se plaisent à souligner les ressemblances entre la *colla* et un quartier « de classe ouvrière et marqué par l’immigration », ils sont loin d’ignorer les limites de cette comparaison si l’on s’en tient à la composition ethnique et culturelle du groupe :

Nous vivons dans un quartier de diversité absolue. Tout ce joyeux mélange que nous avons dans le quartier, cette diversité culturelle et ethnique, n'est pas si bien représentée que ça, dans la *colla*. [...] Dans la *colla*, il y a quand même clairement une catégorie qui domine, non ? Personne européenne blanche. Bien sûr, des gens d'autres pays entrent aussi. Mais la majorité sont des Européens blancs. De temps en temps, il y a aussi, par exemple, des musulmans. Ou des gens d'autres continents. Mais ceux-là, tu ne les verras pas rester très longtemps. Ils restent quelque temps. Nous ne savons pas à quel point nous sommes responsables de ça. (Sergi)

Plusieurs *castellers* me confirment que l’implication durable de personnes « non occidentales » ou « non blanches », pourtant très présentes dans le quartier, relève plutôt de l’exception. Et l’exception doit être expliquée, comme dans le cas d’Ali, dont on m’assure qu’« il ne serait pas venu si ce n’était pas un ami de Pablo ». En se référant à la population du quartier, certains m’affirmeront que « les Pakistanais et les Philippins sont des populations assez fermées », des stéréotypes qui dénotent une fois de plus la perception d’un certain cloisonnement entre les communautés. Étonnamment, j’ai constaté plusieurs fois que certains *castellers* catalans s’appliquaient à eux-mêmes des stéréotypes analogues :

Je dirais que nous, Catalans, nous sommes un peu introvertis, un peu fermés. Évidemment, on ne peut pas généraliser... Nous avons aussi l’art d’être un peu confus, pas clairs, quand on doit dire les choses. Par contre, si les gens s’intéressent à nous, nous sommes capables de nous ouvrir à eux. Mais normalement, nous avons tendance à nous occuper de nos affaires et puis c’est tout. (Jordi)

Ce dont les *castellers* semblent en revanche convaincus, c'est que la *colla* et la pratique *castellera* sont dotées d'un puissant pouvoir d'inclusion. Certains soulignent que cette propension à s'ouvrir aux « gens de l'extérieur » (*gent de fora*) est renforcée par les efforts délibérés d'une partie du groupe, notamment à travers le programme *Tots som una colla*. La récurrence du discours sur l'inclusivité tend à masquer les facteurs qui influent sur la tendance de certaines catégories de population à se tourner ou non vers la pratique. Un facteur central est probablement l'association étroite du milieu *casteller* avec le catalanisme, puis avec l'indépendantisme, fait publiquement reconnu (Giori 2014 : 166), qui peut faire l'effet d'un aimant tout comme d'un repoussoir. En dehors de cet aspect politisé, certains *castellers* m'ont assuré que la renommée des *castells*

s'accompagne encore d'une grande méconnaissance du milieu *casteller* et de son fonctionnement, surtout dans la zone « non traditionnelle »⁴⁰ dont Barcelone fait partie : « Les gens ne savent pas que n'importe qui peut rentrer à la *colla*. Moi même, avant d'en faire partie, j'avais en tête un fonctionnement très traditionnel. Quelque chose qui se transmet de père en fils. » Par ailleurs, malgré les protocoles de sécurité qui régulent aujourd'hui l'activité et les efforts entrepris par les *colles* pour présenter l'activité comme relativement sûre⁴¹, le « spectre de l'effondrement » (Vaczi 2016 : 356) engendre des réticences, surtout lorsqu'il s'agit pour des parents d'autoriser leur enfant à grimper.

De nombreux facteurs modulent donc l'entrée des individus. Qu'en est-il de la langue ? Si les *castellers* attirent l'attention sur la « diversité » de la *colla* plus que sur sa « catalanité », le catalan y est tout de même la principale langue véhiculaire ce qui, dans le contexte barcelonais, mérite d'être souligné. En effet, seule une minorité de personnes emploie le catalan comme langue préférentielle à Barcelone, l'espagnol tendant à dominer clairement dans les espaces publics, bien que ces dynamiques changent d'un quartier à l'autre. Certains catalanophones de Barcelone affirment pourtant pouvoir y vivre entièrement en catalan, grâce à une connaissance poussée des lieux (associations, commerces, écoles, ou événements ponctuels) dans lesquels la langue est utilisée ou au moins comprise (Hau 2016 : 80). En dépit des efforts politiques pour en « normaliser » l'usage, la langue catalane n'est pas un élément neutre : elle reste un puissant marqueur diacritique, perpétuant au quotidien une distinction entre les « Catalans » et les « autres », tout en étant un indicateur de statut social (Hummell 2014 : 56).

5.4. Le bilinguisme et les idéologies linguistiques

La transition démocratique et le statut d'autonomie de la Catalogne (1979) ont ouvert la voie au déploiement d'un ensemble de politiques directement liées à l'agenda catalaniste de la communauté autonome, qui s'oriente vers une « “catalanisation” profonde de l'espace public » (Larroque Aranguren 2012). Une fois établi le statut du catalan comme « langue propre » (*llengua pròpia*) de la Catalogne, la loi dite de « normalisation linguistique » (*normalització lingüísitica*) approuvée en

40 L'extension des *castells* à l'ensemble du territoire catalan étant un phénomène relativement récent, il est de coutume de distinguer les *colles* en fonction de la zone, « traditionnelle » ou « non traditionnelle », à laquelle elles appartiennent. Notons qu'il existe aujourd'hui des « grandes colles » (obtenant de bons résultats techniques) en zone « non traditionnelle » (Íñigo 2018).

41 Les nouveaux membres sont tenus d'assister à une présentation portant sur les normes de sécurité. Lors de la séance à laquelle j'ai assisté, un membre de l'équipe technique expliquait que seuls 3 % des *castells* s'effondrent et que les blessures graves ne sont « pas plus fréquentes que dans d'autres sports ».

1983 entend valoriser le catalan dans les médias et les administrations et l'introduire progressivement comme langue véhiculaire de l'enseignement obligatoire (Hoarau 2017 : 87-88). Les politiques de normalisation linguistique, qui se poursuivent de nos jours, s'inscrivent clairement dans la perspective d'une « intégration nationale » (Garcia 1998 : 146), en ce sens qu'elles visent la socialisation de tous les citoyens dans une langue commune, étape nécessaire à leur constitution en tant que « communauté nationale », dans les termes de Pujol (Pujol [1976], dans Garcia [1998 : 147]). Néanmoins, les politiques visant la « catalanisation » de l'espace public trouvent leur limite dans la Constitution espagnole, qui ne prévoit pas qu'une langue régionale puisse primer de quelque manière sur la langue nationale unifiant l'État espagnol. Les lois développées et appliquées pour valoriser le catalan se fondent sur des principes d'égalité entre les langues catalane et espagnole sur le territoire catalan, que tous les citoyens ont le droit d'utiliser et le devoir de connaître (Hoarau 2017 : 87-93). À partir de 1983 s'est petit à petit mis en place le système dit de l'« immersion linguistique » (*immersió lingüística*) qui consiste à dispenser la majorité des cours de l'enseignement public en catalan, dans le but de compenser la précarité de la langue (Garcia 1998 : 26). L'immersion linguistique a permis d'augmenter considérablement les compétences linguistiques en catalan de la population. En 2014, plus de 90 % de la population déclaraient comprendre le catalan et plus de 80 % disaient pouvoir le parler – quoique seuls 60 % affirmaient pouvoir l'écrire. Toutefois, l'espagnol reste de loin la langue la plus parlée et la mieux maîtrisée, tant à l'oral qu'à l'écrit (Hoarau 2017 : 89).

Qui plus est, il est crucial de distinguer la compétence linguistique du comportement linguistique : que les nouvelles générations issues de familles hispanophones aient bénéficié de l'immersion linguistique ne signifie en rien qu'elles utilisent le catalan dans la vie courante. La question du bilinguisme et des usages contextuels de l'espagnol et du catalan a fait l'objet de recherches en sociolinguistique (Junyent 1999 ; Woolard 2008). Dans un article datant de 1999, la linguiste catalane Carme Junyent s'inquiétait du risque que la « bilinguisation » (*bilingüització*) hiérarchisée de la société (diglossie) entraîne la substitution totale du catalan par l'espagnol au cours du XXI^e siècle. L'une des étapes clés de cette substitution est la définition de domaines d'usages spécifiques pour chaque langue, qui entraînerait alors un processus de hiérarchisation de plus en plus marqué. Pour Junyent, les usages du catalan en font une « langue récessive », en lent processus d'extinction, qui s'efface devant une langue dominante, malgré de bonnes compétences des locuteurs dans les deux langues (Junyent 1999 : 35). Pour comprendre ces dynamiques, la sociolinguiste Kathryn Woolard propose de considérer le contenu idéologique des langues, en particulier dans les situations diglossiques. Woolard distingue ainsi les idéologies de l'« anonymat » et de l'« authenticité ».

L'idéologie de l'anonymat est une caractéristiques des langues publiques hégémoniques, qui ne renvoient à aucun groupe identifié de locuteurs, et donc à aucun dialecte particulier. La langue publique est souvent hautement standardisée et s'impose comme une « voix de nulle part », qui peut être employée indistinctement par tout le monde et parvient à naturaliser sa propre domination (Woolard 2008 : 180-181). Par contraste, l'idéologie de l'authenticité associée à certaines langues renvoie à leur caractère particulier, à leur enracinement dans une communauté définie, souvent rattachée à un territoire précis et identifiable par l'accent. Woolard remarque que cette fonction d'« indexicalité » sociale (*indexicality*) est fondamentale pour comprendre comment certaines langues minoritaires se maintiennent dans des situations de bilinguisme (Woolard 2008 : 183).

Ainsi, la langue catalane se trouverait en tension entre une idéologie de l'authenticité (à charge identitaire) et une idéologie de l'anonymat (universaliste), imposée au travers des politiques de normalisation linguistique, qui prétendent en faire « la langue publique principale » (*ibid.* : 190). Les comportements linguistiques de nombreux catalanophones, qui tendent à restreindre l'usage de leur langue à certaines sphères sociales, ont probablement limité son appropriation par certaines catégories de migrants, renforçant en retour l'idéologie de l'authenticité. Toutefois, les travaux de Woolard indiquent que les politiques institutionnelles contribuent également à vider petit à petit le catalan de son contenu ethnique, du moins dans certains domaines d'usage, ce qui peut favoriser son appropriation par les non-natifs. Lors d'une recherche effectuée en 1987 à Barcelone dans une école à dominance hispanophone, la linguiste a constaté que les élèves ne semblaient pas considérer le fait de parler catalan comme un signe d'identification à la « catalanité » (au contraire de ce que leur expliquait leur professeure catalanophone). Ils associaient plutôt l'usage de la langue à certains domaines définis de la société, comme l'université (Woolard [2003], dans Woolard [2008]). La maîtrise du catalan est devenue une ressource précieuse dans certaines institutions (écoles, universités, administrations publiques, médias), où elle semble être reconnue et utilisée comme langue publique commune (Hoarau 2017 : 87-88). Selon Junyent, cela n'assure aucunement son usage social généralisé, mais contribue plutôt à son retranchement dans les seuls espaces où un certain prestige lui est attribué (Junyent 1999 : 36). Cela expliquerait que son adoption chez les non-natifs concerne principalement les individus de classe « moyenne » ou « moyenne-haute », renforçant les « connotations de classe » déjà présentes (Woolard 2008 : 191).

Par ailleurs, les catalanophones eux-mêmes contribuent parfois activement à ces processus. De nombreux migrants qui entreprennent d'apprendre le catalan finissent par constater que la population autochtone ne s'adresse que rarement à eux dans cette langue, préférant

automatiquement l'espagnol pour communiquer avec les personnes identifiées comme étrangères, parfois même lorsque celles-ci font un effort manifeste pour parler catalan (Aguilera 2002 : 10-13). Alors que les politiques de la Generalitat visent à faire du catalan la langue de la « cohésion sociale », une bonne partie de la population catalanophone adopte un comportement sociolinguistique restreignant a priori son usage aux seuls « natifs » (Pujolar [2010 : 230-321], repris par Sanjuán-Pastor [2015 : 33-34]). Originaire d'une minorité ethnique et linguistique du Maroc, Janat El Hachmi a grandi dans la petite ville de Vic, en Catalogne centrale, où elle a adopté le catalan comme langue habituelle. Dans son livre *Jo també sóc catalana*⁴² (2008), elle décrit la manière dont les catalanophones optent généralement pour l'espagnol au moment de s'adresser à elle, un comportement qu'elle estime raciste et classiste, puisque fondé sur des stéréotypes basés sur la couleur de sa peau (El Hachmi [2008], dans Sanjuán-Pastor [2015 : 33]). Certains acteurs du processus de normalisation linguistique reconnaissent comme problématique l'attitude des catalanophones dans leurs interactions avec les étrangers et proposent alors des campagnes, adressées entre autres aux employeurs, pour sensibiliser ces derniers à l'importance de s'adresser en catalan aux immigrés (Aguilera 2004 : 14). Mes propres observations en tant qu'étranger débarquant à Barcelone indiquent qu'il n'est pas si facile de s'offrir une immersion dans la langue catalane, sans réseau social préalable ni connaissance des espaces dans lesquels le catalan est employé comme langue principale.

5.5. La *colla* comme espace de « catalanisation » ?

En entrant pour la première fois dans le local d'*assaig*, j'ai d'abord été assez surpris de constater que la grande majorité des *castellers* y parlaient catalan. Habitant le quartier depuis quelque temps, j'étais en effet habitué à entendre les gens communiquer plutôt en espagnol, que ce soit dans les commerces et restaurants, ou en pleine rue. En rejoignant la *colla*, j'ai eu la sensation de faire connaissance d'un coup avec les catalanophones du quartier. Pourtant, parmi les dizaines de personnes présentes, certaines n'étaient de toute évidence pas d'origine catalane. D'autres, parfaitement bilingues, changeait automatiquement de langue en fonction de leur interlocuteur. Le catalan restait toutefois la langue la plus parlée, même en présence de personnes qui ne la maîtrisaient que partiellement. Les dynamiques « récessives » décrites par Junyent (1999 : 35) étaient donc bien moins marquées que dans d'autres espaces.

42 « Moi aussi, je suis catalane. »

Même si certains membres déplorent la faible présence de migrants extra-européens dans la *colla*, j'ai pu constater la présence (et la constance) de *castellers* de provenances diverses, établis en Catalogne depuis plusieurs années. Certains parlaient catalan et d'autres seulement castillan, mais tous semblaient parfaitement à l'aise dans la pratique de l'activité et la compréhension des instructions. Un certain nombre de ces personnes étaient originaires de pays hispanophones, principalement d'Espagne et d'Amérique latine. D'autres provenaient de divers pays européens, qu'il s'agisse d'États voisins ou plus éloignés (Europe de l'Est et Balkans, notamment). J'ai pu m'entretenir avec certaines de ces personnes pour mettre en évidence ce qui les avait motivées à rejoindre le groupe et à s'y impliquer. Force est de constater que la notion d'intégration revient fréquemment comme motif central, l'intégration à la *colla* impliquant pour elles une intégration à quelque chose de plus grand. Si ces personnes mettent souvent l'accent sur leur insertion dans un réseau social correspondant à un espace plus ou moins défini (le quartier), elles évoquent aussi une intégration linguistique et culturelle à la Catalogne, qui peut faire partie ou non de leurs motivations premières.

Pour Sonja, *castellera* d'origine allemande, la décision de rejoindre une *colla* a été en partie motivée par une volonté de s'intégrer « chez les gens d'ici », en se faisant de nouveaux amis, à une époque où elle ne pensait pas encore s'établir durablement en Catalogne. Elle m'explique avoir découvert les *castells* lors d'une activité proposée dans le cadre d'un cours de catalan qu'elle suivait durant ses études. En me parlant de son « processus d'intégration » à la *colla*, elle souligne l'inclusivité de la pratique, l'importance des activités festives, et l'immersion linguistique qui l'a motivée et aidée à développer un bon niveau de catalan. Aujourd'hui, Sonja sort avec un catalan de la *colla*. N'étant pas citoyenne espagnole, elle regrette de n'avoir pu voter lors du référendum et ne cache pas ses sympathies indépendantistes. Je l'ai vue participer à plusieurs manifestations organisées par le CDR.

María est arrivée à Barcelone il y a une dizaine d'année et a rejoint la *colla* dans les mois qui ont suivi. Originaire d'une petite ville proche de Madrid, elle parle aujourd'hui le catalan – « en faisant pas mal de mélanges », dit-elle –, bien que les membres de la *colla* continuent souvent à s'adresser à elle en espagnol. María dépeint la *colla* comme une famille d'adoption, dans une ville où elle ne connaissait personne, excepté un cousin, lui aussi *casteller* :

Quand je suis arrivée à Barcelone, il m'a proposé d'aller à l'*assaig*. Au début, je n'aimais pas les *castells*. Tout ce qui est contact physique avec des gens que tu ne connais pas du tout... ça ne me plaisait pas. Mais petit à petit, j'ai commencé à aller aux fêtes et j'ai commencé à apprécier ces gens. [...] Tu arrives dans une ville sans connaître personne et tu te retrouves entourée de gens qui t'occupent toute la semaine ! Chaque jour, quelqu'un te propose d'aller boire une bière. Je suis passée du stade où je ne connaissais personne au stade où j'ai commencé à me sentir totalement intégrée à Barcelone. (María)

Ce n'est que plus tard que María dit avoir commencé à aimer les *castells* en tant que tels. Très critique envers le mouvement indépendantiste, elle dit en revanche apprécier la langue catalane qu'elle trouve « rigolote », tout en précisant qu'elle n'aurait pas voulu l'apprendre si on l'y avait obligée.

Filipos, d'origine grecque mais se décrivant comme aujourd'hui « fortement catalanisé », compare lui aussi la *colla* à une seconde famille. Il estime en outre que la *colla* permet de « connaître le quartier en tant que société », compte tenu de la diversité de personnes qu'elle réunit en un même lieu. Ayant gravité autour de plusieurs *colles castelleres* par le passé, il associe explicitement le milieu *casteller* à la « catalanité », en expliquant qu'il offre des opportunités très intéressantes aux personnes qui souhaitent « s'intégrer à la langue et à la culture catalanes », parfois dans des conditions décrites comme peu propices au déploiement de cette « catalanité » :

La première *colla* avec laquelle j'ai eu des contacts était dans une « zone bleue » [zona blava], c'est-à-dire dominée politiquement par le Parti Populaire. En somme, c'était une oasis de catalanité dans une zone pour ainsi dire hostile. (Filipos)

Certains *castellers* d'origine non catalane sont donc explicites concernant leur motivation à s'intégrer à ce qu'ils appellent la « culture catalane », une intégration surtout décrite en termes d'apprentissage de la langue. Même s'ils insistent sur le fait que « ça doit rester volontaire », les *castellers* catalans saluent cet apprentissage. En se référant aux compétences linguistiques, mais aussi à l'acquisition de certaines aptitudes qu'ils considèrent comme des marqueurs identitaires, ils se plaignent parfois à signaler que les personnes d'origine étrangère qui restent suffisamment longtemps à la *colla* finissent par devenir « plus catalanes que pas mal de gens ayant passé leur vie ici ». Dorothy Noyes a elle aussi souligné la récurrence de cette remarque, dans le cadre de son terrain dans la petite ville de Berga, en Catalogne centrale :

The ranking of participation over birth is clear in a remark often made to me and other outsiders who choose to submit to the habits of the community: “You are more Catalan than many Catalans” or “more Berguedan than many Berguedans.” (Noyes 2003 : 70)

Pour certains *castellers*, « le travail d’intégration » de la *colla* dépasse de loin l’aspect linguistique et l’activité *castellera*. Lors d’un repas post-*diada*, une *castellera* intéressée à savoir de quoi traitait ma recherche m’a affirmé :

On intègre tout le monde, à la *colla*, je te dis. [...] Et les gens des autres pays, pour peu qu’ils y montrent un peu d’intérêt, on peut leur offrir une intégration en bonne et due forme dans notre réalité à nous. Regarde, par exemple, William. Il était avec moi dans le bureau de vote le 1^{er} octobre, prêt à se faire casser le nez s’il le fallait !

Bien que tout doive « rester volontaire » (suivant un précepte *casteller* largement reconnu [Vaczi 2016 : 358]), la *colla* rend possible et favorise la participation à des événements qui, aux dires de plusieurs *castellers*, donneraient l’opportunité au *nouvingut* d’acquérir une perception nouvelle de la réalité (catalane) : une certaine lecture des faits relatifs au référendum, à la déclaration d’indépendance et aux opérations policières et judiciaires du gouvernement espagnol. À travers leur participation volontaire, les non-Catalans s’engagent dans un processus qui leur permettra d’être reconnus comme des membres de la communauté.

5.6. Du quartier à la République catalane

Bien que de rares *castellers* aient pu décrire la *colla* en termes d’espace de « catalanité » ou de « catalanisme », la grande majorité (y compris ces mêmes personnes d’origine non catalane qui affirment voir dans le groupe un moyen d’intégration autant culturel et linguistique que social) s’oppose vivement à ces qualificatifs. C’est comme si l’idée même avait quelque chose de gênant en ce sens qu’elle risquerait de mettre à mal l’image du groupe comme doté d’une inclusivité sans limites. L’iconicité de la *colla* comme représentation du quartier peut se heurter à la réalité de sa relative homogénéité linguistique et culturelle, face à un quartier que tous reconnaissent comme hétérogène en termes ethniques et culturels, et que d’aucuns considèrent d’ailleurs comme « moins catalan » que d’autres zones de la ville. Par contraste, l’usage du catalan comme langue véhiculaire majoritaire au sein de la *colla* est sans doute en corrélation avec la présence majoritaire de catalanophones dans un même lieu, sans qu’il ne s’agisse du seul facteur. Des propos que j’ai recueillis vont dans ce sens :

Dans cette *colla*, le catalan est la langue principale, la langue véhiculaire. Mais ce n'est pas pareil dans toutes les *colles*. Auparavant, nous allions avec ma fille à la *colla* de notre village. Et je me souviens que là-bas, seul un petit groupe de personnes parlait catalan. La majorité était hispanophone. C'étaient des immigrés ; j'entends par là des gens venus surtout d'Andalousie. [...] J'ai donc été surprise en arrivant ici, car même si le quartier est très mélangé, la plupart des gens à la *colla* sont catalans. (Eulàlia)

Les non-catalanophones se retrouvent entourés de davantage de catalanophones que ce dont ils ont l'habitude. C'est donc un bon endroit pour développer la langue et personnellement, c'est quelque chose qui me plaît énormément. Les gens se lancent plus facilement qu'ailleurs. Il y en a aussi qui ne le parlent pas, et ce n'est pas grave. (Pol)

Quoique certains migrants ou *nouvinguts* puissent trouver un intérêt à cette immersion linguistique et culturelle, cela dépendra sans doute en grande partie de leur statut social, du fait qu'ils aient un quelconque lien préexistant avec un membre de la *colla*, et peut-être de la connaissance préalable ou non de l'espagnol, qui permet de communiquer avec le groupe dans son ensemble (voir aussi Erickson [2011]). Comme l'indique Herzfeld, les ressemblances sur lesquelles se basent l'iconicité sont nécessairement imparfaites. Par conséquent, « il existe toujours un risque que des gens de l'extérieur dévoilent l'intimité culturelle de la différence que dissimule l'iconicité » (Herzfeld 2007 : 120). Dans le cas d'une iconicité dans laquelle la *colla* représente le quartier, l'un des risques est donc la reconnaissance de la quasi-absence, au sein du groupe, de certaines catégories de personnes, en particulier certaines nationalités, qui sont pourtant reconnues dans d'autres contextes comme caractéristiques du même quartier. Le problème peut donc se situer dans la trop grande homogénéité de la *colla* ou, respectivement, dans la trop grande hétérogénéité du quartier, dans lequel certaines catégories de population agissent comme de potentiels « polluants symboliques » (*ibid.* : 122). Les attitudes que j'ai observées concernant la faible présence de certaines catégories de migrants dans la *colla* allaient de la perplexité à des explications basées sur des stéréotypes.

Malgré les imperfections de l'iconicité, les *castellers* peuvent très bien croire que la *colla* « représente » le quartier, dans le sens où ils en font l'expérience : beaucoup retrouvent dans le local d'*assaig* les mêmes visages qu'ils reconnaissent dans la rue où dans les espaces qui contribuent à construire *leur* quartier. « Avec la *colla*, on fait quartier » (*fem barri*), m'a-t-on souvent dit, « on permet aux gens du quartier de se connaître entre eux ». Polysémique, cette expression de « faire quartier » (*fer barri*) désigne d'abord la perception d'une interconnexion accrue entre les habitants du quartier. « Faire quartier » renvoie aussi souvent à un processus d'*empoderament* (*empowerment*) des habitants, soit une augmentation de leur capacité d'action collective,

notamment dans le cadre de la lutte pour l'accès au logement. Pour celles et ceux qui se représentent leur propre quartier comme « ouvrier », soulignant une « tradition de luttes », le soutien officiel de la *colla* à certaines associations participant à des mouvements sociaux renforce encore cette essentialisation. Dans le cadre particulier de l'automne 2017, « faire quartier » signifiait aussi pour beaucoup participer au mouvement de défense des collèges électoraux. Lors de l'assemblée de création du CDR, dont l'appel avait été relayé par la *colla*, les participants mettaient en avant l'urgence de s'organiser pour « défendre le quartier » contre une probable agression des « forces d'occupation ». Le quartier est donc une « communauté imaginée » (Anderson 1991), dont la perception se construit, dans le cas présent, à travers un tissu associatif dont la *colla* est partie prenante.

Si la *colla* est souvent présentée comme le reflet de son quartier, cela n'empêche en rien d'autres usages de l'iconicité, reliant le groupe avec la Catalogne, ou une future République catalane indépendante, sur laquelle certains *castellers* projettent leurs désirs d'une société meilleure. Dans ce contexte, la présence, même minoritaire, de personnes non catalanes fournit un contenu appréciable aux discours politiques catalanistes sur l'intégration des migrants. Elle permet de contrer l'idée – embarrassante – selon laquelle la construction nationale peut aussi s'accompagner de dynamiques d'exclusion, voire de xénophobie, comme l'ont montré les polémiques autours du resurgissement de la catégorie dépréciative de *xarnego* (Clua i Fainé 2011 : 68-71). Dans les termes de Herzfeld, l'inclusion des migrants à la pratique *castellera* – une activité labellisée comme catalane – permet de « recouvrir » cette intimité culturelle (Herzfeld 2007 : 17), en donnant plus de consistance à l'idée selon laquelle « être catalan » n'est qu'une question de bonne volonté (Pujol 1976). En 2017, des représentants du gouvernement espagnol et de l'opposition unioniste ont régulièrement taxé le mouvement indépendantiste de « nationalisme excluant », tourné vers le passé (Hoy 2018). L'engagement des *nouvinguts* dans une *colla castellera* – qui, de plus, est active dans le mouvement indépendantiste – constitue une réponse par les actes.

6. Des usages politiques de la « culture populaire »

Nous venons de voir que les *castellers* soulignent le caractère « social » et « familial » de la *colla* lorsqu'ils sont amenés à expliquer ce que le groupe représente pour eux. Ces attributs polysémiques sont liés à l'idée d'une solidarité entre les membres du groupe, pouvant s'étendre au-delà des frontières de ce dernier (voir aussi Erickson [2011]). En effet, en considérant que la *colla* « fait quartier », les *castellers* estiment qu'elle contribue au renforcement d'un tissu social enraciné dans un lieu donné. Certaines personnes attribuent une charge politique à ce « réseautage », avançant qu'il permet aux habitants du quartier de lutter, entre autres choses, contre les effets néfastes de la spéculation immobilière. J'ai par ailleurs observé que les canaux d'information de la *colla* (notamment Facebook et Twitter) publiaient régulièrement des déclarations de soutien à certaines associations ou événements liés au quartier. La vague de protestations autour du mouvement indépendantiste a aussi fourni d'innombrables occasions de positionnement politique.

6.1. L'engagement « social » dans la *colla*

J'ai pu constater en effectuant mon travail de terrain que le positionnement de la *colla* en faveur de l'indépendance de la Catalogne était une source significative de tensions internes. En cherchant à glaner plus d'informations sur la gestion de ces tensions, j'ai constaté que les plus indépendantistes de mes interlocuteurs envisageaient néanmoins l'engagement pro-indépendance comme inscrit dans un ensemble plus large de « luttes » que la *colla*, en tant qu'association, avait le devoir moral de soutenir. Sergi, un jeune *casteller* proche du mouvement CUP, m'a assuré que « l'implication de la *colla* dans les mouvements sociaux du quartier » était pour lui une source de fierté, « encore plus que l'engagement indépendantiste ». Sergi attire mon attention sur la question de la gentrification et de la hausse des loyers, qui est un problème social urgent, certains de ses amis ayant été forcés à déménager dans des zones meilleur marché. En effet, la question de l'accès au logement est au centre de nombreuses mobilisations sociales à Barcelone, en raison des problèmes engendrés par le tourisme de masse et la spéculation immobilière (Hoarau 2017 : 186). Un autre « engagement » mentionné par Sergi concerne « l'*empoderament* des groupes opprimés », en particulier les femmes, sujet qui a motivé la création d'une « commission féministe » visant à combattre, depuis la *colla* et à l'intérieur de celle-ci, les discriminations et les agressions sexistes. Ce que les acteurs qualifient d'engagement recouvre donc une multitude d'actions entreprises par des individus et des groupes, parfois avec le soutien direct de l'équipe directrice (*junta*) de la *colla*. Ainsi, certaines actions,

notamment une bonne partie du travail effectué par la commission féministe, semblent plutôt tournées vers l'intérieur du groupe. Toutefois, elles permettent aussi à la *colla* de communiquer à l'extérieur au sujet du travail effectué à l'intérieur. D'autres actions sont davantage tournées vers l'extérieur, ce qui suppose un positionnement politique du groupe ou son soutien apporté à un événement, par exemple via la réalisation d'un *castell* dans un cadre précis, comme une manifestation. Parfois, l'action vise à appuyer concrètement une mobilisation par l'implication directe de ses membres. La *colla* n'est alors pas forcément visible en tant que telle, dans le sens où elle ne réalise pas de *castells*, bien que son soutien à la mobilisation puisse être officialisé par un communiqué. Toutes ces actions ont potentiellement un effet sur les dynamiques internes et peuvent être sources de tensions.

J'ai déjà évoqué la cohabitation en apparence plutôt harmonieuse entre les *castellers*, indépendamment de leurs motivations variées. Toutefois, la volonté de certains membres de s'engager davantage « en tant que *colla* », en faveur de certaines causes a abouti à la tenue d'une assemblée particulière, dans le but de discuter du rôle de la *colla* dans le quartier. J'ai eu la chance de m'entretenir avec Pablo, l'un des instigateurs de cette assemblée, pour qui la *colla* fait partie d'un « tissu associatif » qu'il s'agit de renforcer :

Il faut travailler en réseau. Je crois que le tissu associatif est important dans toute société. Parce qu'il permet à la société d'être protagoniste de son présent et de son avenir. [...] C'est ce qui permet de se rapprocher d'une vraie démocratie. Toi, tout seul, tu ne peux rien changer. Mais en tant qu'élément d'un tissu associatif, là oui, tu peux commencer à modeler la société. [...] Tu contribues au tissu pour que le tissu change la société. C'est pourquoi je participe à cette association et à plein d'autres. Et quand on a fait cette réunion, ce qu'on voulait, depuis la direction, c'était : en tant que *colla*, en tant que base sociale, que voulons-nous faire ? Où voulons-nous aller ? On a parlé de la partie *castells*, qui est importante, mais aussi du côté social, de notre rôle dans le quartier. (Pablo)

Sans être nécessairement en désaccord avec les valeurs qui motivent l'« engagement social », certains *castellers* s'opposent à ce qu'ils considèrent comme une hiérarchisation des objectifs, plaçant cet engagement avant les résultats techniques. Damià a assisté à l'assemblée, qui a réuni selon lui près de la moitié de la *colla*. Tout en affirmant qu'il ne souhaite pas « retirer la question sociale de l'agenda », il estime qu'il ne faudrait pas qu'elle passe avant les « objectifs purement *castellers* », au risque de ne plus être vraiment une *colla castellera*. Au cours de son récit, Damià m'a fait une description fort intéressante de ceux qu'il nomme les « militants sociaux » de la *colla*, un groupe de personnes qu'il associe à la gauche et plus particulièrement à la mouvance CUP :

Cette *colla* contient beaucoup de militants sociaux, des gens qui s'impliquent beaucoup. Ça a été intense.

[...] La *colla* est très marquée par ce profil. Ça lui est inhérent. Je ne veux pas que ça soit mal compris, mais ça se rapproche du concept CUP, pour ainsi dire. Anticapitalisme, antimondialisation, ce genre de choses. Des choses géniales ! La lutte contre les expulsions... Évidemment que je partage certains points.

[...] J'imagine qu'ils voient la *colla* comme un outil puissant, et du coup, ils souhaitent qu'elle s'engage en priorité avec cet objectif. (Damià)

Il ajoute que ces personnes sont « nombreuses et bien organisées » dans la *colla*, d'où leur influence. Ces affirmations viennent confirmer mes propres observations concernant la présence, dans la *colla*, d'un nombre important de membres proches de la gauche radicale et de la CUP.⁴³ Ces personnes ne sont pas organisées formellement, mais elles semblent présentes de façon substantielle dans l'équipe directrice. Lors de discussions informelles, j'ai plusieurs fois entendu parler de la *junta cupaire* (« direction cupiste »), parfois dans le but de la critiquer. Certaines personnes associent donc à l'équipe directrice une orientation politique qui la rapprocherait de la version « antisystème » de l'indépendantisme, vraisemblablement en raison des actions et positionnements politiques entrepris par certains *castellers* qui souhaiteraient que le groupe tout entier s'engage dans le soutien à certaines luttes sociales. Voyons de plus près en quoi consiste cet « engagement social ».

6.2. Lutte contre les expulsions, féminisme et indépendantisme

Dans la pratique, l'engagement de la *colla* passe souvent par son lien avec des associations du quartier auquel elle témoigne son soutien, comme le syndicat de locataires, des organisations féministes, et un *ateneu* populaire. Cela peut s'officialiser par la signature de manifestes, acte par lequel le groupe s'engage à assumer publiquement le soutien. La décision de se positionner est généralement prise lors d'une réunion convoquée par la *junta*. Sergi me signale qu'il s'agit de décisions « prises collectivement », grâce au fonctionnement par assemblées qui a été mis en place par la nouvelle direction. Concrètement, tous les *castellers* ont le droit d'assister à la réunion, d'y donner leur avis et disposent normalement du droit de vote. Une fois la décision prise d'adhérer à un manifeste, de soutenir une organisation ou un événement, l'engagement de la *colla* est rendu visible notamment par le partage d'appels à se mobiliser ou de communiqués qu'elle diffuse sur les réseaux sociaux via ses comptes officiels. Si elles qualifient volontiers ces actions de « politiques »,

43 Certaines de ces personnes m'ont directement confié leurs convictions politiques. Pour les autres, en plus des indices parfois très clairs que constituent les symboles politiques (visibles par exemple sur les vêtements), j'ai simplement constaté leur présence répétée dans certains espaces liés à la « gauche indépendantiste », que ce soit dans le quartier ou dans un tronçon bien précis d'une manifestation. J'ai également été attentif aux interventions auxquelles certaines de ces personnes se livraient sur les réseaux sociaux.

les personnes qui gèrent ces moyens de communication sont attentives au fait que les prises de position publiques doivent éviter les sujets qui pourraient provoquer des dissensions internes. Puisqu'il est diffusé vers l'extérieur, le message se doit d'être suffisamment consensuel :

Le contenu, normalement, c'est moi qui décide. Par exemple : « Venez ce soir à l'*assaig*, car on doit se préparer à la *diada* ». Ou alors : « Venez aider à empêcher une expulsion imminente dans... telle rue ». Pour ce genre de choses, je n'ai besoin de demander à personne. Pas comme pour des sujets vraiment politiques. Bon, empêcher une expulsion, bien sûr, c'est déjà politique. Mais ce n'est pas une question de partis. C'est un engagement social. Il y a des personnes du quartier en jeu. Mais si c'est pour un sujet plus sensible, je demande conseil à la *junta* et on décide de comment nous positionner. (Mireia)

Cette forme d'engagement, qui se limite souvent à relayer des informations, ne m'a pas semblé générer de débat particulier. La participation aux actions se fait, quant à elle, sur une base « purement volontaire », en accord avec ce qui est d'ailleurs présenté comme un principe *casteller*. Comme le dit un membre de la *junta* : « Dans la pratique, ce sont toujours les mêmes qui se bougent pour aller empêcher l'expulsion. On n'est pas forcément disponible au bon moment. Et puis surtout, on ne peut forcer personne à participer. » L'engagement de la *colla* à se solidariser avec les voisins menacés d'expulsion n'affecte pas autre mesure le déroulement ordinaire des *assaigs* et des *diades*. Il semble susciter l'approbation de la majorité des *castellers*, bien qu'ils soient une minorité à y participer réellement. À l'opposé, plusieurs membres m'ont évoqué les remous occasionnés par les actions de la commission féministe. Cette dernière aurait été créée récemment, suite au besoin identifié par un ensemble de femmes de la *colla* de « passer des paroles aux actes », en ce qui concerne l'engagement du groupe contre les agressions machistes. En effet, la *colla* a adhéré il y a quelques années à une association féministe du quartier, qui se dédiait à l'élaboration d'un « protocole antiagressions »⁴⁴ conçu surtout pour être utilisé lors de la *festa major* du quartier, que les *castellers* contribuent activement à organiser. Par la suite, constatant la présence d'attitudes sexistes lors des activités de la *colla*, un groupe de *castelleres* a décidé de créer l'actuelle commission féministe :

44 En me rendant à plusieurs *festes majors*, j'ai constaté que des protocoles de ce genre sont aujourd'hui largement répandus à Barcelone et dans d'autres localités. Ils s'inscrivent aussi dans des campagnes de sensibilisation, souvent directement soutenues par les autorités communales. Le but des protocoles « antiagressions » est de permettre une dénonciation efficace des comportements abusifs à l'encontre des femmes et des personnes LGBT, et d'apporter un soutien direct aux personnes touchées. Chaque fête tend à disposer d'un stand distribuant des documents de sensibilisation, ainsi que d'un groupe de personnes portant un brassard distinctif et chargées d'intervenir en cas de besoin.

Il s'agissait surtout de commentaires. Tu vois, quand les gens grimpent, il peut y avoir un contact physique très étroit. Et aussi dans la *pinya*. Et certains gars de la *colla* s'amusaient à faire des allusions sexuelles. Alors qu'on est censé se concentrer ! Il y a aussi eu des commentaires homophobes, à l'époque, envers un *casteller*, qui a fini par partir. [...] Avec la commission, on a décidé de dire « stop ». La *colla* doit être un espace inclusif, où tout le monde puisse être à l'aise. [...] Il nous est arrivé de demander d'ouvrir la *pinya* et de dire : « On a entendu des commentaires qui n'ont rien à faire ici. Concentrons-nous et reprenons. » Depuis qu'on a commencé à rendre tout ça visible, ces gens se taisent, car ils ne sont plus soutenus par grand monde. En gros, plus personne ne rigole à leurs blagues, et c'est déjà ça. (Natàlia)

Aux dires de plusieurs membres de la commission, leurs initiatives sont vues d'un bon œil par la *junta*. Elles ont par contre créé un certain mécontentement chez quelques *castellers*, qui ont même accusé les membres de la commission de démotiver la *colla*, de provoquer le départ de certaines personnes, et d'être responsable d'une baisse des résultats techniques. Ces réactions négatives concerneraient toutefois un nombre très restreint de personnes. Les activités de la commission ont par ailleurs reçu une subvention de la part de la mairie de Barcelone, dans le cadre d'une campagne plus large contre le sexism. Elles ont également suscité des échos positifs auprès de membres d'autres *colles*, qui prévoient de collaborer à la réalisation d'un *pla de gènere* (« plan de genre ») s'appliquant à toutes les *colles* membres de la CCCC. Concevant la *colla* comme un espace dans lequel sont reproduites « les structures de pouvoir de la société », les *castelleres* de la commission espèrent que leur action aient des effets positifs dépassant de loin le domaine *casteller*, grâce à un travail de sensibilisation et à l'« *empoderament* des groupes opprimés ». Le féminisme est décrit comme un outil de transformation sociale, qui s'applique à tous les domaines de la vie. Pour Laia, membre de la commission, il doit être un ingrédient majeur de la lutte indépendantiste :

Je veux vivre dans une République féministe. Sinon, je n'en veux pas. [Rires] L'indépendance toute seule, franchement, ça vaut quoi ? Il faut qu'il y ait des valeurs sociales, un engagement du gouvernement pour changer la société. Sinon, on reste où on est. Il faut aller vers une société plus juste. Personnellement, j'ai confiance en la CUP. (Laia)

Cet exemple permet de montrer comment l'indépendantisme est associé par les acteurs à des perspectives de changement social. Ce qui vaut pour le féminisme vaut pour énormément de thématiques : l'accès au logement, la santé publique, le système éducatif et plus largement la répartition des richesses sont des thèmes omniprésents dans le discours des *castellers*, lorsque je les interroge sur les raisons de leur soutien à l'indépendantisme. La Catalogne est parfois décrite comme un « pays » portant en lui les germes d'une société meilleure, dont le développement se

trouve entravé par la domination de l'État espagnol. Cette vision s'appuie de temps à autre sur l'idée d'une « façon de faire » (*tarannà*) spécifiquement catalane, qui se manifeste au long de l'histoire, comme me l'explique une *castellera* :

La chose étrange, c'est que nous soyons liés à ce pays, l'Espagne, qui est si différent de nous. Si nous étions indépendants, est-ce que ça irait mieux ? Je pense que oui. En tout cas, ça fonctionnerait différemment, car nous sommes différents. [...] Nous avons nos manières de faire bien à nous : la manière de concevoir l'éducation, la recherche, les politiques sociales,... Tu sais, quand tu bosses en entreprise et que tu te rends compte que ton chef ne sert à rien ? C'est pareil. On a l'impression que ceux qui nous gouvernent en Espagne sont inutiles et qu'ils ne méritent pas d'occuper la position qu'ils occupent. C'est très frustrant. [...] Ma grand-mère a vécu les années de la République. Elle nous expliquait toute les avancées faites en quelques années à peine, notamment dans le domaine pédagogique. Mais ça n'a pas duré longtemps. Après, il y a eu le coup d'État. À la transition, avec l'autonomie, on a d'abord cru que ça irait mieux. Mais il y a une dizaine d'années, ils ont recommencé à dire « non » à tout, et à s'attaquer à tout ce qu'on avait voulu construire. (Eulàlia)

La frustration décrite par Eulàlia se réfère au conflit de compétences entre la Catalogne et l'Espagne, qui devient évident en 2006, lorsque le PP saisit pour la première fois le Tribunal constitutionnel (TC) espagnol, dans le but d'invalider une partie du contenu du nouveau statut d'autonomie. Ces dernières années, le TC a également annulé un certain nombre de lois qui avaient été adoptées en Catalogne à une large majorité, la plupart sans lien apparent avec le *procés* (*El Nacional* 2018b). Une autre *castellera* se dit convaincue que la Catalogne serait « plus avancée sur le plan social et environnemental »⁴⁵, si ces lois n'avaient pas été bloquées, et que l'indépendance serait par conséquent un moyen d'y remédier. Les actions récentes du TC ont sans doute renforcé chez certains la perception selon laquelle la Catalogne est un « pays », doté de dynamiques propres, dont le destin est contredit par la domination de l'État espagnol. Par là même, elles ont probablement augmenté le soutien accordé à l'indépendantisme dans des catégories sociales jusqu'alors restées hermétiques aux arguments identitaires (linguistiques et culturels) du nationalisme. J'aimerais aussi suggérer par là que les multiples formes de l'« engagement social » dans la *colla*, du féminisme à la lutte contre les expulsions, en passant par l'inclusion des migrants, peuvent très bien être conçues par les acteurs comme liées au processus indépendantiste – sans toutefois se confondre avec lui. Certaines personnes, comme Eulàlia, y voient une continuité avec le

45 En effet, parmi la quarantaine de lois suspendues ou annulées, plusieurs concernaient le logement, prévoyant une amélioration des droits des locataires en situation de précarité lors des procédures d'expulsion, ainsi qu'une taxe sur les logements vides. Il y avait aussi une loi dite « de l'égalité de genre », et plusieurs lois touchant à des questions environnementales, notamment la « loi sur le changement climatique », qui visait à taxer les principaux émetteurs de gaz à effet de serre (*El Nacional* 2018b).

passé et l'expression d'un tempérament catalan. D'autres affirment se distancier du « nationalisme » et du « catalanisme », tout en voyant dans le processus indépendantiste de possibles brèches dans un ordre social injuste :

Je me considère anarchiste et internationaliste. Je suis catalan, mais je ne me sens pas concerné par le catalanisme. Pour moi, ça appartient à une autre génération, quand ils luttaient contre Franco. [...] Mais derrière le drapeau catalan, beaucoup de minorités et de groupes opprimés se sont mis à lutter pour des causes qui vont bien plus loin que la volonté de créer un nouvel État. [...] Je suis pour que les choses aillent mieux. En Catalogne, en Espagne, dans le monde. Qu'on arrête d'expulser impunément les gens de chez eux, de faire des coupes dans la santé, dans l'éducation... Si la République est un outil pour donner plus de pouvoir au peuple, alors je suis pour. (Oriol)

Je ne veux pas d'un nationalisme [catalan] qui, une fois l'indépendance obtenue, se frappe la poitrine et hisse des drapeaux partout. Ce qui compte, c'est que mon peuple puisse s'autogouverner. J'aimerais que la classe ouvrière et les groupes opprimés puissent jouir de leurs droits fondamentaux, peu importe dans quel État. Je pourrais vivre dans un État espagnol qui garantisse cela. [...] D'ailleurs, la vraie gauche espagnole et le mouvement antifasciste soutiennent ce qui se passe ici. Et même si nous devenons un État indépendant, nous continuerons de travailler avec ces gens-là, en Espagne et dans le monde, car nous sommes conscients de nos intérêts communs. (Sergi)

En parlant du « peuple » (*el poble*), des « gens » (*la gent*), ou parfois des « nôtres » (*la nostra gent*), Oriol et Sergi semblent se référer à un sujet collectif qui n'est pas spécifiquement national, mais qui se définit par une condition d'oppression partagée. L'État espagnol est identifié comme responsable, du moins en partie, de cette oppression, ce qui conduit à une sympathie pour le projet de République catalane. Pour ces personnes, l'« engagement social » sous ses diverses formes est présenté comme une « fierté » : celle de faire partie d'une *colla* « spécialement sociale ». L'intérêt porté par ces *castellers* à la pratique elle-même doit par conséquent être abordé en relation avec les multiples vertus qu'ils attribuent au groupe.

6.3. L'engagement indépendantiste de la *colla*

L'une des premières activités auxquelles j'ai participé avec la *colla* (en dehors des entraînements) a eu lieu à l'appel d'une plateforme indépendantiste créée par un groupe d'organisations du quartier, comprenant les sections locales des partis indépendantistes (ERC, le PDeCAT et la CUP), de l'ANC, ainsi que plusieurs associations de voisins. Quelques jours après les manifestations du 20 septembre, l'événement s'inscrivait dans la *campanya del sí* (« campagne du oui »), menée par les

organisations indépendantistes et décrétée illégale par l'État central. Les *castellers* avaient été invités à y apporter leur soutien par la réalisation d'un *pilar*. S'agissant d'un événement pro-indépendance, les personnes intervenant au micro exposaient leurs arguments en faveur de la « République catalane », assortie de multiples vertus démocratiques, « sociales » et « inclusives », sorte d'antithèse au « régime de 1978 » – nom donné par ses détracteur à l'État espagnol issu de la transition. Parmi les participants, un homme d'origine pakistanaise dénonce, en catalan, « l'usage de forces armées contre les citoyens » (en référence à la garde civile) et conclut : « Ce n'est même plus une question d'indépendance : il en va de notre dignité. » Son discours est particulièrement applaudi et l'intervenant suivant se réjouit de voir que « des gens nés hors de Catalogne se solidarisent avec la cause catalane en soutenant le référendum ». À l'approche de la fin de l'événement, les *castellers* commencent à se positionner à côté de la scène, face au public composé d'une centaine de personnes. « On n'est pas très nombreux, mais on fera avec », remarque une *castellera*, avant de confier à l'*enxaneta* un drapeau enroulé, que l'enfant hissera au sommet de la tour. Il s'agit d'un drapeau de campagne de l'ANC portant l'inscription *Sí*, symbolisant le oui à l'indépendance. Lorsque les discours se terminent, les musiciens de la *colla* entonnent le *Toc de castells* rythmant l'édification du *pilar*. Une fois parvenue tout en haut, l'*enxaneta* déploie le drapeau qu'elle brandit pendant quelque secondes, avant de se préparer à redescendre, sous les applaudissements. Une fois la tour démontée, un *casteller* hurle à pleins poumons : « Vive la Catalogne... » (*Visca Catalunya...*), ce à quoi le public répond instantanément : « ... libre ! » (*lliure !*). Les hauts parleurs de la scène diffusent aussitôt *El cant dels Segadors*, l'hymne de la Catalogne. Les *castellers* présents semblent satisfaits de la performance, bien que certains déplorent que si peu de membres de la *colla* aient été présents. L'un d'eux me donne une double explication :

Certains ont la flemme de se bouger un samedi pour juste faire un *pilar*. Et d'autres ne sont pas spécialement indépendantistes. Ça, c'était une action clairement indépendantiste, pas juste pour revendiquer la démocratie.

Il est vrai que le *pilar* réalisé ce jour-là était autrement plus modeste que les constructions édifiées lors des *diades castelleres* auxquelles je me suis rendu par la suite. Rassemblant généralement plusieurs *colles* sur une place publique, les *diades* n'ont a priori rien de politique selon les *castellers*. Néanmoins, un œil un tant soit peu averti ne manquera pas de constater la présence de nombreux insignes catalanistes ou indépendantistes, que les membres de la *colla* cousent sur leur chemise afin de la personnaliser. Parmi les plus répandus, on trouve les diverses versions du drapeau indépendantiste catalan, qui viennent s'ajouter à des symboles *castellers* – comme la devise

Força, equilibri, valor i seny. Certains membres arborent aussi les couleurs du pays basque, de la Deuxième République espagnole, ainsi que des symboles féministes, communistes et anarchistes.

Une des premières *diades* à laquelle j'ai assisté a eu lieu dans le cadre des festivités de la Mercè (*festa major* de Barcelone), qui est l'une des échéances les plus attendues de l'année, rassemblant de nombreuses *colles*, qui édifient l'une après l'autre leurs *castells* et *pilars* sur la place Sant Jaume, en vieille ville de Barcelone. Les médias sont présents et des voix sorties de haut-parleurs annoncent les *actuacions* (« performances ») et en commentent le déroulement et les résultats, à l'image d'un match sportif. À une semaine du référendum, la *diada* de la Mercè se déroule cette année-là dans un climat d'exception. Nous nous y rendons à pied depuis le local de la *colla*. À quelques centaines de mètres de l'entrée de la place, les *castellers* commencent à se préparer, en enfantant leurs chemises et leurs *faixes*. Désormais visibles en tant que *colla*, identifiables par le blason apposé aux chemises, nous nous rapprochons petit à petit de la place, dans un cortège festif animé par les percussionnistes et musiciens du groupe. Certaines personnes lancent le slogan *Els carrers seran sempre nostres*⁴⁶ (« Les rues seront toujours à nous »), repris en cœur par une partie conséquente de la *colla*, ainsi que par une partie du public, comprimé contre les murs des ruelles qui mènent à la place. Après que les différentes *colles* aient pris place aux endroits qui leur étaient assignés, la *diada* peut commencer. L'hymne national catalan, joué par les différents groupes de *grallers* et entonné par la foule, annonce le début des édifications. Suspendue au bâtiment de la municipalité, une énorme banderole réclame « Plus de démocratie » (*Més democràcia*). Soudain, des milliers de petites feuilles de papier se mettent à pleuvoir sur la foule. Jetées du haut d'un bâtiment, elles sont en tous points identiques aux bulletins de vote qui seront utilisés lors du référendum. Cette action surprise réalisée par Òmnium pour revendiquer le « droit de décider » nous avait été annoncée par Jaume lors du dernier *assaig*. La foule se met alors à crier : « Nous voterons ! » (*Votarem!*). Les *castellers* avec qui je me suis brièvement entretenu après la *diada* semblaient considérer comme allant de soi cette manifestation en faveur du « droit de décider » : « Nous sommes une *colla* indépendantiste, mais en l'occurrence, ça n'est même pas une question d'indépendance. On défend juste quelque chose de normal dans n'importe quel pays civilisé : le droit de voter. » Un *casteller* m'affirmera aussi avec ironie : « En voulant empêcher le référendum par la force, le gouvernement espagnol est en train de faire campagne pour l'indépendance. Ils nous facilitent carrément la tâche ! »

46 Selon un *casteller*, ce slogan était encore il y a peu l'apanage des milieux altermondialistes et d'extrême gauche. Durant les semaines précédant le référendum, il est devenu l'un des grands classiques des mobilisations indépendantistes.

La propension du mouvement indépendantiste à gagner des soutiens en générant un certain consensus sur la légitimité du « droit de décider » a été mise en évidence par des études antérieures sur le sujet (Clua i Fainé 2014). À l’automne 2017, les actions de la police visant à empêcher la votation ont augmenté la crédibilité des discours dépeignant l’État espagnol comme peu démocratique. Cela a sans doute contribué à ce que des personnes se considérant comme non indépendantistes (et certaines, non catalanes) se solidarisent avec les mobilisations pour le référendum et contre les actions répressives. Ce n’était toutefois nullement le cas de l’ensemble de la population catalane, comme l’ont montré les défilés unionistes, lors desquels des manifestants saluaient la suspension de l’autonomie et l’emprisonnement des politiciens, considérés comme des délinquants. Ce que les indépendantistes ont parfois qualifié de « coup d’État » contre les institutions catalanes était alors vu comme un juste retour à la démocratie (voir Ara 2017c). Dans ce contexte, arborer un drapeau de soutien aux « prisonniers politiques » suppose au minimum que l’on questionne la légitimité des institutions espagnoles responsables des emprisonnements. En Catalogne, les *Comuns* sont le seul courant non indépendantiste d’envergure à s’être opposé sans ambiguïté aux emprisonnements et à l’application de l’article 155 (*El Nacional* 2018a). Ce positionnement a par exemple conduit Ada Colau – maire de Barcelone et membre de *Barcelona en Comú*, coalition de gauche opposée à la « voie unilatérale » – à porter le ruban jaune (*llaç groc*) en public et à le faire afficher sur certains bâtiments de la municipalité. Il s’agit cependant d’une posture politique très minoritaire et l’usage intensif de ce symbole par l’ensemble des organisations pro-indépendance n’a fait que renforcer son association étroite avec le mouvement indépendantiste.

Si la question des emprisonnements est devenue une source importante de désaccords dans la vie politique et dans les médias catalans, un consensus semblait régner dans la *colla* quant à leur indiscutable injustice. Peu après l’entrée en prison de Jordi Sànchez et Jordi Cuixart, une assemblée de la *junta* a décidé que la *colla* dédierait le *pilar d’inici* (« pilier d’ouverture »⁴⁷) de chaque *diada* aux « prisonniers politiques » afin de réclamer leur libération. D’autres *colles* ont pris des décisions similaires et les *diades* auxquelles j’ai assisté en automne étaient pratiquement toutes l’occasion d’un déploiement de drapeaux en faveur de la « démocratie », ou arborant le symbole du ruban jaune. Il est important de souligner que le drapeau indépendantiste n’était par contre jamais brandi lors de ces représentations. Mes informateurs semblaient formels : la *colla* était unie pour le respect des « droits fondamentaux », mais se devait de respecter également la « diversité d’opinions » : dans le contexte d’une *diada*, hisser une *estelada* aurait pu heurter les « unionistes » de la *colla*.

⁴⁷ En effet, les *pilars* sont souvent réalisés au début et à la fin, en guise d’ouverture et de clôture de la *diada*.

Pourtant, entre octobre et décembre, certaines publications de la *colla* sur les réseaux sociaux parlaient d'elles-mêmes : les références aux « prisonniers politiques » étaient souvent associées à des revendications clairement indépendantistes, comme dans un post publié en novembre qui concluait : « Liberté ! Amnistie ! République catalane ! »⁴⁸ Par ailleurs, comme me l'a confié un *casteller* ayant rejoint la *colla* quelques jours après moi : « Dès que j'ai entendu le discours de Jaume à la fin du premier *assaig*, j'ai compris dans quel genre de groupe je débarquais. » En effet, les discours du président à la fin de chaque entraînement ne laissait planer aucun doute sur les opinions politiques de ce dernier, qui se plaisait à rappeler régulièrement que « nous sommes une *colla* indépendantiste », avant de commenter l'agenda des activités à venir qui, bien souvent, comprenait des manifestations convoquées par les organisations indépendantistes. À mesure que je faisais connaissance avec les *castellers* en leur expliquant les raisons de ma présence, un certain nombre d'entre eux me faisaient peu ou prou la remarque suivante : « Toi qui t'intéresses au mouvement indépendantiste, il faut que tu saches que notre *colla* a été l'une des premières à se déclarer indépendantiste. » Je me suis alors interrogé sur les motivations ayant conduit à l'officialisation de cette orientation politique. J'ai compris que les indépendantistes de la *colla* n'avaient pas attendu que celle-ci se positionne officiellement pour faire un usage politique du symbole *casteller* et du blason (*escut*) de la *colla*. Ainsi, le président décrit cela comme un moyen de rendre la *colla* plus cohérente avec ses actions :

Historiquement, pour la *colla*, ça n'était pas clair. Tous les 11 septembre [fête nationale catalane], quelques personnes allaient faire un *pilar* avec l'*estelada* et tout ça. Mais la *colla* n'avait aucune position officielle par rapport à cela. [...] Or, le fait de ne pas te positionner, de ne rien dire, c'est également contradictoire. [...] Cette ambiguïté a duré un moment. Il y avait le secteur indépendantiste qui réclamait que la *colla* se positionne d'une manière ou d'une autre. Il y avait aussi des gens qui ne voulaient pas qu'on touche à ce sujet, car tout allait bien pour eux. Et finalement, il y a environ cinq ans, il a été décidé en assemblée qu'on serait indépendantistes. Ça a été voté, mais ça en est resté là. (Jaume)

La volonté de se positionner est surgie dans un moment de croissance rapide du mouvement indépendantiste, dans lequel de nombreuses associations liées à la « culture populaire » commençaient à se joindre à des manifestations, notamment celles organisées par l'ANC :

48 Il s'agit d'une référence explicite à un célèbre slogan datant de la transition démocratique, qui réclamait non pas l'indépendance, mais l'autonomie : « Liberté ! Amnistie ! Statut d'autonomie ! » (Morera 1992 : 157)

Avant, dans les manifs, il y avait juste des types qui criaient au mégaphone. Maintenant, c'est beaucoup plus coloré, moins ennuyeux. Il y a des *castells*, mais aussi des *gègants*, des *batucades*, des groupes de *gralles*, bref : des groupes d'animation. Ce sont des éléments qui se sont incorporés aux manifestations ces dernières années. Les gens disaient : « Bon, qui veut aller à la manifestation ? Combien serons-nous ? Quatre ? Dix ? Vingt-cinq ? » C'était très spontané. C'est seulement par la suite que certains de ces groupes ont adhéré plus ou moins officiellement à des plateformes indépendantistes comme l'ANC. (Xavier)

La recherche menée par Vaczi présente les dilemmes provoqués par ce lien étroit entre le milieu *casteller* et le catalanisme, au moment de l'irruption du mouvement indépendantiste comme protagoniste déterminant dans la vie politique et sociale. L'auteure donne l'exemple d'un président de *colla* réticent à ce que son groupe se joigne à une mobilisation indépendantiste. Après une votation interne donnant la majorité aux partisans de la mobilisation, le président a dû se résigner à ce que la *colla* participe à l'événement (Vaczi 2016 : 365). Pol, un *casteller* ouvertement indépendantiste m'a expliqué avoir d'abord redouté qu'un positionnement officiel de la *colla* ne génère des tensions, et peut-être le départ de certaines personnes. Il en tire aujourd'hui un bilan plutôt positif, affirmant que cela a justement permis d'éviter que des débats permanents n'entravent la participation de la *colla* à des actions indépendantistes, alors que la majorité de ses membres y est favorable :

Avec du recul, je crois que ça se passe très bien. Le fait d'avoir pris cette décision donne une marge de manœuvre à la *junta*, dans un contexte où les événements s'enchaînent parfois très rapidement. Cela permet à la *junta* de se positionner sans que personne ne lui fasse de reproche. [...] Le fait qu'on soit indépendantiste ne veut pas dire qu'on ait exclu des gens ! Ça n'est en rien un élément fondamental dans la vie de la *colla*. Cela signifie simplement qu'on se joint parfois à des événements indépendantistes, auxquels participent les gens qui le souhaitent. La participation est complètement volontaire, comme pour n'importe quelle autre activité de la *colla*, d'ailleurs. (Pol)

Contrairement à Pol, Jaume considère que le caractère indépendantiste fait partie de l'« ADN » du groupe, au même titre que le féminisme et l'« engagement social ». S'il reconnaît que « quand la *colla* s'est déclarée indépendantiste, il y a eu quelques départs », il présente le positionnement politique comme un devoir moral :

Je ne conçois pas une organisation qui ne se positionne pas. Face aux agressions commises actuellement par le régime de 1978, ne pas se positionner, ça serait se positionner du côté de l'opresseur ! Tu ne peux pas être neutre. « Vivre veut dire prendre parti. »⁴⁹ Pour moi, la *colla*, c'est pareil. [...] Au moins, depuis qu'on s'est positionné, les choses sont claires. Les gens qui entrent savent que la *colla* a ce profil : elle est très sociale, indépendantiste et avec cette composante féministe. Peut-être que des gens nous rejoignent spécifiquement pour ça, tu ne crois pas ? (Jaume)

Quoi qu'il en soit, la plupart de mes interlocuteurs percevaient de manière positive l'investissement de la *colla* dans le mouvement indépendantiste, notamment en ce qui concerne la réalisation de *castells* dans des manifestations. Certains considéraient que c'était une manière comme une autre de « faire de la pub pour la *colla* », tout en soutenant concrètement une cause qui leur tenait à cœur :

C'est important que les gens visualisent que les *castellers*, en tant que *colla*, soutiennent l'indépendance, même si, en réalité, il y en a dans le groupe qui pensent autrement. Cela crée une image plus forte. Comme les paysans avec leurs tracteurs. Ou les pompiers. Les gens se souviennent que « les pompiers de Barcelone » ont participé à la manifestation, et non pas juste « quelques pompiers » par-ci par-là. (Damià)

Toutefois, d'autres personnes présentaient un avis plus nuancé. Tout en étant bien souvent favorables à l'indépendance, plusieurs *castellers* semblaient craindre que le positionnement officiel de la *colla* ait comme conséquence de restreindre l'accès à de potentiels nouveaux membres ou d'en incommoder certains. Ainsi, Pablo prend soin de bien distinguer l'indépendantisme du « droit de décider » et du « catalanisme ». Le positionnement indépendantiste est vu comme une possible source de discorde :

Je n'étais pas encore membre, quand la *colla* s'est déclarée indépendantiste. Mais j'aurais voté contre, ou blanc. Je crois que le « droit de décider » est une chose très importante. Plus c'est démocratique, mieux c'est. Mais pour ce qui est de l'indépendance... Je pense que cela peut fermer des portes à des potentiels nouveaux *castellers*. Et bien sûr, je n'aime pas cette idée. On pourrait se positionner dans un sens catalaniste : pour défendre la culture et la langue catalanes. Ça n'est pas tout à fait la même chose. (Pablo)

Toutefois, de façon générale, mes interlocuteurs considèrent que la *colla* n'a jamais cessé d'être inclusive : « Le fait que notre groupe soit indépendantiste ne veut pas dire qu'on rejette les personnes ayant une opinion différente. » En outre, la présence de personnes unionistes m'a souvent

49 Jaume reprend ici un slogan popularisé par la CUP (*Viure vol dir prendre partit*). La phrase est attribuée au marxiste italien Antonio Gramsci. Ce slogan est également repris dans une chanson de propagande pour le oui au référendum (*Agafant l'horitzó*, réalisée par le groupe Txarango).

été présentée comme une preuve de la tolérance et du caractère inclusif du groupe – de la même manière que la présence de non-Catalans, dont j'ai déjà parlé :

On peut prendre l'exemple de Francisco. Il est unioniste, espagnol, et il parle castillan. Ça ne l'a pas empêché d'être *cap de colla* pendant des années. Évidemment, toi, tu n'as pas connu ça, mais imagine qu'il donnait les instructions en castillan. C'était drôle ! Enfin, tout ça pour dire qu'il n'y a pas la moindre discrimination dans la *colla* à ce niveau-là. On est libre de penser ce qu'on veut. (Filipos)

De l'avis général, la *colla* est donc un espace où coexistent harmonieusement une majorité d'indépendantistes et une minorité d'unionistes. Néanmoins, les événements de l'automne ont suscité de vifs débats sur la manière dont le groupe devait alors se positionner et agir. L'« ADN » indépendantiste commençait à avoir des conséquences sur la vie du groupe :

À l'époque où on a voté d'être une *colla* indépendantiste, je crois qu'on voyait ça comme quelque chose d'un peu folklorique. Aujourd'hui, c'est un engagement qui a des implications. On doit donc agir en conséquence. Le fait que la *colla* soit indépendantiste implique simplement qu'elle doit aider à obtenir l'indépendance. Point. (Jaume)

Quelques jours avant le 1^{er} octobre, la *junta* a convoqué les *castellers* à participer à une assemblée, qui devait statuer sur le rôle de la *colla* dans les jours à venir, et notamment le jour du référendum. Présent à la réunion, j'ai pu constater un certain nombre de désaccords entre les participants : alors que certains prenaient pour acquis que « les *castells* sont indépendantistes depuis un bout de temps », d'autres estimaient qu'un positionnement politique trop marqué pouvait contredire les objectifs de diversité interne et d'inclusivité. Toutefois, les personnes présentes se sont mises d'accord sur l'importance de « défendre la démocratie ». « On ne peut tout de même pas les laisser instaurer une dictature en Catalogne ! », s'exclamait une *castellera*, en référence au « débarquement » de la Police nationale et de la Garde civile. À la fin de l'assemblée, il a été décidé que quelques personnes de la *colla* s'occuperaient de maintenir un lien avec le CDR du quartier, afin de coordonner la « défense des bureaux de vote ». Par ailleurs, il a été prévu que des *assaigs* puissent être annulés en cas de force majeure, afin de maximiser la participation à certaines manifestations qui auraient lieu au même moment. Cette dernière décision a d'ailleurs été la principale source de désaccords dont j'ai pu être témoin dans les semaines suivantes. La *junta* a en effet annulé plusieurs entraînements au mois de septembre et octobre, ce qui a suscité diverses plaintes de la part de *castellers* comme Jordi, qui jugeait que cela perturbait inutilement les activités de la *colla* :

Les gens planifient leur vie en fonction des activités de la *colla*. On ne peut pas annuler tous ces *assaigs* comme ça. Il aurait fallu que les gens qui le souhaitent aillent à la manifestation et que les autres puissent s'entraîner, quitte à ce que ce soit en plus petit groupe. À la longue, ce genre de décisions peut avoir des conséquences pour la *colla*. (Jordi)

Il convient de noter que Jordi et sa famille comptent parmi les *castellers* les plus assidus. Ils affirment n'avoir manqué qu'une poignée d'entraînements, en plusieurs années de pratique. Bien qu'ils critiquent certaines décisions prises par la *junta*, j'ai constaté leur présence à pratiquement tous les événements politiques, notamment lorsqu'il s'agissait de réaliser un *pilar* au milieu d'une manifestation. Si l'annulation d'un certain nombre d'entraînements a parfois déplu, cela ne semble pas être dû aux motivations politiques sous-jacentes. D'autant plus que, comme me l'ont assuré certains *castellers* : « Des *assaigs* ont été annulés, mais je ne crois pas que nous l'ayons fait en tant que *colla* indépendantiste. On a plutôt fait ça en tant que démocrates et défenseurs des libertés. » « C'était le moment de faire *pinya* dans la rue », affirme Laia, en remarquant que « certains unionistes étaient tout autant horrifiés que nous par les violences et la menace du 155 ». Ainsi, la grande majorité des personnes avec qui je me suis entretenu ne présentait pas l'engagement indépendantiste de la *colla* comme particulièrement conflictuel. Elles soulignaient plutôt la bonne entente entre tous les *castellers*, indépendantistes ou unionistes, unis dans le rejet de la répression et de l'autoritarisme. J'ai alors cherché à comprendre qui étaient les unionistes de la *colla*. Comment ces personnes vivaient-elles leur appartenance au groupe, au moment où l'indépendantisme était devenu l'un des principaux sujets de conversation et altérait le déroulement habituel des activités de la *colla* ?

6.4. Des unionistes « respectables »

Le terme « unionisme » englobe toutes les tendances politiques visant à maintenir l'unité de l'Espagne. Il est utilisé en Catalogne dans les discours politiques et médiatiques pour désigner les différents courants opposés à l'indépendantisme et à la « voie unilatérale ». L'unionisme est représenté politiquement par des partis comme le PP et Ciutadans, l'association Societat Civil Catalana, et par le PSC. De nombreux *castellers* qualifient ces organisations d'« espagnolistes » (quoique de façon plus nuancée concernant le PSC), notion renvoyant à un nationalisme espagnol exclusif, incompatible avec la reconnaissance d'une identité culturelle catalane distincte, et parfois synonyme d'« attaques » contre le système d'immersion linguistique. Les médias locaux ont relayé plusieurs fois la présence de groupes d'extrême droite dans les défilés unionistes de l'automne

2017, donnant parfois lieu à des agressions à caractère raciste contre des migrants (Ara 2017b, c). « J'ai vu un groupe de fachos avec des drapeaux franquistes, depuis le bus », me lance une jeune *castellera*, un dimanche de *diada*, avant le début des *actuacions*. Alors que la *colla* se prépare à ériger un *pilar d'inici* en hommage aux « prisonniers politiques », les rues de Barcelone s'emplissent à nouveau de manifestants unionistes, saluant la récente mise sous tutelle de la Catalogne par l'Espagne, au moyen de l'article 155. Organisée par Societat Civil Catalana, la manifestation a réuni près de 300 000 personnes (Ara 2017c). Après la *diada*, des *castellers* consultent les nouvelles sur leurs téléphones portables. Certains constatent avec surprise la présence du dirigeant du PSC, Miquel Iceta, souriant en tête de cortège aux côtés de membres du PP (voir *El Nacional* 2017). « Qu'il soit contre l'indépendance, ça n'est pas nouveau. Mais qu'il fasse des selfies avec cette clique de fachos, ça me dépasse ! », s'exclame un *casteller*. « A-t-il déjà oublié l'histoire ? A-t-il oublié d'où il vient ? » Si la présence du leader socialiste aux côté de la droite « espagnoliste » dérangeait autant ce jour-là, c'est sans doute en raison du rôle historique du PSC, issu d'une lignée politique réprimée sous le franquisme, et devenu l'une des principales forces défendant le retour de l'autonomie catalane dans la transition démocratique. Pour beaucoup de mes interlocuteurs, le parti se situait désormais dans le camp de l'opresseur, de par la « trahison » qui signifiait son soutien à l'application de l'article 155, faisant planer sur la Catalogne la menace d'une ingérence de l'État espagnol dans les médias, les politiques linguistiques et le système éducatif. Dans la *colla*, et peut-être de façon accrue dans le CDR, les discours sur les mobilisations unionistes soulignaient avant tout la proximité de ces dernières avec le « fascisme » et l'extrême droite. Pour les *castellers*, il allait par contre de soi que la minorité unioniste de la *colla* n'avait aucun lien avec ces « ennemis de la démocratie » :

Oui, il y a des personnes unionistes dans la *colla*, mais elles se joignent aux manifestations pour le droit de décider et la démocratie. Je n'ai jamais vu d'hostilité anticatalane dans la *colla*. J'aime beaucoup les unionistes de la *colla*. Et je pense que si je les apprécie autant, c'est justement parce qu'ils partagent avec moi cette sensibilité, cette volonté de défendre les droits des personnes. Je crois que beaucoup d'unionistes ont fait grève le 3 octobre, parce qu'ils étaient choqués par ce qui s'était passé le jour du référendum. Ils voulaient voter « non » et on ne les a même pas laissé voter tranquillement ! Ces personnes étaient autant indignées que nous. (Sergi)

Les *castellers* dont j'ai spontanément fait connaissance durant le premier mois à la *colla* semblaient être pratiquement tous favorables à l'indépendance, y compris ceux d'origine non catalane. L'une des premières personnes à me faire part de son malaise face à l'indépendantisme est Jane, une *castellera* d'une soixantaine d'années, d'origine canadienne, qui ne manquait pratiquement aucun

assaig. Lors d'un entretien en catalan, elle m'a expliqué avoir rejoint la *colla* par intérêt pour les *castells*, qu'elle conçoit comme une activité physique et « sociale », adaptée à son âge et à sa condition physique. Lorsque je lui ai demandé son avis au sujet des événements récents, elle s'est dite lassée par la surabondance de drapeaux, surtout catalans, qui lui rappelait un film sur la seconde guerre mondiale :

Je suis contre le nationalisme, car je suis socialiste. Je sais qu'il y a plein de problèmes politiques ici. Beaucoup de corruption. Je comprends bien que les gens en aient marre. Mais leur histoire de République... Au final, deux blocs s'affrontent et ça ne mène nulle part. [...] Et pour moi, il n'y a pas vraiment eu de référendum. Trop peu de gens sont allés voter, pour un sujet si important. (Jane)

Pourtant, Jane me raconte qu'elle a participé à sa façon à la mobilisation du 1^{er} octobre, en accompagnant au bureau de vote une amie catalane effrayée par la perspective des violences policières, puis en apportant de l'eau et de la nourriture aux personnes rassemblées sur place. Concernant l'engagement indépendantiste de la *colla*, elle affirme simplement ne participer à aucune action « politisée », se contentant des *assaigs* et des *diades* « normales ».

Roberta est davantage impliquée dans les activités annexes, souvent présente aux repas de la *colla*. « Jo sóc catalana, pero mis padres son andaluces »⁵⁰, m'indique-t-elle, dans un mélange de catalan et d'espagnol, après que je lui ai expliqué le but de ma recherche. Née en Catalogne sous le franquisme, elle n'a appris le catalan que tardivement et dit ressentir de la honte à le parler, en raison de son accent. Mariée à un Catalan indépendantiste, Roberta est pourtant contre l'indépendance et justifie cela par ses origines et sa double identification à la Catalogne et à l'Espagne : « Je suis très attachée à la Catalogne. C'est ma terre ! Mais je ne cesse pas d'être espagnole pour autant. Je suis les deux et je ne vais pas changer. » Elle raconte être allée voter le 1^{er} octobre et être restée toute la journée devant le bureau de vote. « Le référendum en soi, j'étais pour. Chacun doit pouvoir exprimer ses convictions et respecter aussi le résultat. » Elle évoque également les prochaines élections locales, et s'attend à une nouvelle victoire indépendantiste :

J'irai voter et dire ce que je pense. Même si je sais que ce ne sont pas mes idées qui vont gagner. Il faut s'adapter à la réalité. Pourquoi irais-je critiquer le résultat d'élections, si c'est ce que veulent les gens ? Tout ce que j'espère, c'est que quoi qu'il arrive, cela soit bon pour la Catalogne. (Roberta)

50 « Je suis catalane, mais mes parents sont andalous. »

J'ai pu observer que Roberta se rendait à pratiquement chaque *assaig* et *diada*, accompagnée de son mari et de leur fils. Elle considère que les *castellers* jouent un rôle fondamental dans le quartier en aidant à briser l'isolement social dont souffrent certaines personnes et espère que la *colla* grandisse dans les années à venir. Si elle dit bien s'entendre avec tout le monde, elle reconnaît toutefois rester discrète quant à ses idées politiques. C'est moins le cas de María, une *castellera* d'origine madrilène, que j'ai évoquée précédemment. Arrivée en Catalogne il y a une dizaine d'année, elle fait aujourd'hui partie de l'équipe technique, au sein de laquelle elle prône une certaine rigueur disciplinaire, « indispensable pour réaliser de grands *castells*, n'en déplaise à ceux qui viennent à l'entraînement juste pour rigoler. » À l'entendre, sa position relativement privilégiée dans la *colla* lui permet d'exprimer librement ses désaccords avec la ligne politique qu'elle désapprouve. En effet, pour María, le positionnement pro-indépendance compromet le caractère inclusif de la *colla* :

Ce qu'il y a de merveilleux avec les *castells*, c'est leur capacité à intégrer tout le monde. Après avoir fait cette assemblée sur le positionnement indépendantiste, quelques personnes ont quitté la *colla*. Notamment une Italienne et un Français. [...] Il faut aussi penser que les gens qui ne connaissent pas le monde *casteller* ne peuvent pas deviner que c'est ouvert à n'importe qui. Alors si en plus ils voient que c'est un groupe indépendantiste... Personnellement, si je débarquais aujourd'hui à Barcelone en tant qu'étrangère, je n'irais pas à cette *colla*. (María)

María se défend pourtant d'être « anti-indépendantiste ». Elle préfère exprimer son positionnement comme équidistant, en raison notamment de ses origines : « Ici, pour beaucoup, je suis “la Madrilène”. Quand je rentrerai dans la famille pour Noël, de deviendrai “la Catalane”. Je suis pile au milieu. » Politiquement, elle partage avec de nombreux *castellers* le souhait de vivre dans un pays débarrassé de la corruption et du « nationalisme facho espagnol, tout droit sorti de la dictature ». Toutefois, elle accuse précisément l'indépendantisme catalan d'avoir réveillé les tendances les plus radicales du nationalisme espagnol et d'avoir augmenté la « fracture sociale » :

Ce que les indépendantistes veulent pour la Catalogne, je le souhaite moi aussi... mais pour toute l'Espagne ! Au lieu de ça, les événements d'octobre ont augmenté les tensions entre les Catalans et le reste de l'Espagne. Avant, on savait que l'entente n'était pas géniale, que c'était un peu la guerre entre les deux. Mais en octobre, ça s'est en quelque sorte révélé de façon bien plus claire. Évidemment qu'il y a aussi des Espagnols qui aiment les Catalans – et vice versa. Mais ces événements ont provoqué une fracture que les gens mettront du temps à dépasser. (María)

Concernant la *colla*, elle dit comprendre que les *castellers*, « presque tous indépendantistes », souhaitent que le groupe s'implique. Comme l'écrasante majorité d'entre eux, María est allée voter

le 1^{er} octobre. Elle a également participé aux manifestations du 3 octobre, à l'occasion de la grève générale. Ce jour-là, la *colla* a appelé à se joindre au CDR, qui organise un départ groupé depuis le quartier, pour rejoindre un grand rassemblement prévu au centre-ville. Lorsqu'il devient difficile d'avancer davantage en raison de la densité de la foule, notre petit groupe s'arrête et les *castellers* revêtent leurs chemises et *faixes*, après avoir demandé aux manifestants de libérer un peu d'espace autour de la *pinya* en train de se constituer. Alors que le *cap de colla* commence à donner les instructions aux personnes présentes, une *castellera* part à la recherche d'un drapeau à déployer au sommet du *pilar*. Elle finit par demander à un manifestant si elle peut lui emprunter son *estelada* – « parce qu'elle est rouge », précise-t-elle. Apparemment improvisée, cette décision d'exhiber un drapeau indépendantiste a fortement déplu à María, qui participait au *pilar* à ce moment-là :

En tant que citoyenne qui se sent espagnole et non indépendantiste, je pensais que j'avais ma place dans cette manifestation. [...] Au premier *pilar*, qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils ont sorti l'*estelada* ! Je me suis énervée ! Si c'est un *pilar* indépendantiste, alors je ne veux pas y participer. Ils avaient dit « contre la répression », il faudrait savoir ! [...] Je n'ai juste pas envie d'être associée à ça. Le problème, c'est que vu que la *colla* est officiellement indépendantiste, le simple fait de porter la chemise fait de moi une indépendantiste. (María)

Après m'avoir mentionné d'autres épisodes similaires, elle déplore que très peu de membres de la *colla* osent exprimer leurs désaccords quant aux questions politiquement sensibles et évoque une « minorité qui se tait et encaisse ». Juste après, elle semble vouloir me rassurer en ajoutant que le respect mutuel permet toujours de résoudre les conflits. Considérant les *castellers* comme sa famille d'adoption, elle m'assure que c'est avec eux qu'elle a connu les émotions collectives les plus fortes de sa vie, en particulier il y a quelques années, quand la *colla* a « déchargé » pour la première fois un *castell* encore jamais réalisé en public.

Le rapide portrait de ces trois personnes aide à comprendre comment se construisent les discours dépeignant la *colla* comme un espace à la fois diversifié et harmonieux. Selon toute vraisemblance, celles et ceux que l'on m'a désignés comme « les unionistes de la *colla* » sont en nette minorité, mais leur existence m'a souvent été mentionnée comme un gage de l'inclusivité du groupe. Dans un contexte où des politiques institutionnelles et des mouvements sociaux construisent l'image d'un nationalisme catalan « civique », pluriel et démocratique, tout collectif prétendant représenter la communauté imaginée se doit de refléter d'une façon ou d'une autre ses supposées caractéristiques. Une relative diversité interne est donc nécessaire au fonctionnement des procédés iconiques reliant à la *colla* des ensembles plus larges, comme la « société catalane » ou le « peuple catalan », selon

les termes choisis par les acteurs. Suite au référendum et à la DUI, des personnalités unionistes ont fréquemment accusé le gouvernement de Carles Puigdemont d'avoir exacerbé la « fracture sociale » en Catalogne (*El Confidencial* 2017a). Certains médias se sont mis à diffuser des discours anxiogènes, évoquant un possible « affrontement » entre unionistes et indépendantistes (*El Español* 2018). À l'inverse, les politiciens et porte-paroles indépendantistes tendent à minimiser, du moins publiquement, l'aspect conflictuel de leurs politiques, en détournant l'attention sur l'autoritarisme de l'État. J'ai observé une attitude similaire chez certains *castellers* indépendantistes : « La fracture sociale, ce sont eux qui cherchent à la provoquer, car ils aimeraient bien qu'on soit violents, pour pouvoir légitimer leur répression. » Fréquemment, ces personnes assuraient aussi avoir des unionistes dans leur entourage, parfois dans leur propre famille, sans que cela ne suscite de conflit majeur. Certains me citaient alors en exemple les « unionistes de la *colla* », comme pour démontrer qu'une entente entre les deux parties était possible.

Selon les données dont je dispose, les personnes unionistes de la *colla* partagent avec les indépendantistes la condamnation de la répression policière et des emprisonnements. Elles n'ont en ce sens pas grand-chose à voir avec ceux que les indépendantistes de la *colla* et du CDR qualifient d'« espagnolistes » : des nationalistes espagnols, dépeints comme foncièrement anti-Catalans, souvent proches de l'extrême droite, refusant l'idée même d'un « droit de décider » et soutenant toutes les actions répressives de l'État. Au contraire, les unionistes de la *colla* sont des « unionistes respectables », selon un *casteller*, « des personnes qui ont des arguments et avec qui on peut discuter ». Plusieurs membres m'ont décrit les relations entre unionistes et indépendantistes au sein de la *colla* en termes de *convivència*. Désignant littéralement l'action de « vivre ensemble » (*conviure*), le mot se rapporte historiquement à la cohabitation et à l'influence réciproque des diverses communautés religieuses et linguistiques au sein de la péninsule ibérique (Erickson 2011 : 123). En Catalogne, il est aujourd'hui présent dans les discours institutionnels pour décrire des « relations actives » (et non une simple coexistence) entre individus ou groupes sociaux d'origines diverses, dans lesquelles le conflit est compris comme un vecteur positif de changement vers l'adaptation mutuelle (*ibid.* : 123-127). En 2017, les organisations et partis unionistes réclamaient le « retour de la *convivència* », qui avait été brisée par les politiques indépendantistes, et appelaient à une réconciliation de tous les Catalans (*El Confidencial* 2017b). Dans les termes de Herzfeld, on peut dire que la présence des unionistes « recouvre l'intimité culturelle » du mouvement indépendantiste (Herzfeld 2007 : 17) : le fait que la *colla* soit composée d'indépendantistes *et* d'unionistes – peu importe que les premiers en constituent la majorité écrasante – aide à contrer les accusations extérieures selon lesquelles les politiques indépendantistes laisseraient nécessairement

de côté toute une partie de la société, ces « autres Catalans » (Candel 2008), qui pensent autrement et sont souvent issus de la migration interne. Les usages politiques de la pratique sont régulièrement discutés lors d’assemblées ouvertes, au cours desquelles les décisions sont prises « par consensus » ou par vote majoritaire. Ces procédures décisionnelles qualifiées d’« horizontales » permettent aux *castellers* indépendantistes de percevoir leur propre action dans le groupe comme la mise en pratique de principes démocratiques qu’ils disent défendre. Leur capacité à dépasser les éventuels conflits avec les unionistes est alors vue comme une mise en œuvre de la *convivència*.

6.5. Les dilemmes de la « voie unilatérale »

Bien que la majorité des *castellers* semble à l’aise avec le contenu politique dont certains investissent la pratique, cela ne signifie pas qu’ils approuvent unanimement les politiques indépendantistes telles qu’elles ont été mises en œuvre par la Generalitat. Camouflées avant le référendum derrière la défense consensuelle du « droit de décider », les divisions internes au mouvement indépendantiste deviennent de plus en plus palpables en octobre et novembre : alors que la CUP réclame une déclaration d’indépendance rapide et avec effets, enclenchant un processus de constitution de la République catalane, le gouvernement catalan tarde à effectuer ladite déclaration – dont certains acteurs politiques reconnaîtront par la suite quelle était de toute façon « symbolique » (*El Periódico* 2018a). Certains *castellers* émettent de sérieux doutes sur la faisabilité du projet de République catalane, précisément par crainte que cela n’augmente la « fracture sociale ». Carles se dit inquiet de cette situation et estime que le mouvement indépendantiste est aussi en partie responsable de cette situation :

Si on en est là, c'est parce que ça a été mal organisé. Je veux dire que c'était très risqué de déclarer l'indépendance. Et ça n'a rien donné de bon. [...] Plein de gens ne sont pas d'accord avec le gouvernement espagnol, mais beaucoup ne sont pas non plus d'accord avec le gouvernement catalan. J'ai des amis des deux côtés, et c'est pour moi une source de stress. (Carles)

Malgré tout, Carles affirme avoir voté pour l’indépendance, « peut-être un peu influencé par la famille ». S'il est critique face au gouvernement catalan, il condamne fermement les peines de prison infligées aux politiciens et militants indépendantistes : « Je ne suis pas complètement d'accord avec eux, mais ils ont le droit de faire des erreurs, et ils ont aussi agi pour respecter la volonté du peuple ». Bien qu’elles aient participé à l’ensemble des mobilisations et milité pour la DUI, plusieurs personnes avec lesquelles je me suis entretenus semblent considérer la constitution de la République comme un

objectif irréaliste à court terme. Certaines soulignent la nécessité d'« élargir la base sociale » de l'indépendantisme. D'autres remarquent avec dépit que la « voie unilatérale » n'est pas raisonnable et que seul un référendum « à l'anglaise » (en référence au référendum de 2014 sur l'indépendance de l'Écosse), permettrait de parvenir à la reconnaissance internationale de la République. D'autres enfin redoutent d'être un jour personnellement inculpés par la justice espagnole, car « la répression descend les échelons de la société ». Au-delà du rejet de la répression qui fait consensus, les *castellers* sont loin d'être du même avis sur le chemin à entreprendre après le référendum. Mais si certains indépendantistes de la *colla* semblent se résigner à un « retour à l'autonomisme », d'autres considèrent que la rupture avec l'Espagne est déjà consommée.

Le 10 octobre, Carles Puigdemont déclare devant le Parlement que la Catalogne a gagné le droit à se constituer en tant que république indépendante, mais suspend aussitôt les effets de la déclaration, dans le but d'ouvrir un dialogue avec le gouvernement espagnol. Durant l'entraînement du soir, tout le monde commente la nouvelle et s'interroge : s'agit-il ou non de la fameuse DUI, que prévoit la « feuille de route » du gouvernement catalan ? Alors que certains semblent déroutés par l'ambiguïté de cette déclaration d'indépendance suspendue, d'autres y voient une habile manœuvre des dirigeants indépendantistes, un piège de plus tendu à l'État espagnol : « Il y a le plan A, le plan B, le plan C,... Ils agissent intelligemment, en fonction de ce que fait l'État. » De l'avis de nombreux *castellers* ce soir-là, « Puigdemont a agi avec *seny* » : tout en allant dans le sens de la « volonté populaire » exprimée lors du référendum, le président n'a pas perdu son esprit de négociation. Toutefois, une dizaine de jours plus tard, j'assiste à un vif débat entre quelques *castellers* qui boivent des bières après le souper du vendredi soir. Berta, partisane de la CUP, débat avec un autre *casteller* :

Je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent que c'est un bras de fer entre Rajoy et Puigdemont. Ce ne sont pas juste deux gouvernements qui s'affrontent. Il y a deux millions de personnes derrière le mouvement indépendantiste. Deux millions de personnes qui ont rendu possible le référendum, par la mobilisation. Deux millions de personnes qui sont déjà déconnectées de l'Espagne. Si tu es de gauche, tu dois tenir compte de ça. (Berta)

En se référant aux deux millions de personnes ayant voté oui à l'indépendance, Berta évoque une « rupture mentale » avec l'Espagne, qu'elle considère décisive pour la suite : « Le 1^{er} octobre, ça a été un vrai point d'infexion dans le mouvement. [...] Peut-être que ces deux millions de personnes sont prêtes à faire une révolution. Qu'est-ce que tu en sais ? ». Je me tourne alors vers Daniel, avec

qui j'avais sympathisé durant la journée du 1^{er} octobre, pour lui demander son avis. Il me réponds que la tenue du référendum et la répression policière ont changé la donne en Catalogne et se dit incapable d'envisager un retour à la normale : « Je crois qu'ils ne peuvent plus rien faire contre le peuple catalan. Ils ont définitivement perdu la Catalogne. Ça prendra sûrement encore un peu de temps, mais on ne va pas revenir en arrière. » Je lui demande ensuite s'il ne pense pas qu'il faudrait revoter pour s'assurer que les indépendantistes sont bien majoritaires. Il me rétorque que la « mobilisation phénoménale et l'auto-organisation populaire » donnent toute leur légitimité aux résultats du référendum, pour finalement conclure : « Le peuple mérite l'indépendance ». Une autre *castellera* qui se tenait à proximité me lance alors : « Le gouvernement doit respecter son mandat. Ils ne peuvent pas nous trahir comme ça. Il faut qu'ils fassent la DUI ! ». Certains *castellers* défendent donc la poursuite de la « voie unilatérale » en accordant une valeur particulière à la « mobilisation populaire » : l'« autoorganisation des gens » et le « courage » des votants ayant défié l'État semblent compter davantage à leurs yeux que le nombre exact de votes :

Idéalement, oui, je le reconnaiss : il aurait fallu que tous les unionistes aillent voter aussi. Certains se sont fait casser la figure pour permettre justement que tout le monde puisse s'exprimer. Ceux qui n'ont pas voulu se bouger pour voter, c'est aussi leur problème ! Pour moi, le résultat est complètement légitime. Je dirais même que les coups de matraques le rendent plus légitime encore. Les gens ont été très courageux.
(Damià)

En outre, lorsque je leur demande leur avis sur l'unionisme en Catalogne, de nombreux *castellers* soulignent le lien des organisations unionistes avec une certaine extrême droite, dont ils estiment qu'elle agit avec la bienveillance du gouvernement espagnol. De cette façon, ils contestent le discours de l'opposition de droite (essentiellement le PP et Ciutadans), qui prétend représenter la « majorité sociale » en Catalogne. L'opinion des « fascistes » étant irrecevable, les chiffres importent alors peu :

Il existe un type d'unionisme très radical, extrême, violent. Tous ces fascistes qui ont manifesté dernièrement... À chaque fois, il y a eu des passages à tabac ! Pour eux, c'est quelque chose de viscéral. C'est d'ailleurs très espagnol, cette attitude. Le fait de dire : « Les choses sont comme ça, un point c'est tout. » « L'Espagne : une, grande et libre. » Sans argumenter plus que ça. (Damià)

Les unionistes ont tout à fait le droit de penser ce qu'ils pensent et de l'exprimer. Je n'ai pas non plus envie de vivre dans une société de pensée unique. Mais la tolérance a aussi des limites. Les fachos n'ont pas voix au chapitre. S'il y a une chose que je ne tolère pas, c'est justement l'intolérance ! (Filipos)

Cette tendance à éluder la question de l'opposition politique s'affirme également dans le CDR. Les participants à une assemblée qui se tient quelques semaines après le référendum semblent unanimes : il faut coûte que coûte pousser le gouvernement à déclarer l'indépendance et se préparer à « défendre » la République catalane, une fois qu'elle sera proclamée. Plusieurs individus insistent alors sur la nécessité de « considérer que nous sommes déjà en République catalane et que l'État espagnol est *de facto* une puissance étrangère ». En discutant de la possibilité que le gouvernement espagnol convoque des élections anticipées visant à vaincre les partis indépendantistes, les participants à l'assemblée s'accordent à dire que ces élections devraient être boycottées⁵¹ : « L'État espagnol convoque-t-il des élections au Portugal ? Non. De quel droit pourrait-il en convoquer en République catalane ? » Au fil de l'automne, j'observe dans les manifestations la présence accrue d'un drapeau que je n'avais pas remarqué auparavant. Composé d'une croix blanche sur fond noir et flanqué d'une étoile blanche, il rappelle vaguement quelque version alternative de l'*estelada*. Lors d'une sortie en manifestation avec la *colla*, je remarque que Damià a cousu ce symbole au dos de sa chemise. Je lui demande alors quelle en est la signification : « C'est un drapeau très ancien, bien plus que l'*estelada*. On l'appelle le drapeau pirate, mais il est spécifiquement catalan. Il signifie le contraire de la reddition. C'est pour bien montrer que nous irons jusqu'au bout dans la lutte. »

L'idée selon laquelle le chemin vers l'indépendance pourrait impliquer une rupture révolutionnaire ne se limite pas aux déclarations de membres de la CUP ou des CDR. Juste après l'emprisonnement des « Jordis », lors d'une grande manifestation organisée par Òmnium et l'ANC, un intervenant clame au micro : « Ce que nous vivons est une révolution, qui a commencé dans la rue, qui est passée plusieurs fois par les urnes, et qui s'achèvera à nouveau dans rue. » Malgré l'essoufflement progressif des manifestations après le 27 octobre, des mobilisations conséquentes ont continué d'avoir lieu, autour de l'idée que l'indépendance allait arriver tôt ou tard. Cette perception du *procés* comme un mouvement à sens unique a été décrite par Clua i Fainé (2014). L'anthropologue rapporte comment, entre 2009 et 2013, les participants aux mobilisations ayant donné naissance à l'ANC et annoncé le décollage de l'indépendantisme semblaient convaincus de vivre un « moment historique », sans retour en arrière possible (Clua i Fainé 2014 : 97). En effet, durant mon travail de terrain, l'idée selon laquelle le 1^{er} octobre et les événements qui allaient suivre étaient des « moments historiques » paraissait unanimement partagée, tant du côté des représentants politiques

51 Quelques semaines plus tard, après la suspension de l'autonomie et la cessation du gouvernement, les partis indépendantistes se lancent malgré tout dans la course aux élections du 21 décembre convoquées depuis Madrid. Junts per Catalunya (« Ensemble pour la Catalogne »), une nouvelle formation menée par Carles Puigdemont et ses partisans, mène campagne en présentant ces élections comme un « plébiscite » du référendum du 1^{er} octobre et en promettant le retour prochain du « gouvernement légitime », dont les membres se trouvent pour la plupart en prison, ou réfugiés à l'étranger (Nació Digital 2017).

indépendantistes, toutes tendances confondues, que de celui des personnes que j'ai côtoyées, à la *colla* et au CDR. Les acteurs justifiaient occasionnellement leurs convictions par des références à un ethos catalan, supposé « obstiné » (*tossut*) et « insoumis ». Cependant, cet apparent consensus recouvrait des conceptions fort distinctes concernant la marche à suivre : certaines personnes reprenaient le discours diffusé par l'ANC et Òmnium, qui demandaient de la patience et une confiance absolue dans le gouvernement catalan ; d'autres, plus sceptiques, estimaient que « les gens », qui avaient rendu possible le référendum parfois au péril de leur intégrité physique, devaient désormais faire pression sur le gouvernement pour que ce dernier mette en œuvre la République. Après la DUI et la suspension du gouvernement, les syndicats locaux ont à nouveau décrété une grève générale le 8 novembre, en signe de rejet de l'application de l'article 155. Tout comme celle du 3 octobre, ce n'était pas officiellement une grève pour l'indépendance, mais bien contre la répression (Ara 2017c).



Illustration 6 : Le « drapeau pirate » (*bandera pirata*) ou « drapeau noir » (*bandera negra*), comme l'appellent les indépendantistes, serait apparu dans les manifestations il y a quelques années. Selon mes observations, il tend à se généraliser comme symbole de défiance vis-à-vis de l'État espagnol. (Barcelone, manifestation pour la libération des « prisonniers politiques », printemps 2018)

Cette nouvelle journée de grève est l'occasion pour les CDR de démontrer leur force de frappe, en paralysant le trafic routier à de nombreux endroits. Dès le petit matin, je me rends à l'appel du CDR, sur une grande avenue qui borde le quartier. Arrivé à un carrefour, je vois une cinquantaine de personnes qui bloquent effectivement la route. J'y croise quelques *castellers*, dont Sonja, qui se dit déçue que si peu de monde de la *colla* soit venu au rendez-vous. Un groupe de militants brandissent une banderole signée du CDR, exigeant l'« implémentation de la République, maintenant », face aux véhicules arrêtés, dont beaucoup klaxonnent. Plusieurs automobilistes et quelques passants crient des insultes en espagnol, auxquelles les manifestants répondent par des slogans indépendantistes en catalan. Une étudiante que j'avais rencontrée le jour du 1^{er} octobre déborde d'enthousiasme : « Tout le monde est dans la rue. Dans le village de mes parents, il paraît que tout est bloqué aussi. On a réussi à paralyser le pays ! » Un jeune homme annonce alors au mégaphone qu'il est l'heure de se mettre en route pour aller rejoindre un rassemblement formé par d'autres CDR. Le petit cortège se met en branle, rythmé par un slogan à la gloire du « pouvoir populaire » (*poder popular*).

De par leur rôle dans les deux grèves générales, leur capacité à initier des mobilisations sans le soutien préalable de l'ANC et d'Òmnium, et leur caractère autogestionnaire assumé, les CDR cristallisent les fantasmes d'une partie de la gauche pro-indépendance, mais aussi des milieux politiques hostiles au mouvement indépendantiste. Pour les premiers, ils constituent des « embryons de pouvoir populaire » en raison de leur similitude organisationnelle avec les soviets ou autres « conseils ouvriers » et leur propension à articuler indépendantisme et revendications sociales (*El Temps* 2017). Pour les seconds, ils tirent leur nom, mais également leur mode d'action, des *Comités de Defensa de la Revolución* apparus pendant la révolution cubaine : les CDR ont souvent été dépeints par la presse unioniste comme des groupes potentiellement violents, susceptibles de planifier des actions « terroristes » (*El Español* 2018). Si les accusations de violence sont infondées, les CDR ont par contre tendance à parler au nom du « peuple » à un moment où la société s'avère divisée sur la poursuite de la « voie unilatérale », y compris dans le camp des indépendantistes. L'action des CDR et de la CUP pendant l'automne me semble caractéristique de ce que Herzfeld qualifie de « dissidence créative » (Herzfeld 2007 : 37). Comme le remarque l'anthropologue, « les citoyens les moins conformistes sont souvent les plus loyaux de tous dans les moments de crise » (*ibid.* : 2). En effet, en exigeant que la majorité indépendantiste matérialise la république coûte que coûte, les CDR et la gauche prolongent une rhétorique de l'inéluctabilité, employée depuis des années par les élus indépendantistes et les grandes organisations (Clua i Fainé 2014 : 97). Cette loyauté sans faille à la « voie unilatérale » constitue aussi, dans les termes de Herzfeld (2007), une

source d'« embarras » pour les politiciens indépendantistes : elle questionne leur monopole du pouvoir, tout en donnant parfois lieu à des iconicités entre le mouvement indépendantiste et les épisodes « intimes » de l'histoire catalane, ceux des soulèvements ouvriers.

Mais proclamer la rupture avec l'Espagne en bloquant les routes n'est guère efficace quand les dirigeants indépendantistes sont sous les verrous ou réfugiés à l'étranger. Alors que les polices espagnoles se coordonnent pour enquêter sur le fonctionnement de ces comités et inculper certains de leurs membres, la majorité des CDR décide finalement de se joindre à la campagne pour les élections autonomiques « illégitimes » du 21 décembre, en appelant à voter pour les listes « républicaines » (Junts per Catalunya, ERC, CUP). À l'approche de Noël, les manifestations se font plus rares. Bien qu'étant parfois massives, elles sont aussi plus prévisibles et planifiées, encadrées par l'ANC et Òmnium, qui profitent de l'indignation générale suscitée par les emprisonnements et la répression pour lancer des campagnes d'adhésions et récolter des fonds. La *colla* semble reprendre petit à petit ses activités normales. Elle participera tout de même à certaines manifestations, pour réclamer la liberté des prisonniers et le retour du « gouvernement légitime », suspendu par l'article 155. Le découragement et la fatigue sont palpables chez de nombreux *castellers* indépendantistes, désormais dans l'attente des élections :

Tout cela n'a servi à rien. C'est clair. Mais que veux-tu ? On est comme ça, nous, les Catalans. On a la tête dure. Quand on dit quelque chose, on le fait. Mais il faut reconnaître que ça n'a mené nulle part. On verra bien ce que donnent leurs élections. Mais à mon avis, on aura de nouveau une petite majorité pour l'indépendance et ça ne changera rien. (Jordi)

J'étais bien naïve. Je pensais que l'Europe allait venir nous sauver ! Après ce qui s'est passé... Ils n'ont pas bougé le petit doigt. Je suis très pessimiste, actuellement. Tu sais, l'Espagne pourrait finir par simplement interdire les partis indépendantistes, parce qu'ils sont anticonstitutionnels. [...] Mais quand je parle avec mes amis, tout le monde est du même avis. On votera pour les listes républicaines. Je ne pense pas que les unionistes gagnent. J'ai surtout peur que le gouvernement espagnol ne nous redonne jamais l'autonomie, si un nouveau gouvernement indépendantiste se forme. (Eulàlia)

Malgré un certain pessimisme ambiant concernant le futur proche de la Catalogne, beaucoup de *castellers* m'affirment être soulagés de l'accalmie. Jaume continue de se référer à la « République » lors de ses allocutions à la fin de l'entraînement, bien qu'il me confie lors d'un entretien qu'il ne croit absolument pas que l'indépendance deviendra réalité dans un futur proche. María, la *castellera* d'origine madrilène remarque avec satisfaction que les gens sont « un peu plus

détendus » et espère un retour à la normale. En attendant, les *castellers* ont un dernier objectif à atteindre avant les fêtes de fin d'année : l'organisation de la grande *diada* automnale qui aura lieu dans le quartier. À la fin de l'*assaig* précédent cette échéance importante, Jaume dresse le bilan d'un semestre mouvementé et parfois difficile. Après avoir souligné que la *colla* continuerait de défendre la République catalane, il conclut : « Pour terminer cette saison en beauté, unissons nos forces⁵² pour réaliser ce que nous savons faire et qui nous unit toutes et tous : des *castells*. Et quelque chose que nous faisons peut-être encore mieux que les *castells* : la fête. »

52 Fem pinya.

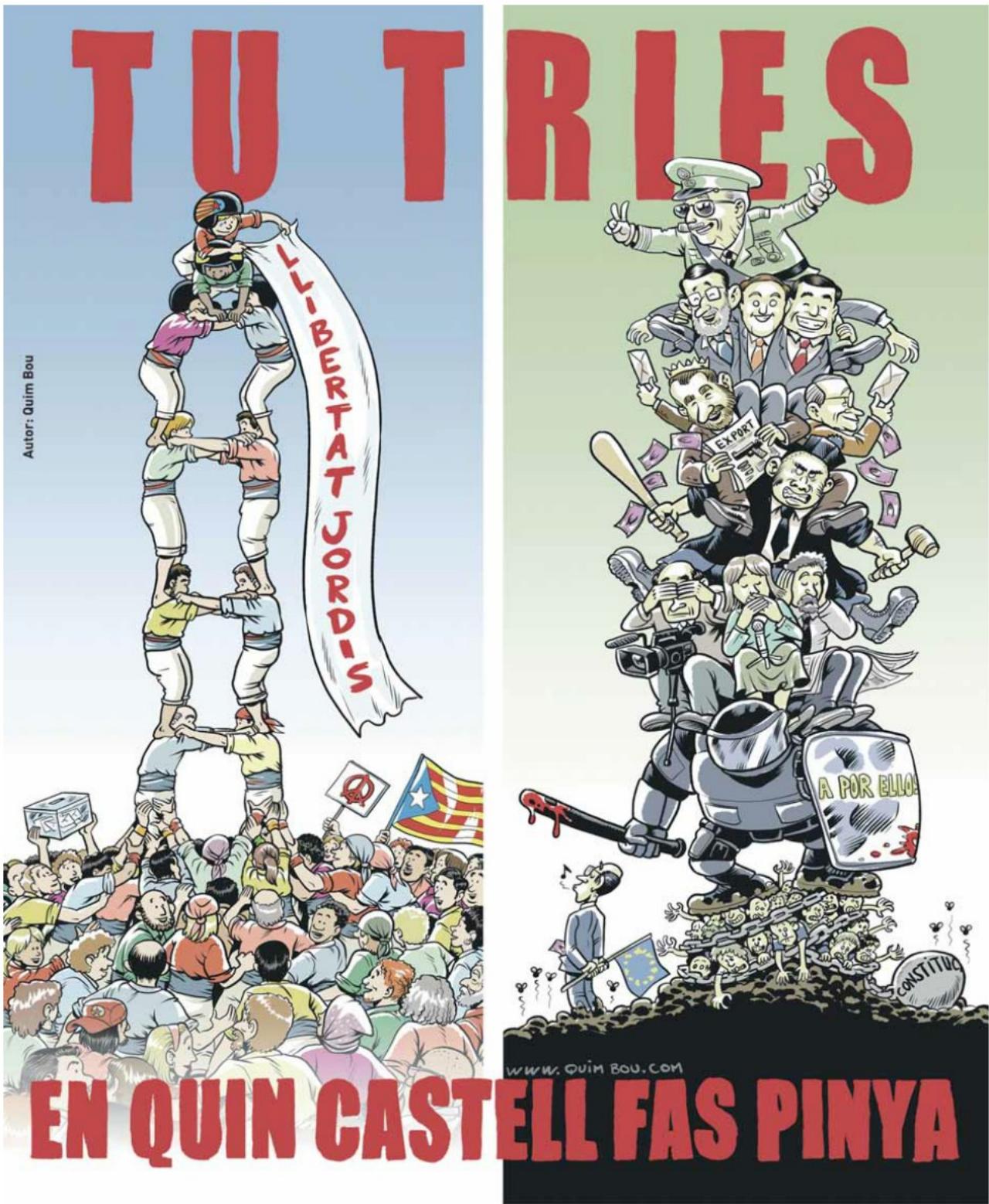


Illustration 7: « C'est toi qui choisis à quel *castell* tu participes. » Ce dessin de presse paru le 12 novembre 2017 dans le quotidien *El Punt Avui* est un bon exemple des usages iconiques des *castells* et des représentations collectives qui opposent une société catalane démocratique et plurielle à un État espagnol autoritaire. Sur l'image de gauche, un *castell* coloré déploie une banderole demandant la libération des « Jordis ». La foule joyeuse arbore des symboles de paix et de démocratie. Sur l'image de droite, le peuple, reposant sur un tas d'immondices, est enchaîné à la Constitution espagnole et écrasé par un *castell* cauchemardesque symbolisant le « régime de 1978 ». Ce dernier est composé, de haut en bas, par un général Franco toujours bien vivant, des membres du gouvernement (dont Mariano Rajoy), un roi impliqué dans la vente d'armes, une justice corrompue, une presse muselée ou indifférente et une police violente. En bas à gauche, l'Union européenne fait l'autruche. (par Quim Bou, www.quimbou.com)

7. Conclusion

À l'heure où la société catalane semble divisée autour de la question de l'indépendance au point que certains parlent de « fracture sociale », le milieu *casteller* permet de figurer une minisociété plurielle et en apparence harmonieuse, faisant des *castells* un symbole de choix pour le mouvement indépendantiste. A l'intérieur de la *colla* qui m'a servi d'objet d'étude, la récurrence de certaines affirmations donne a priori une impression de consensus : le groupe est présenté comme diversifié, inclusif, « social ». En tant que telle, la pratique corporelle est ouverte à une grande variété de personnes, de tous âges, de toutes conditions physiques et de toutes origines. Les multiples activités annexes, notamment les repas et les fêtes, sont autant d'occasions pour ces personnes de tisser des liens d'amitié qui expliquent en grande partie leur fidélisation. Comme nous l'avons vu, de nombreuses personnes accordent une importance particulière à ces moments de socialité, qu'elles considèrent parfois comme plus significatifs que la pratique des *castells* en tant que telle. Ce « côté social » – que les membres reconnaissent unanimement comme une caractéristique du groupe – est lié pour beaucoup à un ensemble de valeurs que la *colla* s'emploie selon eux à défendre : pour ces personnes, le féminisme, la lutte pour l'accès au logement dans le quartier ou l'intégration des migrants font partie des traits qui définissent le groupe.

Depuis plusieurs dizaines d'années, les *castells* sont l'objet d'une utilisation politique délibérée de la part des organisations indépendantistes en raison de leur iconicité (Giori 2014). Si la plupart des *castellers* considèrent effectivement la pratique comme faisant partie de la « culture » catalane, ils refusent souvent de parler de la *colla* dans ces termes, préférant souligner la diversité interne du groupe, notamment pour ce qui est de l'origine ethnique de ses membres. Pourtant, les membres d'origine non catalane sont nombreux à mentionner comme une de leurs motivations premières leur volonté d'intégration à la « culture » et à la « société » catalanes. L'activité *castellera* leur permet en effet une inclusion immédiate dans la pratique, tout en facilitant l'accès à un réseau social dense, qui constitue potentiellement une ressource considérable pour des personnes à faible capital social. Elle offre par ailleurs des possibilités d'immersion linguistique en catalan, dans une ville où l'espagnol tend à l'emporter dans les espaces publics. L'insertion dans la pratique de ces *castellers* considérés comme non catalans – qu'ils soient ou non de nationalité espagnole – entre aussi en résonance avec les conceptions civiques du catalanisme (Larroque Aranguren 2012). « On dirait qu'elle a toujours été catalane » est l'une des remarques que j'ai pu entendre par exemple au sujet de Sonja, qui ne vit pourtant en Catalogne que depuis quelques années. Ce genre d'affirmations se basaient notamment sur sa bonne maîtrise de la langue catalane, son investissement dans la *colla*,

mais également sur ses sympathies indépendantistes, qui l'ont amenée à se joindre à de nombreuses manifestations. Bien qu'il y ait des indices selon lesquels l'implication de la *colla* dans des mobilisations indépendantistes pourrait freiner l'engagement de certains *nouvinguts*, elle permet aussi à ceux qui choisissent d'y participer d'être reconnus comme des membres de la « communauté imaginée » (Anderson 1991) catalane. On peut ainsi considérer que ces personnes « incorporent » une forme de « catalanité », en s'appropriant des éléments reconnus comme catalans (Noyes 2003a : 184-211).

Dans ce contexte, le soutien à l'indépendantisme est présenté par certains *castellers* comme « un engagement parmi d'autres ». Comme nous avons pu le voir, la forme qu'a prise cet engagement politique a généré, au cours de l'automne, certaines tensions imputables aux circonstances exceptionnelles du moment, par exemple lorsque plusieurs entraînements ont été annulés. Toutefois, au-delà des anecdotes que j'ai mentionnées, je n'ai pas relevé de conflit notable dû aux prises de position publiques en faveur de l'indépendance, même dans les moments les plus critiques, comme lors de la déclaration unilatérale d'indépendance. Certes, plusieurs *castellers* m'ont signalé que le positionnement pro-indépendance de la *colla* avait, il y a quelques années, provoqué le départ de certaines personnes, dont plusieurs de nationalité étrangère. Lors de la période durant laquelle j'ai fait partie de la *colla*, certains membres m'ont fait part de leur désaccord avec la ligne politique assumée publiquement, mais semblaient s'en accommoder tant bien que mal. Il faut aussi remarquer que les actions politiques auxquelles la *colla* s'est officiellement jointe consistaient le plus souvent à défendre le « droit de décider » et à condamner la répression, ces principes éthiques et politiques semblant faire consensus parmi les membres. Il y avait donc un important contraste entre l'harmonie perçue dans le groupe par de nombreux *castellers* et les discours sur la « fracture sociale », que les unionistes accusaient les indépendantistes d'avoir provoqué.

La propension de la *colla* à représenter, aux yeux des acteurs, des ensembles plus grands – allant du quartier à la nation – a occupé une bonne partie de mes réflexions lors de la rédaction de ce travail. Ceci me conduit à suggérer que les usages de l'iconicité nous renseignent sur la façon dont les acteurs imaginent la communauté nationale catalane. J'ai été frappé par la façon dont les *castellers* indépendantistes se référaient aux « unionistes » de la *colla* lorsqu'il s'agissait de justifier la poursuite de la « voie unilatérale ». En parlant avec quelques-uns de ces rares membres opposés à l'indépendance, j'ai constaté qu'ils correspondaient à un profil assez particulier. Tous avaient, d'une façon ou d'une autre, participé à la votation du 1^{er} octobre. Ces « unionistes respectables » condamnaient la répression de l'État et exprimaient souvent les mêmes désirs de changement social

que de nombreux *castellers* indépendantistes, tout en refusant le projet sécessionniste. Pour les Catalans natifs, les événements du 1^{er} octobre semblent avoir considérablement ravivé la mémoire collective de la dictature et renforcé l'idée d'une continuité entre le « régime de 1978 » et l'État franquiste. L'ensemble des participants au mouvement de défense des urnes – y compris les étrangers qui ne pouvaient pas voter – rapportent avoir été profondément marqués par cette expérience. Damià, un *casteller* catalan, affirmait au sujet de son ami anglais William, que le fait de participer à la défense des urnes lui avait permis de comprendre de l'intérieur la « réalité » vécue par les Catalans. Sur la base des entretiens réalisés avec les *castellers* et de mon incursion dans le CDR, je peux affirmer que cette « réalité », ou plutôt cette perception, consiste souvent à considérer que le « peuple catalan » a été agressé par les « forces d'occupations » de l'État espagnol. La journée du 1^{er} octobre avait révélé le vrai visage du « régime de 1978 » et l'opération policière ne pouvait qu'être fermement condamnée. Par conséquent, tous ceux qui défendaient de quelque façon que ce soit le dispositif policier étaient dépeints par beaucoup comme des alliés objectifs dudit régime.

En outre, le fait d'avoir rendu possible la votation dans de telles conditions de répression était décrit par les indépendantistes comme une victoire en soi, performance remarquable qui semblait justifier à elle seule la poursuite de la « voie unilatérale ». Assez éloignée des conceptions démocratiques du catalanisme dominant, cette légitimation de l'indépendantisme basée sur la mobilisation du « peuple » renvoie à ce que Michael Herzfeld (2007) a qualifié d'intimité culturelle. Une des grandes vulnérabilités du mouvement indépendantiste durant l'automne 2017 a été le manque de garanties démocratiques du référendum sur la base duquel le gouvernement catalan prétendait concrétiser la République. En particulier, l'opposition unioniste accusait les indépendantistes de ne pas représenter « tous les Catalans » et de céder à des pulsions nationalistes impliquant l'exclusion de la moitié de la population catalane. La diversité interne à la *colla*, que les *castellers* se plaisaient à souligner aussi souvent que possible, leur permettait de montrer le contraire. La capacité de certains migrants à être reconnus au fil du temps comme catalans, indiquait que la communauté nationale pouvait être rejointe, moyennant leur participation à l'activité, ce qui va dans le sens des observations de Vaczi (2016). De la même manière, la participation des unionistes à la pratique *castellera* fournissait une réponse appropriée aux discours sur la « fracture sociale » : la mise en œuvre d'une *convivència* entre tous les *castellers* semblait autoriser les membres indépendantistes à imaginer une société catalane résolument tournée vers l'indépendance, dans laquelle les désaccords pouvaient être dépassés.

Lorsque j'ai mis fin au travail de terrain, nous étions à quelques jours à peine des élections du 21 décembre, que les indépendantistes souhaitaient convertir en plébiscite sur l'indépendance. C'est de retour en Suisse que j'en ai suivi avec intérêt le dépouillement. Vainqueurs à une courte majorité⁵³, les indépendantistes se sont retrouvés devant la double tâche de former un nouveau gouvernement reconnu par Madrid – condition sine qua non au retour de l'autonomie institutionnelle – et de satisfaire leur électoralat. Aussi saugrenue qu'elle puisse paraître, l'idée d'investir à distance Carles Puigdemont en tant que « président légitime », a été sérieusement discutée au Parlement.

Après des semaines de débats, les parlementaires investissent finalement un candidat inconnu au bataillon mais proche de Puigdemont, nommé Quim Torra. Lors de son investiture, Torra s'engage à poursuivre la lutte pour la République catalane et évoque la création d'un « Conseil de la République », constitué par les anciens membres du gouvernement en exil, qui travaillerait main dans la main avec le gouvernement de la Generalitat (*Nació Digital* 2018a). Par la suite, le mandat de Torra rend surtout manifeste la division du camp indépendantiste. Au-delà des discours consensuels sur la libération des prisonniers et le retour des exilés – eux-mêmes difficiles à mettre en pratique –, les différentes formations se déchirent quant à la suite à donner au projet de République. La justice espagnole poursuit son offensive contre le mouvement indépendantiste, en s'en prenant à des personnalités politiques, des fonctionnaires et de simples militants. Accusés de terrorisme par le Ministère public espagnol, les CDR poursuivent leurs actions en 2018. Ils adoptent souvent une ligne plus clivante que par le passé, reprochant au nouveau gouvernement catalan d'être aux bottes de Madrid et de trahir la « volonté populaire » qu'ils disent représenter (*El Periódico* 2018b). Certains acteurs indépendantistes se distancient alors de la radicalité exprimée par les CDR, estimant que la désobéissance est devenue trop risquée et qu'il faut donner la priorité au dialogue avec l'État central.⁵⁴

L'effervescence de l'année 2017 a donc laissé place à une période d'incertitude quant à la direction que prendra, à moyen terme, le mouvement indépendantiste. En continuant à suivre à distance les

53 En termes absolus, le score de 2 079 340 partisans de l'indépendance en décembre 2017 est le plus élevé jamais accrédité au travers d'une votation. Il est supérieur aux 2 044 038 qui comptabilisés lors du référendum du 1^{er} octobre (résultat qui exclut les votes confisqués par la police) et aux 1 966 508 voix en faveur des partis indépendantistes aux élections de 2015. En pourcentages toutefois, les votants des partis indépendantistes représentent « seulement » 47,8 % de l'électorat, ce qui permet à l'opposition unioniste de revendiquer la « majorité sociale » (les 52,2 % restants). Cette majorité n'est cependant atteignable qu'à condition d'y inclure les 8,94 % recueillis par Catalunya en Comú, une formation politique critique envers la « voie unilatérale », mais favorable au droit à l'autodétermination, qu'il serait réducteur de considérer comme « anti-indépendance ». Les partis clairement opposés à tout projet indépendantiste (Ciutadans, PSC, PP) ne rassemblent en réalité que 39,11 % des voix (*Ara* 2017d).

54 Cette tendance est particulièrement palpable parmi les dirigeants d'ERC, dont le président, Oriol Junqueras, est emprisonné depuis novembre 2017 (*El Periódico* 2018b).

activités de la *colla* (via sa page Facebook notamment), j'ai constaté que les *castellers* maintenaient leurs actions pour la liberté des prisonniers, une revendication consensuelle dans le groupe. Il est à prévoir que le contexte politico-social catalan et espagnol affecte la forme prise par l'engagement catalaniste du milieu *casteller*. Plus largement, la capacité des différents acteurs catalanistes (organisations et partis) à se mettre d'accord sur une stratégie commune devrait être déterminante, tout comme les actions de l'État central et de la justice espagnole. À cet égard, deux échéances importantes figurent déjà au calendrier : les élections municipales prévues en mai 2019 dans toute l'Espagne et le jugement des dirigeants indépendantistes, dont certains pourraient écoper de plus de vingt ans de prison (*Público* 2018). On peut raisonnablement supposer qu'un maintien des actions répressives et de lourdes sentences contre les dirigeants catalans alimentent encore davantage l'idée selon laquelle l'Espagne est un État autoritaire.

Quoi qu'il en soit, et malgré l'évidente désorientation du mouvement indépendantiste, l'idée d'une incompatibilité fondamentale entre les aspirations catalanes et l'État espagnol sous sa forme actuelle semble profondément enracinée dans les esprits. Dans une certaine mesure, le manque d'unité stratégique est pallié par des performances collectives qui entretiennent un sentiment de consensus et d'identité partagée (voir Noyes [2003b]). L'étude des *castells* nous montre que les manifestations culturelles et festives cristallisent de nombreux enjeux, bien au-delà du divertissement qu'elles représentent : dans le contexte catalan, elles deviennent un point de ralliement pour de nombreux individus et groupes sociaux, en porte-à-faux avec un centralisme espagnol jugé réactionnaire. À l'heure où de nombreux indépendantistes jugent primordial d'« élargir la base » (*eixamplar la base*) du soutien à l'indépendance, le milieu *casteller*, de par son iconicité et sa propension à agglutiner des catégories sociales diverses, promet de rester un précieux allié du catalanisme politique. Dans tous les cas, l'alliance entre tours humaines et catalanisme continue de faire des émules, même en dehors de la communauté autonome, notamment en Catalogne Nord (France) et au Pays valencien (Communauté autonome de Valence).⁵⁵ Dans ces territoires périphériques, les mouvements catalanistes et indépendantistes doivent composer avec des contextes qui diffèrent clairement de celui de la Communauté autonome de Catalogne. Les

55 Au Pays valencien, la *muixeranga*, sorte de version locale du *castell*, est devenue un symbole reconnu de la valencianité et, pour certains, de la catalanité. Dans un Pays valencien qui reste majoritairement hostile au (pan)catalanisme, il semble que la parenté entre *castells* et *muixerangues* – historiquement étayée et visuellement évidente (*Temps de Muixeranga* 2017) – permette à des militants catalanistes de représenter les liens qui unissent Catalans et Valenciens. Je formule cette hypothèse sur la base des usages faits, par des groupes politiques valenciens, du symbole de la *muixeranga* (voir illustration 8). En Catalogne Nord (parfois appelée Catalogne française), les *castells* étaient totalement absents avant la fin des années 1990. Pourtant, selon le journaliste Aleix Renyé, le récent développement de *colles* du côté français a permis une certaine revitalisation du catalan dans les régions concernées et est vécue par les participants comme « la réappropriation d'une identité écaillée, volée et malmenée » (Renyé 2017 : 168).

enjeux entourant la pratique des tours humaines dans le reste des Pays catalans mériteraient selon moi de recevoir l'attention des sciences sociales dans les années à venir. Cela permettrait d'enrichir avantageusement les réflexions et débats en cours sur l'amplification des mouvements régionalistes et nationalistes d'Europe en ce début de XXI^e siècle.



Illustration 8: « Le peuple valencien vers la République des Pays catalans » ; « Le peuple valencien pour la République valencienne ». Affiche du parti Poble Lliure (« Peuple Libre »), à tendance pancatalaniste, indépendantiste et communiste. On peut y voir une carte des Pays catalans et une *muixeranga*, pyramide humaine apparentée aux *castells* et caractéristique du Pays valencien. Ces performances à l'origine exécutées dans un cadre religieux semblent être dernièrement sujettes, à l'instar des *castells*, à des usages politiques régionalistes et ethnonationalistes.
(Image reçue en avril 2018, par l'application de messagerie Telegram, via le canal officiel de Poble Lliure)

8. Bibliographie

AGUILERA Montserrat

2002. « Reflexions a l'entorn de la llengua, la immigració i la planificació lingüística a Catalunya ». *Llengua i Ús* (Barcelona) n° 25, pp. 11-14.

ALDIA.CAT

2018. « Quim Torra es reunirà amb la ministra principal Nicola Sturgeon la setmana vinent a Escòcia ». *Aldia.cat* [en ligne], 5 juillet 2018.

<https://www.aldia.cat/espanya/noticia-quim-torra-reunira-amb-ministra-principal-nicola-sturgeon-setmana-vinent-escocia-20180705120052.html>

[Page consultée le 30 août 2018]

ANDERSON Benedict

1991. *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*. London : Verso. 224 p.

[Première édition : 1983]

ANDRÉS Francisco & SÁNCHEZ Alejandro

1991. *El sistema de valors dels catalans: Catalunya dins l'enquesta europea de valors dels anys 90*. Barcelona : Institut Català d'Estudis Mediterranis. 300 p.

ARA

— 2015. « Catalunya Sí que es Pot, el nom de la confluència d'esquerres ». *Ara* [en ligne], 16 juillet 2015.

https://www.ara.cat/politica/Catalunya-Pot-nom-confluencia-desquerres_0_1394860567.html

[Page consultée le 12 août 2018]

— 2017a. « La Guàrdia Civil continua tancant webs relacionades amb el referèndum ». *Ara* [en ligne], 27 septembre 2017. https://www.ara.cat/politica/Guardia-Civil-tanca-promogudes-lentitat_0_1877212504.html

[Page consultée le 5 août 2018]

— 2017b. « Agressió racista de manifestants unionistes a un jove sij després de la manifestació de Barcelona ». *Ara* [en ligne], 29 octobre 2017.

https://www.ara.cat/politica/Agressio-manifestants-unionistes-manifestacio-Barcelona_3_1896440347.html

[Page consultée le 18 août 2018]

— 2017c. *La veu del poble: dos mesos de moblitzacions constants, del 20 de setembre al 16 de novembre* [Dossier PDF à télécharger]. (Barcelona : Edició de Premsa Periòdica Ara), 27 novembre 2017. 32 p.

<https://recursos.ara.cat/dossier-la-veu-del-poble>

[Téléchargé le 27 novembre 2017]

— 2017d. « Eleccions 21D ». *Ara* [en ligne], décembre 2017 (postérieur au 21 décembre ; date exacte inconnue).

<https://eleccions.ara.cat/parlament-21d>

[Page consultée le 1^{er} septembre 2018]

BARTH Frederik

1995. « Les groupes ethniques et leurs frontières », in : Philippe POUTIGNAT, Jocelyne STREIFF-FENART, 1995, *Théories de l'ethnicité*, pp. 203-249. Paris : PUF, 270 p.

[Traduction française de l'introduction de l'ouvrage collectif dirigé par Frederik Barth : BARTH Frederik. 1969. *Ethnic groups and boundaries: the social organization of culture difference*. Bergen, Oslo : Universitets Forlaget. 153 p.]

BENTLEY Garry

1987. « Ethnicity and Practice ». *Comparative Studies in Society and History* (Cambridge) n° 29, vol. 1 (janvier 1987), pp. 24-55.

BRUBAKER Roger

2002. « Ethnicity without groups ». *Archives Européennes de Sociologie = European Journal of Sociology* (London) vol. 43, n° 2 (août 2002), pp. 163-189.

CANDEL Francesc

2008. *Els altres Catalans: edició no censurada*. Barcelona : Edicions 62. 403 p.

[Première édition censurée : 1964]

CASA NOSTRA CASA VOSTRA

- 2017a. « Signants inicials manifest », *Casa Nostra Casa Vostra* [en ligne].
<http://www.casanostracasavosta.com/qui-som/signants-iniciais-manifest>
- 2017b. « #VolemAcollir », *Casa Nostra Casa Vostra* [en ligne].
<http://www.casanostracasavosta.com/volemacollir>

[Pages consultées le 15 juillet 2018]

CCCC – COORDINADORA DE COLLES CASTELLERES DE CATALUNYA

- 2010a. « Castells Patrimoni de la Humanitat ». *Coordinadora de Colles Castelleres de Catalunya* [en ligne].
<http://www.cccc.cat/que-fem/PatrimoniHumanitat>
- [Page consultée le 1^{er} août 2018]
- 2010b. *Vine a fer castells*. [Brochure en ligne]. Valls : Coordinadora de Colles Castelleres de Catalunya. 2 p.
http://www.cccc.cat/data/files/pdf/Diptic2010_CollesCastelleres_baixa.pdf
- [Téléchargé le 13 août 2018]

CEO – CENTRE D’ESTUDIS D’OPINIÓ

2012. *El paper de la llengua com a signe d’identitat nacional. Una aproximació* [en ligne]. Barcelona : Centre d’Estudis d’Opinió (CEO) de la Generalitat de Catalunya. 66 p. (Col·lecció Apunts)
http://ceo.gencat.cat/web/.content/30_estudis/03_publicacions/Apunts/2012_10_Apunts_llengua.pdf

[Téléchargé le 15 juillet 2018]

CLUA I FAINÉ Montserrat

- 2011. « Catalanes, inmigrantes y charnegos: “raza”, “cultura” y “mezcla” en el discurso nacionalista catalán ». *Revista de Antropología Social* (Madrid) n° 20, pp. 55-75.
- 2014. « Identidad y política en Cataluña: el auge del independentismo en el nacionalismo catalán actual ». *Quaderns-e : revista electrònica semestral de l’Institut Català d’Antropologia* [en ligne] (Barcelona) vol. 2, n° 19, pp. 79-99. <https://tinyurl.com/y8eau9ln>

CORPORACIÓ CATALANA DE MITJANS AUDIOVISUALS

2018. « Xavier Domènech qualifica Torra de “conservador” i “excloent” ». *Corporació Catalana de Mitjans Audiovisuals* [en ligne], 14 mai 2018.
<http://www.ccma.cat/324/xavier-domenech-que-pensa-dels-catalans-que-tambe-se-senten-espanyols/noticia/2855443/>

[Page consultée le 1^{er} septembre 2018]

COS – COORDINADORA OBRERA SINDICAL

2017. « Tenim raons de sobres... 3 d’octubre: Vaga General a Catalunya ». *Sindicat Cos* [en ligne], 28 septembre 2017.
<https://sindicatcos.cat/vaga-general-a-catalunya-a-partir-del-3-d-octubre/>

[Page consultée le 6 août 2018]

COSTA SOLÉ Roger & FOLCH MONCLÚS Rafel

2014. « El patrimoni cultural immaterial a Catalunya: legislació, actualitat i reptes de futur ». *Revista d’Etnologia de Catalunya* (Barcelona) n° 39 (juin 2014), pp. 57-72.

CUCHE Denis

2010. *La notion de culture dans les sciences sociales*. Paris : La Découverte. 157 p. (Grands Repères)
[4^e édition ; première édition : 1996]

CULTIAUX Yolaine

2007. « Le nouveau statut d’autonomie de la Catalogne : acte II de l’État des Autonomies ». *Critique internationale : revue comparative de sciences sociales* (Paris) n° 37, pp. 23-35.

DEPARTAMENT DE CULTURA I MITJANS DE COMUNICACIÓ DE LA GENERALITAT DE CATALUNYA

2009. *Castells – Patrimoni Immaterial de la Humanitat* [vidéo en ligne]. Mise en ligne le 16 novembre 2010.
<https://www.youtube.com/watch?v=p3y7go0wZWQ&t=305s> (consulté le 13 août 2018)

[Vidéo réalisée pour la candidature des *castells* à la liste de l’UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Diffusée en 2009 en catalan sur la chaîne de télévision catalane TV3.]

EDLES Laura Desfor

1999. « A Culturalist Approach to Ethnic Nationalist Movements: Symbolization and Basque and Catalan Nationalism in Spain ». *Social Science History* (Cambridge) vol. 23, n° 3 (automne 1999), pp. 311-355.

EL CONFIDENCIAL

– 2017a. « “He perdido amigos de toda la vida”: la tensión cotidiana del “procés” tras el 1-O ». *El Confidencial* [en ligne], 5 octobre 2017

https://www.elconfidencial.com/espana/cataluna/2017-10-05/independencia-cataluna-tension-fractura-social-amigos-familias-referendum_1455651/

[Page consultée le 2 septembre 2018]

– 2017b. « Arrimadas llama a “inundar las urnas” para recuperar la convivencia en Cataluña ». *El Confidencial* [en ligne], le 21 décembre 2017.

https://www.elconfidencial.com/espana/cataluna/elecciones-catalanas/2017-12-21/independencia-cataluna-ines-arrimadas-ciudadanos_1496708/

[Page consultée le 15 août 2018]

EL CRÍTIC

2015. « Els vincles ocults de l’extrema dreta amb Societat Civil Catalana ». *El Crític* [en ligne], 20 janvier 2015.

<http://www.elcritic.cat/investigacio/els-vincles-ocults-de-l-extrema-dreta-amb-societat-civil-catalana-2365>

[Page consultée le 30 septembre 2018]

EL ESPAÑOL

2018. « Los CDR copiaron sus siglas y su estrategia de los Comités de la Defensa de la Revolución cubana ». *El Español* [en ligne], 12 avril 2018.

https://www.elespanol.com/espana/20180412/cdr-copieron-estrategia-comites-defensa-revolucion-cubana/299220445_0.html

[Page consultée le 5 août 2018]

El HACHMI Najat

2008. *Jo també sóc catalana*. Barcelona : Columna. 195 p.

EL MUNDO

2006. « Conversación privada captada por la TV: Sevilla ve imposible que Montilla presida Cataluña porque “es pronto para un charnego” ». *El Mundo* [en ligne], mis à jour le 1^{er} février 2006.

<http://www.elmundo.es/elmundo/2006/01/31/espana/1138738872.html>

[Page consultée le 12 juillet 2018]

EL NACIONAL

– 2017. « El “selfie” de Iceta con Albiol, Millo y Montserrat ». *El Nacional* [en ligne], 29 octobre 2017.

https://www.elnacional.cat/es/politica/selfie-iceta-albio-montserrat_207264_102.html

[Page consultée le 16 août 2018]

– 2018a. « Els comuns i Òmnium demanden posar fi al 155 i deixar lliures els presos ». *El Nacional* [en ligne], 7 février 2018.

[Page consultée le 16 août 2018]

https://www.elnacional.cat/ca/politica/reunio-comuns-omnium_236976_102.html

– 2018b. « Nova legislatura: Les lleis socials tombades pel TC que Torra vol recuperar ». *El Nacional* [en ligne], 15 mai 2018.

https://www.elnacional.cat/ca/politica/lleis-socials-tombades-tc-quim-torra_268266_102.html

[Page consultée le 15 juillet 2018]

EL PAÍS

– 2017a. « Manifestació pels refugiats: desenes de milers de persones marxen a Barcelona per l’acollida de refugiats ». *El País* [en ligne], 18 février 2017.

https://cat.elpais.com/cat/2017/02/18/catalunya/1487428212_810988.html

[Page consultée le 15 juillet 2018]

– 2017b. « Puigdemont, en el tancament de la campanya del referèndum: “Ja hem guanyat” ». *El País* [en ligne], 29 septembre 2017.

https://cat.elpais.com/cat/2017/09/29/catalunya/1506721435_548766.html

[Page consultée le 1^{er} septembre 2018]

EL PERIÓDICO

- 2018a. « Boya niega que la DUI fuera simbólica como alegan los líderes del “procés” ». *El Periódico* [en ligne], 14 février 2018. <https://www.elperiodico.com/es/politica/20180214/mireia-boya-declara-tribunal-supremo-proces-6622993> [Page consultée le 24 août 2018]
- 2018b. « Los CDR exigen “desobediencia o dimisión” ante las sedes de ERC y PDECat ». *El Periódico* [en ligne], 2 août 2018.
<https://www.elperiodico.com/es/politica/20180802/cdr-irrumpen-sede-erc-reclamando-desobediencia-dimision-6973045> [Page consultée le 29 septembre 2018]
- 2018c. « Un milió d'assistents a la manifestació de la Diada 2018 a Barcelona, segons la Guàrdia Urbana ». *El Periódico* [en ligne], 11 septembre 2018.
<https://www.elperiodico.cat/ca/politica/20180911/persones-manifestacio-diada-2018-guardia-urbana-7029284> [Page consultée le 30 septembre 2018]

EL TEMPS

2017. « Josep Manel Busqueta: “Més que als soviets, els CDR s’assemblen als consells obrers gramscians” ». *El Temps: setmanari de política i cultura* [en ligne], 23 novembre 2017.
<https://www.eltemps.cat/article/2634/josep-manel-busqueta-mes-que-als-soviets-els-cdr-sassembelen-als-consells-obrers-gramscians>
[Page consultée le 5 août 2018]

ERICKSON Brad

2011. « Utopian virtues: Muslim neighbors, ritual sociality, and the politics of *convivència* ». *American Ethnologist: Journal of the American Ethnological Society* (Washington, D. C.) vol. 38, n° 1 (février 2011), pp. 114-131.

ERIKSEN Thomas Hylland

2010. *Ethnicity and Nationalism: Anthropological Perspectives*. London : Pluto Press. 246 p.
[3^e édition ; première édition : 1994]

FERRATER MORA Josep

1980. *Les formes de la vida catalana i altres assaigs*. Barcelona : Edicions 62. 155 p.

GARCIA Marie-Carmen

1998. *L'identité catalane : analyse du processus de production de l'identité nationale en Catalogne*. Paris : L'Harmattan. 266 p. (Recherche et Documents/Espagne)

GELLNER Ernest

- 2006. *Nations and Nationalism*. Oxford : Blackwell Publishing. 150 p.
[2^e édition ; première édition : 1983]
- 1989. *Nations et nationalisme*. Paris : Payot. 208 p.
[Traduction de la première édition anglaise de 1983]

GENERALITAT DE CATALUNYA

2017. *Referèndum d'autodeterminació de Catalunya. Resultats definitius. Recompte final basat en paperetes verificades i no segrestades* [en ligne], 6 octobre 2017.
http://premsa.gencat.cat/pres_fsvp/docs/2017/10/06/17/31/a3c84f5f-a902-4f55-b3a9-41e112d7a8d9.pdf
[Téléchargé le 29 juillet 2018]

GIORI Pablo

2014. « Les etapes del món casteller: construcció d'un món i de les lògiques del seu funcionament ». *Revista d'Etnologia de Catalunya* (Barcelona) n° 39 (juin 2014), pp. 160-167.

HAU Mark Friis

2016. « Nation, Space, and Identity in the City: Marking Space and Making Place in Barcelona ». *Etnofoor. Anthropological Journal* (Amsterdam) vol. 28, n° 2, pp. 77-98.

HERZFELD Michael

- 2004. *The Body Impolitic: Artisans and Artifice in the Global Hierarchy of Value*. Chicago : University of Chicago Press. 269 p.
- 2007. *L'intimité culturelle : poétique sociale dans l'État nation*. Québec : Presses de l'Université Laval. 285 p.

HOARAU Christian

2017. *La Catalogne dans tous ses états*. Paris : L'Harmattan. 333 p.

HOBSBAWM Eric

1992. *Nations et nationalisme depuis 1780*. Paris : Gallimard. 371 p. (Folio/Histoire)

HOY: DIARIO DE EXTREMADURA

2018. « Arrimadas a Torra: “Usted representa el pasado con su nacionalismo excluyente” ». *Hoy: Diario de Extremadura* [en ligne], 14 mai 2018.

<http://www.hoy.es/nacional/arrimadas-torra-representa-20180514123850-ntrc.html>

[Page consultée le 26 juin 2018]

HUMMELL Eloise

2014. « Standing the Test of Time – Barth and Ethnicity ». *Coolabah: Journal of the Australian Studies Centre at Universitat de Barcelona* (Barcelona) n° 13, pp. 46-60.

ÍÑIGO Benet

2018. « No tradicional, fins quan? ». *Castells: revista castellera independent* [en ligne] (Sitges), 19 juin 2018.

<http://revistacastells.cat/2018/06/no-tradicional-fins-quan/>

[Page consultée le 1^{er} août 2018]

JUNG Yuson

2010. « The Inability Not to Follow: Western Hegemonies and the Notion of “Complaisance” ». *Anthropological Quarterly* (Washington, D.C.) vol. 83, n° 2 (printemps 2010), pp. 317-353.

[Numéro spécial : Critical Engagements with Cultural Intimacy]

JUNYENT Carme

1999. « El català: una llengua en perill d'extinció? ». *Revista d'Igualada* (Igualada) n° 1 (avril 1999), pp. 27-38.

KAMMERER Nina

2014. « Catalan Festival Culture, Identities, and Independentism ». *Quaderns-e: revista electrònica semestral de l'Institut Català d'Antropologia* [en ligne] (Barcelona) vol. 2, n° 19, pp. 58-78.

<https://tinyurl.com/y94qtvnp>

[Consulté le 15 juin 2018]

LA DIRECTA

2017. Desobedientes: suplement editat per la Directa, amb motiu del referèndum d'autodeterminació de l'1 d'octubre. *La Directa: mitjà d'informació per la transformació social* (Barcelona), septembre 2017. 23 p.

LA VANGUARDIA

2017. « La cifra de ciudadanos que sólo se consideran catalanes se desploma ». *La Vanguardia* [en ligne], 29 janvier 2017.

<http://www.lavanguardia.com/politica/20170129/413802206756/sondeo-ceo-aumento-identidad-mixta-catalan-espanol.html>

[Page consultée le 2 juillet 2018]

LARROQUE ARANGUREN Jimena

2012. « Quel modèle d'intégration des migrants pour des “nationalismes périphériques” en Espagne ? Une analyse comparée entre la Catalogne et le Pays Basque ». *Revue Asylon(s).Digitales (Terra-HN)* [en ligne] n° 9 (juin 2012).

<http://www.reseau-terra.eu/article1243.html>

[Page consultée le 26 juin 2018]

LEW Roland

1992. « Ernest Gellner, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989 (édition anglaise 1983) » [compte rendu]. *L'Homme et la société : revue internationale de recherches et de synthèses en sciences sociales* (Paris) n° 103 (1992/1), pp. 148-149.

LLOBERA Josep Ramon

2004. *Foundations of National Identity: From Catalonia to Europe*. Oxford : Berghahn Books. 215 p. (New Directions in Anthropology, vol. 19)

MORENO Luis

2007. « Identités duales et nations sans État (la Question Moreno) ». *Revue internationale de politique comparée* (Bruxelles) vol. 14, pp. 497-513.

MORERA Jean-Claude

1992. *Histoire de la Catalogne*. Paris : L'Harmattan. 220 p. (Horizons/Espagne)

NACIÓ DIGITAL

— 2017. « Junts per Catalunya planteja el 21-D com un plebiscit sobre Puigdemont ». *Nació Digital* [en ligne], 28 novembre 2017.

<https://www.naciodigital.cat/noticia/143534/junts/catalunya/planteja/21-d/plebiscit/sobre/puigdemont>

[Page consultée le 22 août 2018]

— 2018a. « Discurs íntegre de Quim Torra a la segona sessió d'investidura ». *Nació Digital* [en ligne], 14 mai 2018.

<https://www.naciodigital.cat/noticia/154888/document/discurs/integre/quim/torra/segona/sessio/investidura>

[Page consultée le 30 septembre 2018]

— 2018b. « VÍDEO “Ni un pas enrere!”, la nova (i emotiva) cançó dedicada als presos polítics i exiliats ». *Nació Digital* [en ligne], 13 juillet 2018.

<https://www.naciodigital.cat/noticia/159292/video/ni/pas/enrere/nova/emotiva/canco/dedicada/presos/politics/exiliats>

[Page consultée le 13 août 2018]

NOYES Dorothy

— 2003a. *Fire in the Plaça: Catalan Festival Politics After Franco*. Philadelphia, Pa : University of Pennsylvania Press. 325 p.

— 2003b. « In the blood: Performance and identity in the catalan transition to democracy ». *Narodna umjetnost: croatian journal of ethnology and folklore research* (Zagreb) vol. 40, n° 1 (juin 2003), pp. 65-80.

ÒMNIUM

2018. « Cuixart, reelegit president amb màxim històric de vots ». *Òmnium Cultural* [en ligne], le 16 juin 2018.

<https://www.omnium.cat//ca/cuixart-reelegit-president-amb-maxim-historic-de-vots/>

[Page consultée le 13 août 2018]

PARLAMENT DE CATALUNYA

2017. *Declaració dels representants de Catalunya* [Version numérisée de la déclaration d'indépendance approuvée le 10 octobre par le Parlement catalan], 10 octobre 2017.

Accessible via le site du quotidien Ara :

https://www.ara.cat/2017/10/10/Declaracio_Independencia_amb_logo_-1.pdf

[Téléchargé le 6 août 2018]

PETIT Pierre & RUBBERS Benjamin

2013. « Introduction ». *Civilisations : revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines* (Bruxelles) n° 62 (décembre 2013), pp. 11-29.

PONSATÍ-MURLÀ Oriol

2016. « La filosofia del seny: entre Ferrater Mora i Vicens Vives ». *Idees: revista de temes contemporanis* (Barcelona) n° 43, pp. 16-25.

POUTIGNAT Philippe & STREIFF-FÉNART Jocelyne

2015. « L'approche constructiviste de l'ethnicité et ses ambiguïtés ». *Terrains/Theories* [en ligne] (Nanterre : Presses Universitaires de Paris Nanterre) n° 3 (2015).

<https://journals.openedition.org/teth/581>

[Page consultée le 20 juillet 2018]

PRATT Jeff

2003. *Class, Nation and Identity: The Anthropology of Political Movements*. London : Pluto Press. 220 p.

PÚBLICO

2018. « Els fiscals del Suprem marquen el territori del judici contra els independentistes ». *Público* [en ligne], 14 octobre 2018.
<https://www.publico.es/public/judici-per-l-1-d-octubre-els-fiscals-suprem-marquen-territori-judici-els-independentistes.html>
[Page consultée le 10 octobre 2018]

PUJOL Jordi

1976. *La immigració, problema i esperança de Catalunya*. Barcelona : Nova Terra. 138 p.

PUJOLAR Joan

2010. « Immigration and language education in Catalonia: between national and social agendas ». *Linguistics and Education* (New York) vol 21, n° 3, pp. 229-243.

RENYÉ Aleix

2017. *Catalunya Nord: La llesqueta del septentrió*. Lleida : El Jonc. 229 p. (Col·lecció Muixeranga)

SÁEZ Cristina

2005. « Els castells: Porta d'entrada: Joves d'altres cultures es posen la faixa ». *Castells: revista castellera independent* (Sitges) n° 4, pp. 28–30.

SÀNCHEZ I PICANYOL Jordi

2004. « La immigració a Catalunya: Una visió de conjunt ». *Idees: revista de temes contemporanis* (Barcelona) n° 22, pp. 80-92.

SANJUÁN-PASTOR Carmen

2015. « “Am I Catalan, Mom?” Figuring a “Common Public Culture” from the Borderland in Najat El Hachmi’s Jo també sóc catalana ». *Pacific Coast Philology: Journal of the Pacific Ancient and Modern Language Association* (University Park, Pennsylvania) vol. 50, n° 1, pp. 25-43.

SIMON Pierre-Jean

1999. *La Bretonnité : une ethnicité problématique*. Rennes : Terre de Brume Éditions/Presses universitaires de Rennes. 207 p.

SOCIETAT CIVIL CATALANA

2017. « Societat Civil Catalana convoca una gran manifestació cívica per a aquest diumenge sota el lema “Prou! Recuperem el seny” ». *Societat Civil Catalana* [en ligne], 3 octobre 2017.

<https://www.societatcivilcatalana.cat/ca/noticias/societat-civil-catalana-convoca-una-gran-manifestacio-civica-aquest-diumenge-sota-el-lema>

[Page consultée le 6 août 2018]

TEMPS DE MUIXERANGA

2017. « La Muixeranga d’Algesmesí no és una moixiganga ». *Temps de Muixeranga* [en ligne], 1^{er} mars 2017.
<https://tempsdemuixeranga.com/2017/03/01/muixeranga-dalgemesi-no-moixiganga/>

[Page consultée le 24 août 2018]

TERMES Josep

2011. *Historia del anarquismo en España (1970-1980)*. Barcelona : RBA Libros. 719 p.

VACZI Mariann

2016. « Catalonia’s human towers: Nationalism, associational culture, and the politics of performance ». *American Ethnologist: Journal of the American Ethnological Society* (Washington, D. C.) vol 43, n° 2 (mai 2016), pp. 353–368.

VALTCHINOVA Galia

2006. « Entre “intimité culturelle” et “choc des civilisations”. Réactions bulgares 1999-2001 ». *Strates : matériaux pour la recherche en sciences sociales* [en ligne] (Paris) n° 12 (décembre 2006, mis en ligne le 20 juillet 2007).

<http://journals.openedition.org/strates/2192>

[Page consultée le 26 juillet 2018]

VICENS VIVES Jaume

1954. *Notícia de Cataluña*. Barcelona : Ediciones Destino. 162 p.

WOOLARD Kathryn Ann

- 2003. « “We don’t speak Catalan because we are marginalized”; Ethnic and class connotations of language in Barcelona », in : Richard K. BLOT (éd.), *Language and Social Identity*, pp. 85-103. Wesport, CT : Praeger. 295 p.
- 2008. « Les ideologies lingüísticas: una visió general d'un camp des de l'antropologia lingüística ». *Revista de Llengua i Dret = Journal of Language and Law* (Barcelona) n° 49 (mai 2008), pp. 179-199.

ZAPATA BARRERO Ricard

2012. « La communauté politique en tant que fondement d'une théorie politique catalane de l'immigration : enjeux clés », in : Jocelyne COUTURE, Micheline LABELLE & Frank William REMIGGI (dir.), *La communauté politique en question : Regards croisés sur l'immigration, la citoyenneté, la diversité et le pouvoir*, pp. 71-94. Québec : Presses de l'Université du Québec. 375 p.